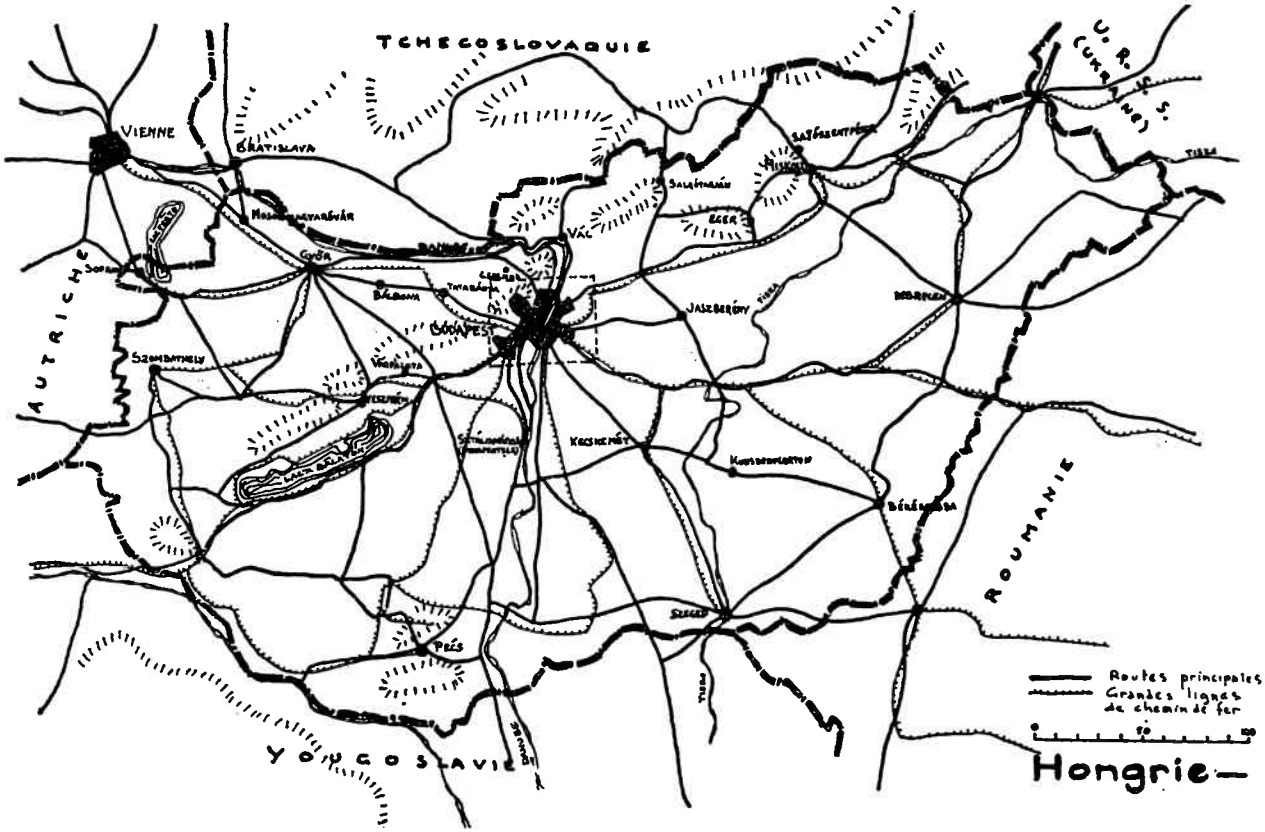
ANDY ANDERSON

HONGRIE



1956

SPARTACUS


TCHECOSLOVAQUIE
U. R. S. S.
VIENNE
BRATISLAVA
AUTRICHE
BUDAPEST
Vác
Eger
Jászberény
Szombathely
Kecskemét
Szeged
Pécs
ROUMANIE
YOUGOSLAVIE
Routes principales
Grandes lignes de chemin de fer
Hongrie

ANDY ANDERSON

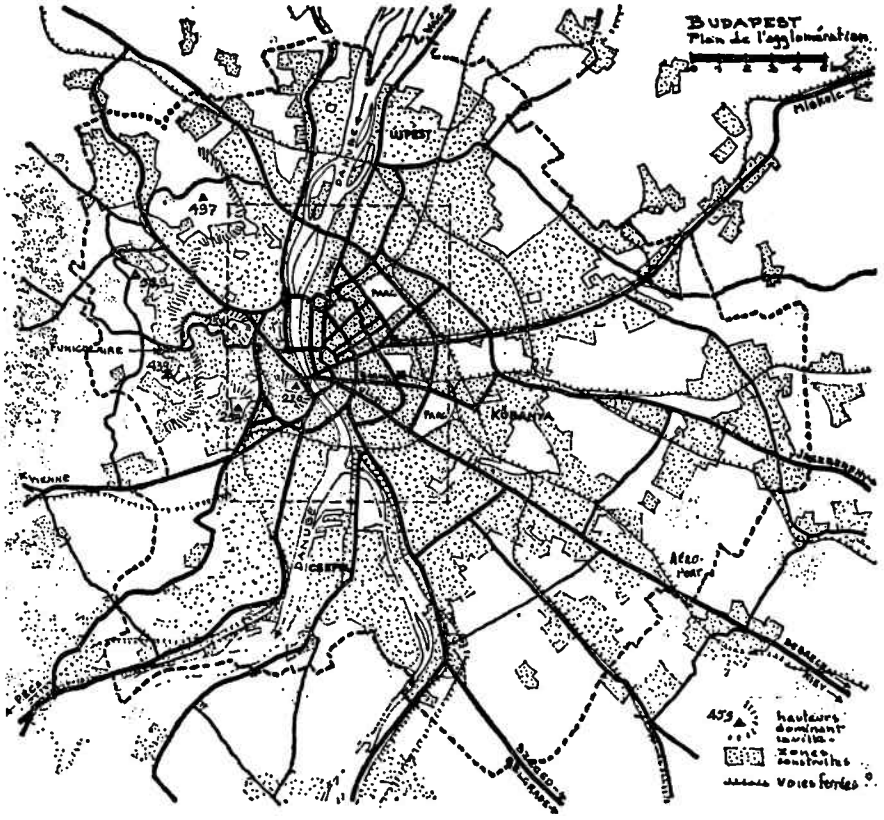
HONGRIE 1956

LA COMMUNE DE BUDAPEST

Les Conseils ouvriers



SPARTACUS
RENÉ LEFEUVRE
PARIS


BUDAPEST
Plan de l'agglomération
0 1 2 3 4 5
Hatvan
BUDA
497
PEST
Pont
FUNICULAIRE
439
235
Pont
KÖBÁNYA
Ferme
KELENFÖLD
Aéro-port
459
hauteurs dominant le site
zones construites
voies ferrées

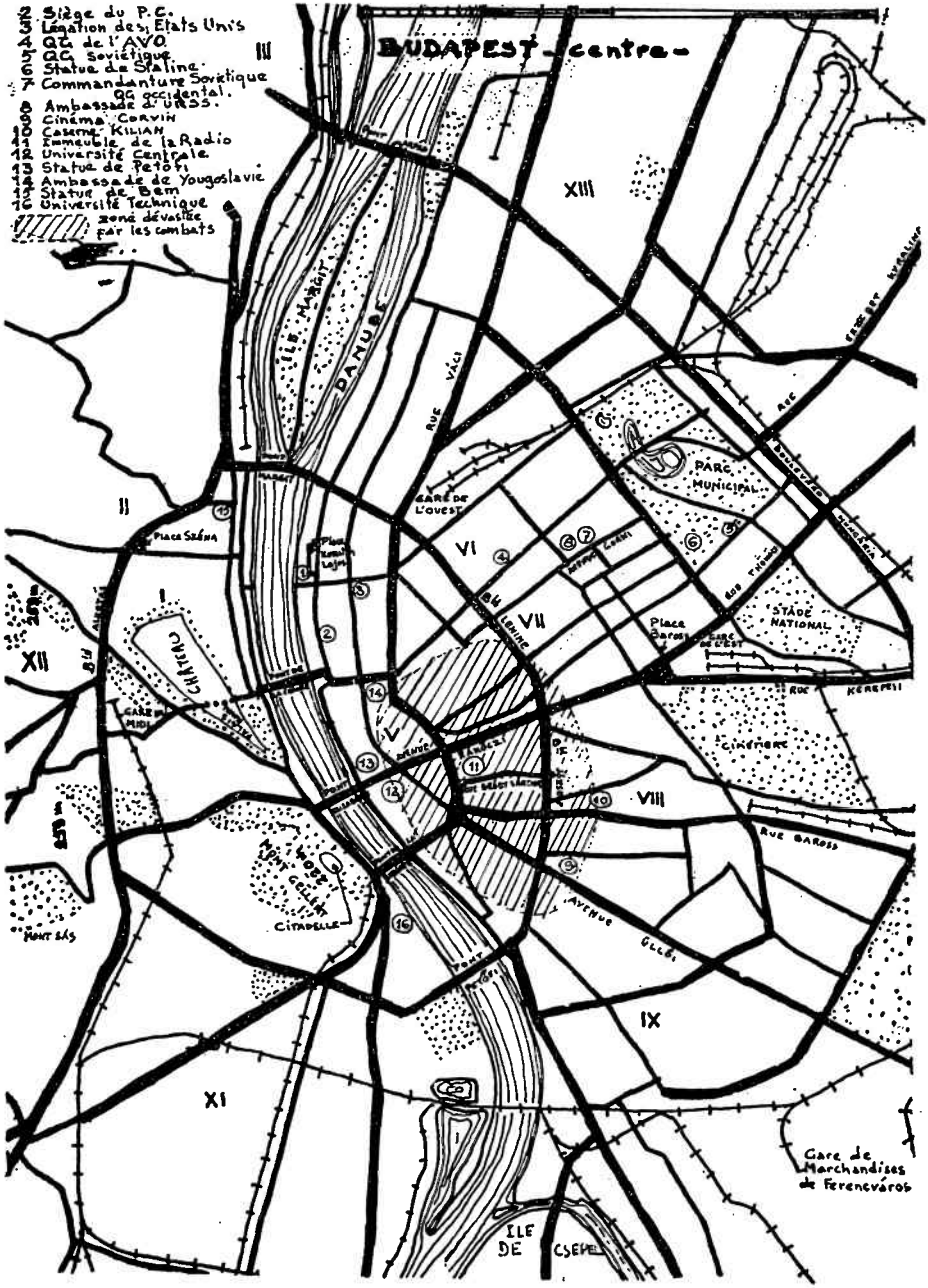
PREFACE

La Hongrie, c'est loin — 17 ans déjà — et le souvenir s'en est bien estompé. Episodiquement, un « intellectuel de gauche » et un stalinien se jettent quelques invectives sur le sujet, pour terminer invariablement en admettant qu'ils ne peuvent se convaincre mutuellement. La « génération de mai » — ceux qui ont donné un sens à leur lutte en 68-69 — n'en connait quasiment que des clichés: pour les maoïstes. c'est la « contre-révolution fasciste » dont on parle dans les notes des publications de Pékin; pour les anarchistes, c'est le bon peuple hongrois contre le méchant Etat russe. Le tour est joué. Et pour ceux qui ont remis en question les courants traditionnels, l'oubli jeté *sur la révolution de 1956 en a détourné leur attention; c'est à peine s'ils ont pu connaître le numéro spécial de Socialisme ou Barbarie, écrit pendant l'événement et par suite bien incomplet. S'ils ont voulu aller plus loin, leur curiosité, sinon leur opinion de la révolution hongroise, n'a pu qu'être déçue par les quelques ouvrages que l'on rencontre couramment.*

Et pourtant, en ces temps où la démystification du léninisme et de ses variantes avance à grands pas, où par ailleurs la discussion se fait toujours plus pressante sur les formes que prendra le renversement du capitalisme (quelles que soient ses formes monopoliste ou d'Etat), les enseignements de la Révolution de 1956 acquièrent une nouvelle actualité.

L'intérêt de l'ouvrage d'Andy Anderson ne réside donc pas seulement dans son côté historique. Il donne une tout autre couleur à des événements du passé récent, ou plutôt, il donne un moyen de les analyser sous un jour nouveau si on s'en donne un peu la peine. C'est le cas, par exemple, de la Tchécoslovaquie, présente encore à toutes les mémoires, et dont pourtant bien peu a été dit qui dépasse la vernis superficiel des choses (1). *Ce n'est pas ici le lieu d'entamer une comparaison entre 1968 et 1956, entre Prague et Budapest. Mais on ne peut que*

(1) L'un les meilleurs textes sur la Tchécoslovaquie demeure la brochure *Czechoslovakia - Revolution and Counter Revolution*, publiée en octobre 1968 par News and Letters et Le Marxist Humanist Group de Glasgow.


1 Siège du P.C.
2 Légation des Etats Unis
3 QG de l'AVO
4 QG soviétique
5 Statue de Staline
6 Commandanture Soviétique
QG occidental.
8 Ambassade d'URSS.
9 Cinéma Corvin
10 Caserne KILIAN
11 Immeuble de la Radio
12 Université Centrale
13 Statue de Petofi
14 Ambassade de Yougoslavie
15 Statue de Bem
16 Université Technique
zone dévastée par les combats
BUDAPEST - centre -
DANUBE
ILE MARGUERITE
RUE VACI
GARE DE L'OUEST
PARC MUNICIPAL
Place Széna
Place Kossuth Lajos
Place Batthyany
Place Boros
STADE NATIONAL
CHATEAU
GARE DU MIDI
CIMETIERE
RUE BAROSS
AVENUE GELLERT
MONT GELLERT
CITADELLE
MONT SAS
Gare de Marchandises de Ferencváros
ILE DE CSEPEL
I
II
III
V
VI
VII
VIII
IX
XI
XII
XIII

souhaiter ardemment que quelqu'un, tenant compte des différences dans les rapports internationaux (entre l'Est et l'Ouest et entre pays-satellites et Union Soviétique), dans les luttes au sein des classes dirigeantes respectives, dans l'évolution des rapports économiques, sociaux et idéologiques, fasse un parallèle approfondi entre la lutte de la classe ouvrière hongroise et celle des classes ouvrières tchèque et slovaque.

●

Le mérite d'Andy Anderson, c'est d'avoir fouillé en profondeur les innombrables sources de l'époque, pour en dégager les deux points essentiels de son ouvrage. Il a démystifié Nagy, donc les intellectuels et les appareils de l'Etat et du Parti qui lui étaient favorables (ce qui plus tard devait apparaître comme la « nouvelle classe » technocratique des pays capitalistes d'Etat, les préfigurateurs des Dubcek et consorts), en en faisant voir les rapports avec la classe ouvrière et les organisations autonomes qu'elle a mises sur pied pour son combat.

En effet, on se trouve devant deux types de sources de l'époque (mis à part les ouvrages de propagande pro-occidentale et la propagande d'origine soviétique, laquelle apporte cependant nombre d'arguments a contrario). *Les premiers ouvrages sont écrits le plus souvent par des gens dont on ne peut nier les opinions de gauche et qui ont, dans certains cas, vécu les événements. Mais ce sont des intellectuels, et leurs sympathies* de classe *à l'égard de Nagy les conduit souvent à travestir la réalité du rôle* dirigeant *de cet homme* d'appareil. *D'autre part, comme l'a souligné Anderson, les intellectuels ont manqué de contact avec les ouvriers; ce manque se traduit encore après l'événement par une minimisation des actes déterminants de la classe ouvrière. C'est ainsi que, le plus souvent, les conseils ouvriers sont à peine évoqués, tandis que la « libéralisation », le « nationalisme », le « patriotisme », la liberté de pensée, l'héroïsme des partisans, etc... sont soulignés avec force détails. Enfin, en conséquence de ce qui précède, les intellectuels n'ont conçu d'alternative, au stalinisme et au capitalisme qu'en termes de parti, de gouvernement, d'organisations* (2); *leurs limites les ont naturellement conduits à accorder leurs faveurs à la « nouvelle voie polonaise » vers le capitalisme d'Etat de Gomulka (comme en 1968 à celle d'Ota Sik). Quatorze ans plus tard, les événements de Gdansk et de Szczecin devaient leur donner un démenti éclatant.*

(2) Voir à ce propos l'introduction de Jean-Paul Sartre, alors crypto-stalinien, dans le numéro spécial des Temps Modernes consacré à l'événement.

Le deuxième type de sources, c'est la somme imposante de tout ce qui a été écrit ou dit à l'époque: journaux, revues, tracts, publications, communiqués officiels, émissions de radio (Radio-Moscou, Radio-Budapest ou Kossuth sous le contrôle successif de Gerö, de Nagy et de Kàdàr, les radios libres de province), les déclarations verbales de réfugiés. Pour découvrir les éléments qui, dans tout ce fatras inaccessible au commun des mortels, permettent d'étayer les deux points mentionnés plus haut, il fallait se livrer à un véritable travail de fouille. Certes, des ouvrages ont paru, imposants à tous points de vue, qui tentaient de rassembler un maximum de sources de toute origine, mais ils n'avaient nullement la prétention d'en dégager la moindre leçon politique ou autre (3).

●

Une foule de livres ont été publiés sur la personnalité d'Imre Nagy. La controverse est encore ouverte sur le point de savoir s'il a ou non fait appel aux troupes russes. Ainsi, Tibor Méray nous présente un Nagy prisonnier (au sens propre du terme) de la clique de Gerö jusqu'à la « démission » de ce dernier par les Russes, et contraint d'exécuter ses volontés. Ce n'est que plus tard qu'il aurait été libre de ses mouvements et de ses paroles. Mais force nous est de constater que Radio-Kossuth (Budapest), qui passa sous le contrôle de son gouvernement après l'élimination de Gerö, continua sans arrêt à émettre des appels et des ultimatums visant à faire déposer les armes. Pour toute réponse, la classe ouvrière, surtout en province, par la voix de ses organes de lutte (les Conseils) et d'expression (les radios libres) demandait la satisfaction préalable de ses revendications. Ce n'est qu'à la fin du mois que le gouvernement, toujours via Radio-Kossuth, apporta un appui bien opportuniste aux Conseils, essayant même d'en reprendre le dessein à son compte. Il est bon de souligner au passage que l'écrivain Gyula Hày se fit également l'apôtre de la remise des armes, dans une allocution prononcée à Radio-Kossuth.

●

(3) On ne saurait trop conseiller la lecture de deux ouvrages de cette catégorie: *The Hungarian Revolution,* Livre Blanc édité par Melvin J. Lasky, Praeger, New-York, 1957. *Rapport du Comité Spécial pour la question de Hongrie* - Nation Unies - Documents Offiels - 11e Session - Supplément nº 18 (A/3592), édition française, New-York, 1957.

On a suffisamment insisté sur l'accent qu'a mis Anderson sur les Conseils et sur les leçons qu'il en a tirées. C'était ce vide qu'il fallait combler. Mais, en analysant les sources de manière approfondie, on pourrait lui reprocher de les avoir en quelque sorte « idéalisées », en dépit de nombreuses réserves formulées. En particulier, il a mis dans le même sac les divers Conseils Révolutionnaires, Conseils Nationaux Révolutionnaires, Comités Révolutionnaires, Conseils d'Ouvriers et de Soldats, Conseils Révolutionnaires de Travailleurs. Comités Nationaux Révolutionnaires, Conseils Nationaux, Comités Socialistes Révolutionnaires, Conseils Municipaux de Travailleurs, Conseils Ouvriers, etc..., sans tenter de distinguer ceux de ces organes qui avaient été élus par la base et demeuraient sous son contrôle permanent (les Conseils Ouvriers proprement dits) de ceux qui étaient un rassemblement de volontaires plus actifs avec tout ce que cela implique en termes de démocratie réelle (4).

La place sous manque pour analyser ici en détail les problèmes politiques entraînés par le mode de fonctionnement de ces organes de lutte. Mais il n'est pas inutile de fournir des éléments de réponse d'après les témoignages recueillis sur la mise en place formelle des Conseils et Comités.

« Des témoins ont expliqué comment les Conseils d'Ouvriers, dont ils avaient fait partie, avaient été élus par les ouvriers d'usine au cours d'élections libres et démocratiques. Parfois, le manque de temps n'avait pas permis d'organiser de véritables élections, mais la constitution d'un Conseil d'Ouvriers provisoire *(souligné par nous) avait assuré de fait la direction des ouvriers dans l'usine. »* (5)

« ... l'établissement de certains Conseils d'Ouvriers n'ayant pas été entérinée, une nouvelle élection a été ordonnée dans l'esprit de la vraie démocratie. » (6)

Le manque de temps, imposé par les nécessités du combat contre l'Armée Rouge, demeure le point commun entre les deux types d'organisme. Mais les Conseils Révolutionnaires et autres ne présentent pas autant de garanties sur le plan formel:

« La procédure de création des Conseils a différé suivant les localités. Tantôt les élections ont eu lieu au scrutin secret, au cours d'une réunion

(5) *Rapport de l'O.N.U.*, op. cit., p. 102.
(6) Id., p. 103.

(4) Notons qu'après la deuxième intervention russe, le deuxième type de Conseil a disparu au profit des Conseil Ouvriers proprement dits.

générale ou d'une réunion de délégués des ouvriers d'usine, tantôt le conseil a été élu par les représentants des paysans, des ouvriers d'usine et des organisations professionnelles. Les membres du Conseil étaient nommés tantôt par acclamations, tantôt à la suite d'un vote public des participants à la réunion. » (7) « *Plusieurs des Conseils Révolutionnaires du Grand-Budapest ont été élus suivant des principes démocratiques, mais dans de nombreux arrondissements, il n'a pas été possible d'organiser des réunions de masse en vue d'une élection démocratique avant la nouvelle intervention des forces soviétiques, le 4 novembre.* » (8)

Qu'on ne s'y trompe pas: il s'agit de mettre en relief certains dangers révélés par les événèments, et non de jeter la pierre aux Hongrois confrontés à d'immenses difficultés pratiques. D'ailleurs, ainsi qu'il va dans tous le cas similaires, le feu de l'action donnait le plus souvent une valeur réelle à la « démocratie directe »: « Les Conseils comprenaient des représentants de tous les secteurs de la population. A Debrecen, le Conseil se composait de cent membres, dont 60 ouvriers, 20 étudiants d'université, et 20 représentants des forces armées. Les Conseils de Györ et d'Eger était composés d'ouvriers, de paysans, de soldats et d'intellectuels, alors que quatorze des 28 membres du Conseil de Jàszberény étaient des paysans. » (9)

Mais l'opposition entre les deux types d'organes de dessine, même si « dans beaucoup de villes, les Conseils Révolutionnaires ont été élus par les délégués des Conseils d'Ouvriers » et si « la plupart des Conseils Révolutionnaires comprenaient de nombreux ouvriers. » (10) *C'est ainsi que Radio Libre Petöfi annonce le 1er novembre que « les mineurs de Pécs ont décidé de se désolidariser du Comité Révolutionnaire du Comitat de Baranya, parce qu'il n'est révolutionnaire que de nom et ne fait en réalité rien du tout.* » (11) *Autre fait révélateur: si l'on en croit à leur corps défendant les témoins et correspondants de presse, le secrétaire du Conseil de Györ (Conseil National Transdanubien), Attila Szigethy, commençait à se conduire en « petit chef », et ce malgré l'opposition d'une partie des autres membres.*

Il ne paraît pas fondé de reprocher à Anderson d'avoir passé ces points sous silence. A l'époque où il a rédigé son ouvrage, et à plus

(7) Id., p. 96.
(8) manque.
(9) Id., p. 96.
(10) Id., p. 103.
(11) *Livre Blanc*, op. cit., p. 174.

forte raison en 1956, cette problématique n'existait encore qu'à l'état embryonnaire. Ce sont les expériences ultérieures (surtout depuis 1968) qui nous ont révelé les dangers de ce genre d'organe de lutte, certes constitué d'hommes de bonne volonté, mais qui en viennent vite à prendre les décisions « au nom de » la classe (12).

●

La même remarque s'applique à l'attitude adoptée par l'auteur à l'égard du Conseil National des Syndicats Libres. Il faut d'ailleurs souligner à sa décharge que les sources ne nous apprennent rien ou presque sur les rapports qui existaient durant les jours de la révolution entre syndicats et Conseils Ouvriers, sur la manière dont les syndicats furent ou ne furent pas contrôlés par la base, etc... Toutefois, le peu que l'on connaisse à ce sujet esquisse aussi les dangers qui auraient pu se faire jour si la Révolution avait triomphé. En premier lieu, la « révolution » semble bien s'y être faite « au sommet »: « Le 30 octobre le Conseil National des Syndicats est devenu le « conseil National des Syndicats Libres » et l'ancien comité directeur a été remplacé par un « comité révolutionnaire provisoire » composé « d'anciens chefs syndicalistes autrefois mis à l'écart ou jetés en prison, et de nouveaux chefs syndicalistes révolutionnaire ». (13) *La nouvelle fédération se joint au chœur des dirigeants politiques qui demandent la reprise du travail.*

Un autre fait significatif, c'est la déclaration du 27 octobre du Présidium du Conseil National des Syndicats, déclaration qui pousse à la création de Conseils Ouvriers et donne une série de directives *pour leur élection, leurs fonctions et leurs tâches. Le sixième point de cette déclaration retient particulièrement l'attention: « Le Conseil d'Ouvriers sera responsable de sa gestion devant tous les travailleurs et devant l'Etat (!)... Les Conseils d'Ouvriers ont, dans l'immédiat, la tâche essentielle d'assurer la reprise du travail,* de rétablir et de garantir l'ordre et la discipline *(souligné par nous) »* (14).

---

(12) Voir *L'Organisation de la Lutte de Classe dans la Grève du Limbourg - Janvier - Février 1970,* Brochure I.C.O. - Liaisons - Acte et Pensée.

(13) *Rapport de l'O.N.U.,* op. cit., p. 104, d'après *Népakarat* du 1er novembre 1956.

(14) Ibid., d'après *Népszava* du 30 octobre 1956.

L'orientation ambiguë des syndicats fut confirmée par les louvoiements pratiqués au cours des mois qui suivirent par leur dirigeant Sàndor Gàspàr, lequel en vint en fin de compte à soutenir inconditionnellement Kádár et son gouvernement.

●

Il faut également considérer que pour mener à bien son projet, Anderson devait réaliser quelque chose de bref, de digeste, qui mette précisément l'accent sur l'essentiel jusqu'alors relégué à l'arrière-plan, sans s'attarder à une série de détails dont il aurait souvent dû expliciter le caractère contradictoire. On ne peut conséquemment pas lui faire grief, par exemple, d'avoir survolé les manifestations et les combats de rue en omettant certains d'entre eux ou en adoptant au plus vite la version couramment acceptée de certains autres. Son propos ne se plaçait pas à ce niveau.

Dans le même ordre d'idées, on ne peut décemment pas lui reprocher (comme nous entendons déjà certains le faire) de ne s'être pas lancé dans une analyse approfondie des mécanismes d'exploitation, d'accumulation du capital, d'extraction et de répartition de la plus-value, ou du rôle joué dans ce procès par la classe dirigeante (qu'il appelle encore « couche bureaucratique ») d'un pays capitaliste d'Etat. Une fois de plus, pour que son propos soit entendu, il devait se restreindre à des éléments économiques élémentaires (15).

Il fallait, répétons-le, faire « bref et bien ». En cela, cet ouvrage est un tout complet qui atteint son but: combler un vide entretenu par « l'idéologie dominante ». C'est la raison essentielle pour laquelle nous avons entrepris la traduction de cette brochure: mettre à la disposition de ceux qui veulent comprendre le mouvement réel de la lutte des classes un texte abordable à tous points de vue. Cela n'implique pas, comme nous venons de le souligner, que nous n'en voyons pas les limites; cela n'implique pas non plus que nous soyons d'accord avec un certain nombre de remarques qui n'appartiennent qu'à l'auteur, Andy Anderson. En particulier on trouvera tout au long du texte des prises de position quant au rôle d'un groupe révolutionnaire, à la conception d'une avant-garde, à ce qu'on appelle la « conscience révolutionnaire », à la révolution russe, au capitalisme, etc..., révélatrices de certaines conceptions politiques avec lesquelles nous divergeons.

---

(15) On se consolera de cette lacune en lisant la *Lettre Ouverte au Parti Ouvrier Polonais*, de Kuron et Modzelewski - cahier « Rouge » 1970.

Ce n'est pas le refus d'en discuter qui nous a fait mettre de côté nos propres réflexions. C'est seulement le souci de ne pas alourdir le texte par des notes et des débats qui finalement ne modifieraient pas les points essentiels du travail d'Anderson. Depuis 1956, l'Histoire a marché: l'évolution du capitalisme dans ses branches diverses, occidentale, soviétique ou chinoise a transformé les mouvements de lutte et les préoccupations qui s'y rattachent. Les Conseils Ouvriers Hongrois sont un moment de cette lutte. Il serait souhaitable que la publication de ce texte puisse précisément permettre de remettre la révolution hongroise de 1956 à sa place relative dans le courant international des luttes pour l'émancipation.

INTRODUCTION

« Le socialisme... est la conscience de soi positive de l'homme ».

K. Marx, Manuscrits économiques et philosophiques *(1844)*

Le 4 novembre 1956, à 3 heures du matin, quinze divisions blindées russes, qui comptaient au total 6.000 chars, se regroupèrent aux points-clés de la Hongrie, en vue des derniers préparatifs de leur deuxième assaut contre une population qui, proportionnellement, n'avait guère de moyens de défense. Le premier assaut, un peu plus d'une semaine auparavant, avait été une histoire assez confuse. Moscou prétendait même ne pas avoir été consultée. En fait, on ne s'était pas attendu à ce que les Hongrois se battent contre des chars avec les mains quasiment nues. On ne s'était pas non plus attendu à ce que les soldats russes passent en si grand nombre du côté des travailleurs hongrois. Cette fois, il fallait qu'il n'y ait aucune erreur. A 4 heures, les chars s'ébranlèrent.

Il leur fallut près de deux semaines pour anéantir les principaux centres de résistance armée. L'une des plus grandes révolutions prolétariennes de l'histoire fut écrasée dans le sang. Une ironie atroce veut que ceux qui ordonnèrent ce massacre se soient prétendus les représentants authentiques de la glorieuse révolution d'octobre 1917. Trente-neuf ans auparavant, la Russie avait été pour un temps le quartier général de la révolution mondiale. Le clairon avait sonné en Russie, appelant les peuples exploités et opprimés du monde entier à chasser leurs maîtres et à se joindre aux travailleurs russes pour construire une société nouvelle. Aujourd'hui, cependant, ce ne sont plus les accoucheurs de la révolution, mais ses fossoyeurs, qui occupent le Kremlin.

Après la deuxième guerre mondiale, les Russes parvinrent à renforcer leur « socialisme » le long des rives du Danube et jusqu'aux frontières de l'Autriche. Ils dominèrent ainsi un territoire qui s'étendait de la Baltique aux Balkans. Plus de cent millions de personnes de différentes nationalités étaient tombées sous la coupe du nouvel ours russe. Pendant de longues années, ces peuples avaient été malmenés, opprimés, manipulés, dirigés par la Russie des tsars ou par l'un des Etats occiden-

taux. Sous le pouvoir stalinien, ils ne s'en trouvèrent pas mieux. Leurs chaînes ne furent rien moins que rendues plus légères. Pour eux, le mot « socialisme » en vint à signifier exactement son contraire.

En mars 1953, Staline mourut. En juin de la même année, les travailleurs de Berlin-Est se rebellaient. Leur révolte, remarquable par le caractère politique des revendications exprimées, fut très vite réprimée par les chars russes. En 1956, ces nations assujetties étaient devenues de plus en plus dangereuses, sur le plan politique, pour les dirigeants soviétiques. La bureaucratie soviétique perçut le danger: au XXème Congrès, Krouchtchev lui-même démantela la mythe de Staline et promit de libéraliser les méthodes staliniennes. Mais Krouchtchev et ses partisans se trouvèrent bientôt devant un dilemme. Il est en effet bien malaisé de continuer à pratiquer une religion après avoir détruit son dieu et, bien que les dirigeants russes aient essayé de rompre avec certains des plus grands maux hérités de leur passé, ils étaient et demeurent, aujourd' hui encore, incapables de lutter contre les causes profondes de ces maux.

Les ouvriers de Poznan, en Pologne, furent les premiers à montrer ce qu'ils pensaient de la « nouvelle » voie vers le socialisme. Les Hongrois furent étonnés et plus tard stimulés en voyant avec quelle douceur ces travailleurs rebelles — et même leurs « chefs » — étaient traités. A leur tour, ils se soulevèrent. Ils furent d'abord victorieux, puis furent écrasés avec les mêmes méthodes que Krouchtchev avait dénoncées à peine quelques mois auparavant. Nombreux sont ceux qui, de par le monde, furent bouleversés par cette boucherie. Elle choqua surtout les travailleurs et les intellectuels sincères qui, de bonne foi, avaient cru voir dans la Russie le défenseur du socialisme. A leurs yeux, l'idéal qu'ils avaient caressé, l'idéal pour lequel ils avaient combattu et souffert pendant de longues années et pour lequel beaucoup de leurs camarades étaient morts, cet idéal s'avérait suranné.

La révolution hongroise fut l'événement le plus important de l'histoire de la classe ouvrière depuis 1917. Elle marqua la fin d'une ère et le début d'une autre. Elle détruisit irrévocablement les faveurs dont le Kremlin et ceux qui le soutenaient avaient pu bénéficier sur le plan moral. Mais elle fut aussi bien plus que cela: un événement extrêmement positif dont ceux qui désirent amener un changement vers une société sans classes, en Grande-Bretagne ou n'importe où ailleurs dans le monde, peuvent tirer des leçons de la plus haute importance.

En 1956, la classe ouvrière hongroise mit en exergue l'exigence d'une gestion ouvrière de la production. Elle insista pour que les Conseils Ouvriers jouent un rôle dominant dans tous les domaines de

la vie sociale; et elle proclama cela dans une société où la propriété privée des moyens de production avait, avec l'ancienne classe dominante basée sur elle, été amplement éliminée. Qui plus est, elle le proclama dans une société où le pouvoir politique était assumé « au nom de la classe ouvrière » par un parti qui, il est vrai, s'était donné le nom d'« ouvrier » de sa propre autorité. En mettant en avant ces deux exigences dans les circonstances particulières où ils se trouvaient, les travailleurs hongrois posèrent les jalons d'une nouvelle route. En cette deuxième moitié du vingtième siècle, leurs idées deviendront l'héritage commun des travailleurs de tous les pays.

La révolution hongroise était bien plus qu'un soulèvement national ou une tentative de remplacer un groupe de dirigeants par un autre. C'était une révolution sociale au sens le plus profond du terme. Son objectif était un changement fondamental dans les rapports de production, dans les relations entre dirigeants et dirigés dans les usines, les mines et les campagnes. L'élimination de la propriété privée des moyens de production n'avait résolu aucun de ces problèmes, bien au contraire! La concentration du pouvoir politique dans les mains d'une « élite » de bureaucrates les avait mille fois exacerbés.

Par ses revendications-pivots, par son exemple héroïque, et malgré une éclipse temporaire, la révolution hongroise a bouleversé toutes les prédictions et toutes les classifications politiques antérieures. Elle a créé de nouvelles lignes de démarcation, non seulement dans les rangs du mouvement ouvrier, mais également dans la société en général. Elle a mis à nu le vide théorique de tout ce qui se classe à gauche de la social-démocratie. Un tas de vieux problèmes sont maintenant devenus sans importance, et de vieilles discussions n'ont aujourd'hui plus la moindre signification. Fini le temps des subtilités terminologiques, du funanbulisme intellectuel, de l'équivoque! Fini le temps où l'on écartait habilement les regards de la réalité! Pour les révolutionnaires des années à venir, toutes les questions importantes se résumeront à de simples interrogations: êtes-vous pour ou contre le programme de la révolution hongroise? Etes-vous pour ou contre la gestion de la production par les travailleurs? Etes-vous pour ou contre le pouvoir des Conseils Ouvriers?

La plupart des gens ont une connaissance très superficielle de ces semaines d'octobre et de novembre 1956. Ils connaissent encore moins les événements qui furent à leur origine. Nous pensons que ce livre peut contribuer à une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de ce qui s'est réellement passé.

CHAPITRE I

LA HONGRIE DE 1945 A 1956

1) UN ACCORD ENTRE L'EST ET L'OUEST

« ... Dès le premier instant de la victoire, on ne doit plus tant se défier des partis réactionnaires vaincus que des anciens alliés des ouvriers, que du parti qui cherche à exploiter la victoire pour lui seul... Les ouvriers doivent se placer non sous la tutelle de l'autorité de l'Etat mais sous celle des conseils révolutionnaires de communautés que les ouvriers auront pu faire adopter. Les armes et les munitions ne doivent être rendus sous aucun prétexte. »

Marx et Engels - Adresse au Comité Central de la ligue Communiste - *1850*

Avant 1939, toutes les puissances capitalistes, y compris l'Allemagne hitlérenne, s'accordaient à considérer la Russie comme le mauvais génie de la scène de l'histoire. Puis la nature de leurs économies les amena à se battre entre elles. En 1941, Hitler envahit la Russie, et les « démocraties » capitalistes de l'Ouest s'allièrent avec le « vilain », c'est-à-dire la Russie. Mais ce n'était pas un mariage d'amour. C'était un mariage de convenance sous-tendu par le secret espoir que la Russie et l'Allemagne s'anéantiraient mutuellement. La stratégie fut étudiee à cet effet, mais elle échoua. Le rêve grandiose des dirigeants anglais et américains d'émerger de la guerre en maîtres indiscutés du monde ne se réalisa pas.

Ils avaient compté sans l'héroïque résistance de peuple russe contre le fascisme allemand.

La Russie paya un tribut très lourd. Les envahisseurs nazis causèrent des dommages incalculables aux immeubles et à l'équipement et, pendant les premiers mois de la guerre, quand l'Armée Rouge battait en retraite, les Russes eux-mêmes pratiquèrent une politique de la terre brûlée. Des millions de Russes donnèrent tout ce qu'ils avaient — y compris leur vie. Cependant, alors que les batailles de la seconde guerre mondiale se déroulaient encore, les causes de la troisième guerre mondiale mûrissaient déjà.

Au sortir de la guerre, la Russie était la deuxième puissance mondiale. En rejetant l'armée allemande sur les bords de l'Elbe, elle avait acquis un demi-continent; en vérité, ce n'étaient que des restes, et le résultat fut à peine contesté par les pays occidentaux. Mais leur incapacité de contenir la « menace rouge » provoqua presque la panique dans leurs rangs.

Il y eut des menaces voilées. 200.000 personnes furent assassinées à Hiroshima et Nagasaki. Le but réel de ce crime était de mettre en garde les dirigeants soviétiques, de leur montrer qu'il n'y aurait pas de bornes à l'implacabilité (16) des classes dominantes occidentales si elles sentaient que leurs intérêts étaient menacés. Mais les puissances occidentales n'étaient pas assez fortes pour remettre en cause la situation en Europe même. Elles n'étaient pas à même de contester la nouvelle réalité. L'Europe de l'Est appartenait à la Russie en vertu du fait accompli.

Cette nouvelle réalité fut ratifiée formellement en février 1945, à la conférence de Yalta. Les parties de l'Europe « libérées » par l'Armée Rouge (les états-satellites) devaient rester dans la sphère d'influence de la Russie, tandis que l'Europe occidentale et la Grèce seraient laissées aux « alliés » occidentaux de Staline. La Perse fut aussi inclue dans les pays de la sphère « occidentale ». Pendant la guerre, l'Armée Rouge avait « libéré » le nord de la Perse, mais elle se retira après la fin des hostilités.

---

(16) En juillet 1945, les Japonais avaient offert de négocier leur « reddition inconditionnelle ». On ignora leurs propositions. Le 6 et le 9 août, les bombes atomiques furent lâchées sur Hiroshima et Nagasaki et, paradoxalement, les Russes ne s'y opposèrent pas. En fait, ils étaient curieux de voir le résultat, car ils étaient eux-mêmes déjà en train de travailler activement à la mise au point de leurs propres armements nucléaires.

Avec la défaite de l'Allemagne nazie, l'Europe entière était en ébullition et souhaitait un changement révolutionnaire. Rien de tel n'avait été ressenti depuis 1917. Nous verrons plus loin comment les dirigeants russes assurèrent le « maintien de l'ordre » dans leur propre sphère d'influence, face au prolétariat qui menaçait leur pouvoir. A l'Ouest, les partis communistes (et, dans certains cas, les partis sociaux-démocrates) aidèrent les classes dominantes à maintenir « leur » ordre.

En France, les groupes de la Résistance, dominés par les « communistes » et les « socialistes », détenaient un pouvoir considérable. En fait, tout ce qu'il y avait entre les travailleurs français et le pouvoir effectif, c'étaient les quelques baïonnettes qui tremblaient aux mains des soldats anglais et américains, lesquels, pour la plupart, ne désiraient qu'une chose: rentrer chez eux.

Suivant en cela les instructions des dirigeants communistes, les groupes de la Résistance remirent leurs armes au prétendu Gouvernement de Libération Nationale dirigé par le général de Gaulle. Le 21 janvier, 1945, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste français, déclara que les F.F.I. avaient bien combattu contre les Nazis, mais que maintenant, la situation avait changé: « La sécurité publique devrait être assurée par une force de police régulière. Les Comités de Libération locaux ne devraient pas se substituer aux administrations locales » (17). Ses déclarations et ses actes ressemblaient de très près à ceux du général de Gaulle.

Le Parti Communiste reçut l'instruction de continuer la campagne pour l'« union » du temps de guerre. Il abandonna la lutte de classes et prêcha les vertus de la production. Ses dirigeants dénoncèrent les travailleurs qui défendaient leurs salaires et leurs conditions de vie. « La grève, *disaient-ils,* est l'arme des trusts ». Le 17 novembre 1947, les communistes entrèrent dans le gouvernement de coalition mis sur pied par de Gaulle. Le cabinet de 22 ministres comptait cinq leaders communistes, dont Thorez. Ce dernier fut nommé ministre d'Etat.

Le programme du Parti Communiste en 1945 peut être résumé de la sorte: a) contrôle des trusts; b) liberté de conscience, liberté de la presse et liberté d'association; c) droit au travail et aux loisirs; d) sécurité sociale pour les travailleurs, assurée par l'Etat; e) aide aux paysans par l'intermédiaire des syndicats et des coopératives. Est-ce là le programme d'un parti révolutionnaire! Aucun conservateur d'esprit un tant soit peu libéral n'aurait eu de scrupules à le soutenir.

(17) *New York Times,* mars 1945.

En Italie, les leaders communistes accordèrent leur appui de la même manière à l'ancienne classe dominante. Le Parti Communiste, dont Togliatti était le secrétaire général, eut des représentants au sein du gouvernement de Bonomi et du marchal Badoglio. Ils protégèrent avec enthousiasme l'Etat capitaliste contre la révolution. Le *New York Times* écrivait dans un reportage de septembre 1944: « Un bon nombre de fascistes italiens cherchent refuge dans le Parti Communiste. Les communistes s'emparent des quartiers généraux et des institutions, comme les Balilla (18) et bien d'autres encore, du régime précédent; ils rendent ainsi moins brusque la transition au nouvel état de choses ».

Les « communistes » n'en avaient pas moins la même attitude lorsqu'ils ne pouvaient entrer dans les gouvernements de coalition de la bourgeoisie. En fait, ils aidèrent ceux-ci le plus possible, en appelant les masses à soutenir ces alliances de guerre. A la veille des élections législatives de 1945, le Parti Communiste britannique se déclara favorable à une coalition avec des conservateurs « progressistes » du genre d'Eden et de Churchill!

En Europe de l'Est, comme on le verra plus loin, les communistes furent à même d'avoir une mainmise absolue sur le pouvoir d'Etat. Ils y parvinrent en confiant à des ministres communistes la prise en charge des forces de sécurité de l'Etat, par le truchement du ministère de l'Intérieur. Mais à l'Ouest (en France, en Italie, en Belgique), même si les communistes participèrent aux gouvernements nationaux (19) le ministère de l'Intérieur ne fut jamais laissé à leur portée. En France, Duclos chercha à obtenir ce poste, mais, parce qu'il n'avait pas l'Armée Rouge derrière lui, sa tentative avorta.

Pourquoi les partis communistes agissaient-ils de la sorte? Quels intérêts sociaux représentaient-ils? Avaient-ils cessé d'être les vrais partis de la classe ouvrière? Les événements de Hongrie, en 1956, devaient donner une réponse sans appel à ces questions. Mais les réponses étaient déjà suggérées à l'époque. Les leaders communistes savaient que, si les appareils d'Etat s'étaient écroulés en Europe occidentale, la révolution sociale s'en serait sans aucun doute ensuivie, et que, sans l'Armée Rouge derrière eux, ils auraient été incapables de conserver le contrôle des

(18) Organisation fasciste de la jeunesse (8 à 14 ans) créée en 1926.

(19) Avec la mise en application du Plan Marshall, deux ans plus tard, ils furent chassés de ces gouvernements sans un mot de remerciement pour les services qu'ils avaient rendu à la classe capitaliste.

travailleurs (20). Tout en proclamant de temps à autre: « Tout le pouvoir aux travailleurs », les communistes ajoutaient toujours, ne fût-ce qu'à voix basse: « ... sous la direction du Parti Communiste ». « Sous », voilà bien le mot déterminant. A quel point « sous », on le vit en Europe de l'Est dès 1944 et pendant les années qui suivirent. Là-bas, *ils l'avaient,* l'Armée Rouge derrière eux.

2) LA LIBERATION ?

> *« En régime socialiste,* tous *gouverneront à tour de rôle et s'habitueront vite à ce que personne ne gouverne. »*
> *V.I. Lénine.* L'Etat et la Révolution.

Certains croient encore que l'Armée Rouge apportait le flux de la révolution sociale avec elle quand elle pénétra en Europe de l'Est en 1944. C'est parfaitement faux: non seulement l'essence réelle des régimes (l'exploitation sociale) fut laissée telle quelle, mais de plus, pendant une longue période, même les structures politiques existantes furent maintenues, avec seulement quelques rares modifications superficielles. On garda même souvent les mêmes policiers. Pour tout ce qui concernait les masses, la situation restait inchangée; seule la langue parlée par l'armée d'occupation était différente.

La raison de la collaboration du gouvernement russe avec l'« ennemi de classe » était, d'après Molotov, « de maintenir la loi et l'ordre et de prévenir la montée de l'anarchie ». Du maintien de quelle « loi » et de quel « ordre » était-il question? La Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie en fournissent des exemples limpides.

A - LA ROUMANIE

La Roumanie fut le premier état d'Europe orientale occupé par l'Armée Rouge. Le gouvernement russe annonça immédiatement son intention de maintenir le statu-quo:

(20) Il faut éviter à tout prix une révolution authentique menée par le peuple: voilà un point qui faisait l'unianimité entre les partis « communistes » et capitalistes.

« Le gouvernement soviétique déclare qu'il ne vise à acquérir aucune partie du territoire roumain, ni à modifier l'ordre social existant en Roumanie. Il déclare également que l'entrée des troupes soviétiques est uniquement la conséquence des nécessités militaires et de la continuation de la résistance par les forces ennemies. » (21)

Les « forces ennemies » n'étaient pas, comme on pourrait le croire, des desperados nazis, mais les armées de guerilla qui avaient combattu ces mêmes nazis. Ces guerillas avaient été organisées à l'origine par le Parti Paysan, dont le leader était Iuliu Maniu. Celui-ci devint membre du nouveau gouvernement. Quand il ordonnna à ses guerilleros de se disperser et de rendre leurs armes, Radio-Moscou fit un bref commentaire: « La déclaration de Maniu vient un peu tard; avant même que cet ordre soit lancé, le Commandement de l'Armée Rouge avait liquidé tous les groupes de bandits... »

Sous les nazis, ces groupes avaient été « de braves combattants de la résistance ». Sous le Kremlin, ils devenaient des « bandits ». Mais si leur résistance avait continué, aurait-elle pu être aiguillonnée par la composition du nouveau gouvernement?

La garantie de Molotov de ne pas se mêler de l'ordre social existant encouragea le roi Michel à mettre sur pied un gouvernement réactionnaire. Le général Sanatescu fut nommé premier ministre (22), une fonction qu'il devait occuper sept mois durant. Pendant ces mois-là, les travalleurs montrèrent ce qu'ils ressentaient; il y eut de nombreuses insurrections et révoltes contre le gouvernement. Le Kremlin, dont l'armée dans le pays totalisait à ce moment un million d'hommes, décida alors que si Sanatescu ne pouvait exercer son contrôle sur le peuple, il n'avait qu'à s'en aller.

Vychinsky se rendit à Bucarest. L'artillerie soviétique fut mise en position devant le palais royal, mais c'était à peine nécessaire. Sa Majesté se plia promptement aux exigences russes. Le ministère de Sanatescu fut dissous et remplacé par un gouvernement dirigé par Petru Groza (23), Gheorghe Tatarescu devint vice-premier ministre.

Groza et Tatarescu avaient tous deux été membres des gouvernements de droite qui avaient précédé la guerre. En 1911, Tatarescu avait dirigé l'écrasement d'un soulèvement paysan; au cours de cette répres-

(21) Discours de Molotov du 2 avril 1944.
(22) 23 août 1944.
(23) L'explication donnée par le Kremlin au gouvernement britannique était que Sanatescu n'arrivait pas à empêcher les activités des « éléments fascistes » et « pro-hitlériens » qui se trouvaient dans le pays.

sion, 11.000 paysans furent massacrés. Le même Tatarescu était ministre d'Etat à l'époque des pogroms anti-Juifs de 1927. Dans le monde entier, il était considéré comme un tenant des doctrines d'extrême-droite. Le Parti Communiste britannique lui-même l'avait appelé « le leader de l'aile droite pro-hitlérienne du Parti Libéral National » (24), le parti qui aida le roi Carol à établir son régime fasciste dirigé par le maréchal Antonescu.

Le gouvernement du premier ministre Groza était assisté par deux membres dirigeants du Parti Communiste, les camarades Gheorghe Gheorghiu-Dej et Lucretiu Patrascanu. On leur assigna respectivement les fonctions de ministre des Travaux Publics et des Communications et de ministre de la Justice. Patrascanu clarifia très vite sa position « socialiste »: « Les industriels, les hommes d'affaires, les banquiers, échapperont au châtiment comme criminels de guerre, grâce à une loi rapportée par Lucretiu Patrascanu, ministre de la Justice, et les membres communistes du gouvernement. La Roumanie, *a dit M. Patrascanu,* ne pourrait se permettre de perdre les services des grossistes et des industriels. Il a exprimé l'opinion que le pays suivrait une politique plus libérale encore que les Français à l'égard de cette classe. » (25).

« Le premier ministre Groza a déclaré que son gouvernement n'avait l'intention d'appliquer ni la collectivisation de la terre, ni la nationalisation des banques ou des industries, et que cette seule question montrait une ignorance totale de son programme (26). Staline lui-même conseilla à Groza « de maintenir le système de l'entreprise privée et du profit privé » (27).

Ainsi, on permettait également que les usines et les entreprises appartenant au capital étranger demeurent intactes. Les capitalistes qui avaient travaillé la main dans la mains avec les nazis étaient autorisés à conserver leurs richesses et à continuer leurs activités. Que cela se soit passé sous le ministère Groza, voilà qui a difficilement de quoi surpren-

(24) *World News and Views* du 19 novembre 1938.
(25) *New York Times* du 17 mars 1945.
(26) *New York Times* du 26 septembre 1945.
(27) Radio-Bucarest rapporte que Groza avait déclaré cela en racontant les entretiens qu'il avait eus durant l'automne de 1945 avec Staline. Le 17 novembre 1946, lors d'un meeting électoral à Bucarest, Gheorghiu-Dej (dirigeant Parti Communiste) termina son allocution pas ces slogans: « Votez pour le gouvernement du roi! Vive le roi! Vivent ses officiers et ses soldats! Vive cette armée qui est la sienne celle du peuple! (d'après Ygael Gluckstein, *Stalin's Satellites in Europe,* p. 141).

dre: il était lui-même banquier et possédait de nombreuses usines et l'importants bien immobiliers. Avant la guerre, il avait été ministre dans deux gouvernements de droite dirigés par le général Averescu (1920-21 et 1926-27).

Les travailleurs roumains politiquement conscients ne s'attendaient pas à ce qu'un tel gouvernement représente des intérêts autres que ceux des financiers et des gros propriétaires fonciers. Ils ne se demandaient pas non plus pourquoi Groza était ouvertement opposé à des mesures de réforme sociale et pourquoi il soutenait fermement le caractère sacré de la propriété privée. Mais le fait qu'un gouvernement dont la politique était d'opprimer les travailleurs et les paysans eût été pratiquement mis en place par la Russie soviétique, voilà qui invita de nombreux révolutionnaires roumains à réfléchir. Ils furent conduits à remettre en question les opinions et les idéaux qu'ils avaient partagés pendant des années. En fin de compte, même Maniu et ses partisans se retirèrent du Parlement. Mais les murmures au sein du peuple avaient atteint une telle intensité que même cette légère manifestation d'indépendance ne pouvait être tolérée par le gouvernement et ses partisans communistes: Maniu fut promptement accusé d'être « anti-royaliste », « fasciste » et « ennemi du peuple ».

Maniu passa en jugement et fut condamné à la réclusion perpétuelle (28). Le président du tribunal avait été, pendant la guerre, le directeur général des prisons et des camps de concentration. Il devait sa désignation dans la magistrature à un membre dirigeant du Parti Communiste, Patrascanu.

B - LA BULGARIE

Quand l'Armée Rouge occupa la Bulgarie, le gouvernement du « Front de la Patrie », épaulé par les Russes, prit les choses en mains. Il avait à sa tête le colonel Khimon Georgiev. Le colonel Demaïn Veltchev était ministre de la Guerre. Ces deux hommes étaient des anciens dirigeants de la Ligue Militaire, une organisation fasciste promue par Mussolini (29).

(28) Maniu est mort en 1955.

(29) En 1923, la Ligue Militaire organisa un coup d'Etat et renversa le régime progressiste de Stamboulinski. Celui-ci fut assassiné, en même temps que dizaines de milliers de ses partisans (y compris de nombreux communistes et socialistes).

Le colonel Georgiev avait aussi été l'instigateur du coup d'état fasciste de 1934, qui avait dissous le parlement et les syndicats et déclaré ceux-ci illégaux. Il était ensuite devenu premier ministre et avait entamé un règne de terreur qui, par son implacable cruauté, surpassa même celui de 1923. Le ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement du « Front de la Patrie » était le leader communiste Anton Yougov; il contrôlait les forces de sécurité de l'Etat et était responsable du maintien de l'« ordre ».

Quand l'appareil militaire nazi s'effondra enfin, la majorité des Bulgares manifesta bien entendu une joie débordante. Mais bien qu'ils aient été las de la guerre et de l'oppression, leur soulagement ne les rendit pas inactifs. La révolution — la possibilité de devenir enfin les maîtres de leurs destinées — apparaissait maintenant comme une chose réalisable. Au cours de l'automne 1944, à Sofia et dans d'autres villes, les milices ouvrières arrêtèrent les fascistes et les mirent en prison. Elles organisèrent des manifestations de masse et élirent des tribunaux populaires entièrement démocratiques. La police fut désarmée et souvent démantelée.

Les sentiments des soldats s'harmonisaient avec ceux du peuple: « Les reportages sur les forces bulgares d'occupation en Thrace occidentale et en Macédoine rappellent fortement le tableau que présentait l'armée russe en 1917. Des Conseils de soldats ont été mis sur pied. Les officiers ont été dégradés, les drapeaux rouges hissés et le salut réglementaire aboli. » (30) Certe similitude avec 1917 était un anathème jeté à la face des dirigeants « communistes » russes et bulgares. Le colonel Veltchev, ministre de la Guerre, soutenu par le Haut Commandement russe, lança un ordre strict à ses troupes: « Retournez immédiatement à la discipline normale (sic); abolissez les Conseils de soldats; ne hissez plus de drapeaux rouges. »

Les communistes bulgares sincères dénoncèrent l'hypocrisie des Russes. Molotov essaya de contenir son irritation: « Si certains communistes persistent dans leur conduite actuelle, nous les ramènerons à la raison. La Bulgarie restera telle qu'elle est, avec son gouvernement démocratique et son ordre actuel... Vous devez maintenir tous les officiers valables aux postes qu'ils occupaient avant le coup d'Etat. Vous devez réintégrer tous les officiers qui ont été destitués pour diverses raisons. » (31)

---

(30) *The Economist* du 7 octobre 1944.
(31) *New York Times* du 16 janvier 1945.

L'écho sinistre de ces paroles se répercuta en Bulgarie. En 1934, le colonel fasciste Georgiev avait attaqué les travailleurs; il avait réprimé des grèves en causant des morts humaines et avait rendu la grève illégale. En 1945, le même colonel Georgiev, devenu un fantoche communiste, attaquait les grévistes en les accusant d'être des « fascistes ». « En mars 1945, les mineurs de plusieurs bassins houillers se mirent en grève pour une augmentation de salaires; ils furent immédiatement traités d'« anarchistes » et de « fascistes » et jetés en prison par la milice d'Etat contrôlée par les communistes. » (32)

C - LA HONGRIE

En 1918, le peuple hongrois désirait vivement un changement révolutionnaire. Ce sentiment populaire fut pour un temps contenu pacifiquement par le gouvernement du comte Károlyi, lequel avait la réputation d'être « socialisant » (33). Le gouvernement de Károlyi fit *quelques* concessions au peuple. En mars 1919, les Alliés provoquèrent sa chute et remirent à la Hongrie un ultimatum concernant les frontières avec la Tchécoslovaquie; les Hongrois, devant cet ultimatum, trouvèrent que l'on « parlait de corde dans la maison d'un pendu ».

Les sentiments patriotiques et révolutionnaires fusionnèrent et le gouvernement de Béla Kun (34) se hissa sur la crête d'une nouvelle vague révolutionnaire. La nouvelle administration était dominée par les communistes, même si l'on y trouvait un certain nombre de sociaux-démocrates (35).

En mars 1919, le nouveau gouvernement proclama la République Soviétique de Hongrie. Celle-ci ne fut pas imposée dans le pays par une armée russe; il n'y avait d'ailleurs pas de contacts directs entre la Russie et la Hongrie et, à ce moment-là, la Russie avait fort à faire chez elle (36).

---

(32) *The Nation* du 23 juin 1945.

(33) Comme Tolstoi, le comte Karolyi avait distribué ses terres aux paysans. Décédé en exil en 1956, il est aujourd'hui vénéré par le régime.

(34) Kun n'était en fait que ministre des Affaires Etrangères, mais il était le chef effectif du gouvernement.

(35) Elle aurait comporté en fait une majorité officielle social-démocrate.

(36) Ce passage peut être contesté. On peut dire que ce fut l'intervention militaire de la « Petite Entente » qui effectivement mit fin à la Révolution. Et d'autres ajoutent que les paysans aux-mêmes sabotèrent la Révolution.

Les prisonniers de guerre hongrois qui rentraient de Russie, tout excités et franchement admiratifs, racontaient ce qu'ils avaient vu de la Grande Révolution; ces nouvelles emplirent le peuple de l'espoir d'un mode de vie différent. Combien les Hongrois devaient s'accrocher désespérément à cet espoir!

La Hongrie était un pays à prédominance paysanne où la répartition de la terre était plus injuste que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Presque toute la terre appartenait aux aristocrates et à l'Eglise. La majorité du peuple n'avait pas de terre, pas de travail et était quasiment dans un état de famine. Dans ces conditions, en 1919, un acte vraiment révolutionnaire aurait été la suppression des structures féodales de la propriété foncière.

Le gouvernement de Béla Kun dura un peu plus de quatre mois. Certains soutiennent que le moment n'était pas venu d'appliquer de telles mesures. Mais à vrai dire, la promesse n'en fut même pas faite. S'il avait fait ce pas en avant, le régime de Béla Kun aurait peut-être duré plus longtemps et, de plus, il aurait été difficile, voire impossible, aux gouvernements ultérieurs de reprendre la terre aux paysans sans prendre le risque d'une guerre civile prolongée. Les choses se présentant de la sorte, le régime de Béla Kun fut renversé dès l'occupation de Budapest par l'armée roumaine. Béla Kun s'enfuit en Russie le 1er août 1919 (37).

Le renversement du gouvernement de Kun fut mis au point à Szeged par l'amiral Miklós Horthy et ses partisans. Des représentants de l'armée roumaine avaient participé à ce projet. Après la chute de Kun, c'est une véritable Terreur Blanche que Horthy, aidé en cela par l'étranger, déchaîna sur la Hongrie. Le premier régime fasciste d'Europe

---

(37) Ce n'est pas tout à fait correct. Szamuelly, adjoint de Béla Kun est allé plusieurs fois à Moscou à cette époque; ce qui n'empêche pas qu'il soit vrai que les Russes eux-mêmes n'intervinrent pas en Hongrie. 19. Kun fut exécuté durant les grandes purges du milieu des années 30, pour s'être opposé à Staline. En 1962, un congrès national de délégués de l'Union des Journalistes Hongrois (organisme dévoué à Kádár) « blanchit » le nom de Béla Kun. Le président de l'Union Árpád Szakasits, rendit hommage à Kun, à son « grand Comité Central » et à son *Vörös Újság* — le premier journal communiste de Hongrie. D'autre part, on a signalé en février 1962 que la veuve et le fils de Béla Kun, qui vivent dans une ferme en Union Soviétique, ont été invités par Kádár à revenir s'installer en Hongrie (Szakasits était l'ancien président social-démocrate et l'éditeur de *Népszava* en 1944. En 1948, il prit la succession de Tildy en tant que président de la République de Hongrie, puis fut victime de la « tactique du salami » de Rákosi et fut imprisonné pendant quatre ans).

était sur pied: toutes les horreurs que les Hongrois avaient connues précédemment étaient dépassées. Des milliers de communistes et de socialistes furent rassemblés, battus, torturés et tués par les brigades fascistes. Les syndicats furent abolis par la force. Même ceux qui n'étaient que suspects de sympathies envers les socialistes furent torturés puis tués. Des milliers de gens, qui n'étaient pourtant en rien liés à ces idées, eurent à subir les persécutions et connurent la mort. Les nouvelles de ces atrocités étaient si effrayantes que même les Britanniques (qui, aux Indes, en connaissaient pourtant pas mal sur le chapitre des atrocités) se décidèrent à envoyer une commission parlamentaire à Budapest. La commission rapporta que « l'on pouvait constater en Hongrie les cas les plus horribles de mutilations, de viols, de tortures et d'assassinats ».

Peter Fryer a fait allusion aux activités du Parti Communiste hongrois à cette époque (38): « Le minuscule Parti Communiste accomplissait ses tâches dans l'illégalité la plus totale. Il commit le genre d'erreurs sectaires qui se commettent si aisément dans de telles conditions, lorsque les dirigeants sont en prison ou assassinés. » Le mouvement était décapité et pataugeait en plein, ce qui est inévitable dans les conditions de guerre civile et chaque fois qu'un mouvement révolutionnaire est axé sur le « culte des dirigeants ». Dans de telles conditions, le succès du mouvement requiert que ses activités principales soient au préalable réparties le plus largement possible entre ses membres. Nul ne devrait être indispensable. Les « chefs » arrêtés devraient pouvoir être remplacés dans tous les cas qui se présentent.

Pour le peuple hongrois, les années qui suivirent sous la tyrannie fasciste de Horthy ne furent que terreur et souffrances. D'aucuns ont prétendu que le régime de Horthy n'était pas vraiment fasciste. Mais nous devons nous rappeler que le fascisme au pouvoir prend des tas de formes différentes. Bien que fondamentalement semblables, les régimes de Hitler, de Mussolini, de Franco, de Salazar, étaient aussi différents sous plusieurs aspects. On pourrait peut-être mieux définir le régime de Horthy comme suit: « un pouvoir de fascistes aristocrates ». Mais quel que soit le nom qu'on lui donne, la bestialité répugnante dont il fit preuve à l'égard du petit peuple demeure comme une cicatrice sur le corps de l'humanité.

Le régime de Horthy participa à la deuxième guerre mondiale aux côtés de Hitler. Toutefois, vers la fin de la guerre, un mouvement se développa qui tenta de détacher la Hongrie de l'alliance avec l'Allemagne

(38) Peter Fryer, *Hungarian Tragedy* p. 29.

nazie (39). Les troupes nazies occupèrent alors le pays et la terreur régna une fois de plus. Les militants de gauche furent implacablement pourchassés et exterminés. Quelque 400.000 Juifs hongrois furent déportés et connurent les supplices et la mort dans les camps de concentration nazis.

Malgré cette longue histoire de malheurs, le peuple hongrois n'avait pas renoncé à son espoir d'une vie meilleure. Lorsqu'en 1944 l'Armée Rouge occupa progressivement le pays, le peuple était bien disposé envers elle. Les gens pensaient de bonne foi que la Russie était une amie et ils crurent fermement à la promesse d'une libération. Pour chasser les nazis, de nombreux Russes avaient donné leur vie au cours de dures batailles. Les idéaux glorieux de 1917 étaient toujours présents dans les mémoires, et les quelques communistes hongrois qui restaient étaient si confiants qu'ils contribuèrent à organiser la répartition de vastes propriétés foncières entre les paysans.

En décembre 1944, un gouvernement hongrois fut constitué à Debrecen, dans la zone occupée par les Russes. Un frisson parcourut le pays: le nouveau premier ministre n'était autre que le général commandant-en-chef Béla Dálnoki-Miklós. Celui-ci avait été le premier Hongrois à recevoir personnellement de Hitler la plus haute distinction nazie: Chevalier-Grand-Croix de l'ordre de la Croix-de-Fer. A peine quelques mois auparavant, en juillet 1944, le général Dálnoki-Miklós s'était vu confier une charge de la plus haute confiance, celle de messager entre le principal organisateur de la Terreur Blanche, l'amiral Horthy, et le plus abject de tous les nazis, Adolf Hitler (40).

Il y avait deux autres généraux dans le nouveau gouvernement: Vörös et Faragó. Le général János Vörös, ex-chef d'état-major de Dálnoki-Miklós, deviente ministre de la Défense. Imre Nagy devint ministre de l'Agriculture. Le reste du gouvernement était composé de membres des partis communiste et social-démocrate, ainsi que de membres du Parti des Petits Propriétaires. Ainsi que le décrivait à l'époque l'*Economist* de Londres, ce gouvernement était « un étrange rassemblement de notables locaux et de partis de gauche ».

Le nouveau gouvernement considérait encore que l'amiral Horthy

(39) Cette opposition à la guerre semble s'être manifestée avant même la décision d'entrer dans la guerre. Le Parlement et deux premiers ministres successifs (dont le deuxième fut « suicidé » par la Gestapo) s'y opposèrent. Plus tard, Horthy lui-même, en tentant un « putsch », fut à l'origine du mouvement qui tenta de détacher la Hongrie de l'alliance avec l'Allemagne nazie.

(40) Amiral Horthy, *Mémoires.*

était le dirigeant légitime de la Hongrie. Ainsi, Vörös termina son premier discours à la radio russe par ce slogan quelque peu contradictoire: « Vive la Hongrie libre et démocratique sous la direction de l'amiral Horthy! ». La première déclaration de ce gouvernement parrainé par les Russes, telle qu'elle fut diffusée par Radio-Moscou le 24 décembre 1944, proclamait: « Le Régent de notre pays, Miklós Horthy, a été fait prisonnier par les Allemands. Les mercenaires qui sont maintenant à Budapest sont des usurpateurs (41). Le pays a été abandonné sans direction dans un moment où les rênes du gouvernement doivent être tenues par des mains fortes... Les intérêts vitaux de la Hongrie exigent que les forces armées du peuple hongrois, en commun avec l'Union Soviétique et les autres peuples démocratiques, contribuent à la destruction de l'hitlérisme. Le gouvernement provisoire déclare considérer la propriété privée comme la base de la vie économique et de l'ordre social du pays, et qu'il garantira sa continuité. »

C'était le général Dálnoki-Miklós, Chevalier-Grand-Croix de l'ordre de la Croix-de-Fer, qui avait lu cette proclamation. Cela semblait incroyable. Comment cet homme pouvait-il appeler à la « destruction de l'hitlérisme »? Pour des gens comme Dálnoki-Miklós, les privilèges, le prestige, la puissance qui accompagnent le pouvoir sont les principales chose qui entrent en ligne de compte; quant à la nature de ce pouvoir, sa politique, ses moyens et ses buts, ce sont des conséquences secondaires. Mais comment la Russie soviétique avait-elle pu mettre de tels hommes à des postes dirigeants? La principale raison en est donnée par Dálnoki-Miklós lui-même dans la déclaration citée plus haut: « ... Le pays a été abandonné sans direction... » En d'autres termes, il existait un vide politique. Le danger était réel que ce vide ne fût rempli par les organisations mises en avant par les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Ceux-ci avaient pris la propagande communiste pour argent comptant et avaient déjà commencé à agir en se fondant sur elle; c'était extrêmement dangereux pour le pouvoir soviétique et pour tous ceux qui l'admettaient. En fait, les seules personnes sur qui les Russes pouvaient compter, c'étaient les débris des couches dominantes antérieures.

Les Russes étaient persuadés que personne d'autre que les dirigeants et les administrateurs de jadis ne pouvait mener le pays; cette opinion

(41) A la fin de 1944, les Allemands occupaient encore la capitale. Ils se battirent rue par rue du 25 décembre 1944 jusqu'au début de février 1945 et laissèrent derrière eux une ville dévastée.

n'était pas chose nouvelle: les graines en avaient été semées en Russie même, peu après la révolution d'Octobre, et bien longtemps avant l'époque stalinienne. Avant la révolution, les Bolchéviks avaient maintes fois appuyé le mot d'ordre de « contrôle ouvrier de la production ». Mais pas plus tard qu'au printemps de 1918 — donc bien avant les difficultés imposées par la guerre civile, certains membres dirigeants du parti mettaient l'accent sur les avantages de la « gestion par un seul homme » dans l'industrie. Bientôt, ils dénoncèrent avec zèle ceux qui, à l'intérieur de leur propre parti, ainsi qu'à l'extérieur de celui-ci, restaient convaincus de ce que seule la gestion collective pouvait constituer la base authentique de la construction du socialisme.

Nous ne pouvons ici nous étendre sur cette période extrêmement importante de l'histoire de la classe ouvrière, ni nous occuper des controverses serrées que ce problème de la gestion a soulevées (42). Cependant, il est hors de doute qu'il ne faille chercher précisément dans les événements, dans les difficultés et dans les conflits de cette période-là les fondements réels de la dégénérescence de la révolution russe. Plusieurs années après, la bourgeoisie elle-même devait comprendre le sens profond de ce qui s'était passé. Quand le *Guardian* (43), se référant aux écrits de Lénine de mars 1918, découvre que certains d'entre eux « s'occupent de stimuler l'organisation capitaliste de l'industrie dans un contexte socialiste » (44), ce journal exprime bel et bien cette prise de conscience de la bourgeoisie, en l'enrobant dans le mélange de naïveté et de mystification dont il est coutumier.

Les dangers qui devaient découler de ces conceptions avaient été clairement perçus en Russie par un regroupement connu sous le nom d'Opposition Ouvrière. Dès 1921, un de ses membres les plus importants, Alexandra Kollontaï, écrivait: « Méfiance à l'égard de la classe ouvrière (non dans la sphère politique mais dans la sphère des capacités créatrices économiques): voilà l'essence des thèses signées par les dirigeants de notre Parti. Ils ne croient pas que les mains grossières des ouvriers, techniquement expérimentés, puissent créer les bases de formes économiques qui dans le cours du temps formeront un système harmonieux de production communiste. »

« Tous — Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine —, pensent que

(42) Voir, à ce sujet, Alexandra Kollontaï, *L'Opposition Ouvrière*, in *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, 1964.

(43) Quotidien libéral anglais.

(44) *The Guardian* du 29 septembre 1962.

la production est un affaire "si délicate" qu'elle est impossible sans l'assistance des "directeurs". Il faut d'abord éduquer les ouvriers, leur "apprendre" et seulement après, quand ils auront grandi, on pourra les débarrasser de tous les "éducateurs" du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et laisser les syndicats prendre le contrôle de la production. Il est très significatif que toutes les thèses rédigées par les leaders du Parti se rejoignent sur un point essentiel: Actuellement, nous ne devons pas donner le contrôle de la production aux syndicats; actuellement, il "faut *attendre*". (...) ils sont tous d'accord sur le fait que, pour l'instant, la direction de la production doit se faire par-dessus la tête des ouvriers, par le moyen d'un système bureaucratique hérité du passé. » (45)

Dans les systèmes capitalistes de l'Ouest, bien entendu, il n'y a jamais eu aucun problème à propos du contrôle et de la gestion de la production par les ouvriers. Quand les puissances occidentales « libérèrent » certaines parties de l'Europe en 1945, les gouvernements militaires mis sur pied par les armées d'occupation s'assurèrent que seuls les gens qui avaient une origine sociale déterminée ou une expérience antérieure particulière, soient placés ou maintenus aux postes de direction économiques ou administratifs (46). Pour les vainqueurs, il importait peu de

---

(45) Alexandra Kollontaï, *L'Opposition Ouvrière, Socialisme ou Barbarie,* nº 35, 1964, p. 77.

(46) L'auteur, qui était prisonnier de guerre en Autriche et qui demeura six mois dans ce pays après la fin de la guerre, a pu constater personnellement ce processus.

Alors qu'il travaillait avec le Central Intelligence Group (ancêtre de la C.I.A. - N.D.T.) En Styrie, il fut arrêté sur l'ordre du gouverneur militaire américain et se retrouva à nouveau derrière les barbelés, dans un ancien camp de prisonniers de guerre de la ville de Stainach. Ce camp se trouvait alors sous surveillance américaine. Deux membres américains des services de renseignements furent également arrêtés, mais Anderson ne les a plus revus car il s'échappa de ce camp dans la nuit qui suivit son arrestation et put trouver une cachette.

Anderson et les deux autres s'étaient opposés activement à l'attitude du gouvernement militaire américain, qui gardait en fonctions des dirigeants nazis de la région, ou même qui leur donnaient un poste officiel. Quand les Anglais reprirent cette région aux Américains, Anderson sortit de sa cachette et rejoignit une unité de l'Intelligence Service basée dans la ville de Liezen. Mais les choses ne s'en portèrent pas mieux pour autant. Le gouvernement militaire britannique considérait également que les administrateurs et les directeurs nazis qui se pavanaient encore à peine quelques semaines auparavant, étaient les seuls sur qui il pouvait compter. La situation était la même que sous le gouvernement militaire américain, et Anderson se retrouva une fois de plus sous les verrous.

savoir à quelles fins — ou pour les fins de qui — cette expérience avait été acquise dans le passé. C'était une question d'atomes crochus — et ils ne s'en sont pas trop mal tirés!

Comme il devenait évident que le futur dirigeant de la Hongrie serait le Parti Communiste et sa bureaucratie qui se formait rapidement, les éléments qui cherchaient une place se présentèrent en foule. Le parti devint le centre de recrutement des futurs « leaders » et directeurs (un processus semblable s'est déroulé en Allemagne, lors de l'ascension au pouvoir du parti d'Hitler). L'administration économique et le pouvoir politique se concentrèrent dans un nombre de plus en plus réduit de mains.

3) « SALAMI » ET REPARATIONS

« Chaque fois que ce sera possible un vainqueur intelligent présentera au vaincu ses exigences par tranches. »
A. Hitler - Mein Kampf *(1925)*

Dans les états d'Europe de l'Est, la destruction systématique des partis socialistes et paysans commença modérément, puis se poursuivit de plus en plus rapidement: en 1948, ils étaient pratiquement liquidés. Il était essentiel que le peuple n'ait aucun moyen d'opposition, si les partis communistes nationaux — agents de la bureaucratie russe — voulaient mettre leurs programmes à exécution.

Le peuple commençait déjà à se rendre compte que sa confiance dans la Russie soviétique était trahie. Il n'est pas de déception plus amère, ni plus douloureuse, que celle causée par la trahison d'un ami. Les communistes hongrois ne l'ignoraient pas, et ils n'ignoraient pas non plus quelles passions ce sentiment soulèverait. Eux qui n'étaient qu'une minorité de la population, ils devaient rendre clair pour tous leur implacable détermination de se maintenir au pouvoir.

Leur instrument de répression était évidemment la police; une main-mise absolue sur cette force était chose essentielle. En prenant le poste-clé du ministère de l'Intérieur, les communistes se l'assurèrent à coup sûr. Au travers de ce ministère, ils contrôlaient aussi toute l'administration dont, d'ailleurs, toutes les positions-clés étaient occupées par leurs membres. Le « parti du prolétariat », loin de détruire l'appareil d'Etat

existant, l'utilisa et le renforça pour établir sa dictature *sur* le prolétariat. Plus tard, Rákosi, décrivant les méthodes des communistes, devait avouer qu'en ce temps-là, le concept de « dictature du prolétariat » n'était discuté que dans les cercles restreints du parti. « Nous ne l'avons pas présenté publiquement au Parti, car même la discussion théorique sur la dictature du prolétariat en tant qu'objectif aurait alarmé nos collègues de la coalition gouvernemenale. Cela aurait rendu notre effort pour gagner la majorité de la masse des travailleurs beaucoup plus difficile. » (47).

Attirer les travailleurs vers un programme révolutionnaire aurait pourtant été chose aisée. Mais le parti aurait perdu sa mainmise sur les travailleurs dans le processus et, de peur que cela ne se produise, il s'unit à ses « collègues » bourgeois de la coalition.

Rákosi a expliqué comment la « révolution » fut faite d'en haut et comment elle amena le Parti Communiste hongrois au pouvoir. Il a décrit comment, par le canal du ministère de l'Intérieur, le parti put « démasquer » les dirigeants du Parti des Petits Propriétaires, « révéler » leurs crimes et les « écarter ». Le même Rákosi a aussi décrit comment l'opposition fut découpée en tranches (comme un salami) et éliminée: « En ce temps-là, on appelait cela la "tactique du salami", qui consistait à débiter la réaction jour par jour, point par point, dans les rangs du Parti des Petits Propriétaires... Nous brisâmes la force de l'ennemi.» (48)

Rákosi décrivit également la fusion du Parti Communiste avec le Parti Social-Démocrate comme une victoire complète pour les communistes et une défaite totale pour les sociaux-démocrates (comme il doit avoir été facile, au moyen du ministre de l'Intérieur, de révéler les « crimes » des sociaux-démocrates!). Il raconta ensuite comment le Parti Communiste « captura » l'armée, la police et les forces de sécurité de l'Etat (c'est-à-dire la police secrète). Cela s'accomplit « au cours d'âpres batailles... d'autant plus que notre Parti avait déjà un solide point d'appui à l'intérieur de ces organisations... En automne 1948, quand notre Parti obtint le ministère de la Défense, le développement intensif des forces de défense put commencer. » (49)

Le fait que le contrôle absolu de la police secrète est indispensable à ceux qui veulent opprimer le peuple fut également clarifié par Rákosi

(47) Discours de Rákosi du 29 février 1952 à l'Académie du Parti.
(48) Id.
(49) Id.

lui-même: « Il y avait un poste dont le contrôle fut réclamé par notre Parti dès le début, un poste à propos duquel notre Parti était enclin à n'admettre aucune répartition des fonctions au prorata des partis de la coalition: le Département de la Sécurité d'Etat... Nous avons tenu cet organisme en mains dès le premier jour de son institution. » (50) Les dirigeants du Parti Communiste savaient exactement ce qu'ils faisaient en prenant le contrôle de l'A.V.O. (la police secrète).

La police secrète hongroise fit usage des toutes dernières techniques de torture et d'assassinat connues par la Gestapo et le N.K.V.D. Les troupes d'occupation avaient été immédiatement suivies en Hongrie par les « experts politiques » du N.K.V.D., qui procédèrent sans perdre de temps à la « réorganisation » des forces de sécurité. Celles-ci furent dès lors dirigées par un curieux mélange de la vieille vermine du régime de Horthy et de la nouvelle lie du Parti Communiste. Cette ordure humaine occupait une position privilégiée dans la société hongroise: alors que le salaire national moyen en 1956 était d'environ 1000 forints par mois, celui des non-gradés de l'A.V.O. était de 3000 forints; les officiers touchaient entre 9000 et 12.000 forints par mois. Ils étaient tous cordialement détestés par le peuple hongrois (51).

La « tactique du salami » utilisée pour s'emparer de l'appareil d'Etat provoqua les critiques d'un certain nombre de membres du Parti Communiste. Le « sommet » prit leurs critiques en considération... en leur mettant la police sur le dos! Le parti fut en fait le responsable direct de la terreur, des meurtres, des tortures et des coups qui furent l'apanage de la vie sociale hongroise sous le régime de Rákosi.

●

En plus d'une violente répression politique, les travailleurs connurent aussi la lente et pénible détérioration de leur niveau de vie économique. A certains moments, ils se trouvèrent même acculés à la famine. Le paiement des réparations exigées par la Russie contribua pour une part non négligeable à cet état de fait.

Le complot des réparations fut tramé à la conférence de Yalta, où les dirigeants occidentaux se mirent d'accord avec Staline pour découper

(50) Id.

(51) Des jeunes gens pouvaient également être appelés à faire leur service dans l'A.V.O.

l'Europe en sphères d'influence. Après la première guerre mondiale, l'Union Soviétique avait vigoureusement condamné les réparations que les Alliés victorieux extorquaient à l'Allemagne au moyen du Traité de Versailles. Elle souligna continuellement et très justement que ces extorsions constituaient un fardeau intolérable sur les épaules de la classe ouvrière allemande, laquelle n'était pas responsable de la guerre, ni des dommages que celle-ci avait causés. A l'époque, le même point de vue était clairement et fermement exprimé par les divers partis communistes nationaux. Mais pendant la deuxième guerre mondiale, alors que les chances d'une victoire russe augmentaient sensiblement, cette ligne fut abandonnée. Les Russes, semblait-il, pourraient bien jouer le rôle de la « partie demanderesse » de réparations. L'idéologie-caméléon de leur « socialisme » apparut au grand jour: ce qui avait été considéré comme un « vol » de la part des états capitalistes devint « justice » quand les Russes le pratiquèrent.

Les chiffres exacts concernant les sommes d'équipement et autres biens démontés et envoyés en U.R.S.S. ne sont pas connus, mais dans le cas de la Hongrie, on peut les évaluer à quelque 124 millions de dollars (52). De plus, tout comme l'armée hitlérienne, l'Armée Rouge vivait du pays occupé. Ici encore, les chiffres exacts du côut de cette occupation nous font défaut. Toutefois, on peut estimer qu'un surcroît de population de plus d'un million d'hommes a consommé une part importante des ressources alimentaires produites par la nation. Une note américaine assez hypocrite, datée du 23 juillet 1946 et adressée au gouvernement russe, affirme que « les forces soviétiques en Hongrie ont, depuis juin 1945, puisé 4 millions de tonnes de blé, de seigle, d'orge, de maïs et d'avoine (la production annuelle totale de ces céréales était avant la guerre de 7 millions de tonnes). Des produits alimentaires disponibles pour la population urbaine pendant le second semestre de 1945, l'armée russe s'est appropriée presque toute la viande, le sixième du blé et du seigle, le quart des légumes, à peu près les trois quarts du saindoux, le dixième des huiles végétales et le cinquième du lait et des produits laitiers. La réquisition à grande échelle se poursuivait encore en avril 1946. » Le manque de nourriture était si sérieux pendant cette période que chaque personne disposait au maximum de 850 calories par jour (moins qu'en Allemagne ou en Autriche). Comme on peut s'y

(52) Les Russes ont confisqué et les entreprises et les biens des « capitalistes au nom allemand ». Or. presque la totalité des Juifs de Hongrie avaient des noms allemands. Et voici comment on a puni les « nazis ».

attendre, l'accroissement du taux de mortalité était alarmant.

Un autre chiffre inconnu, c'est celui de la quantité de matériel (biens personnels, etc...) qui prit comme butin le chemin de la Russie.

La liste connue des réparations extorquées à l'Europe orientale est aussi représentative que renversante. Nous ne pouvons ici entrer dans le détail pour chaque pays, mais certains chiffres concernant la Hongrie devraient donner une idée de l'ensemble.

Le total des réparations exigées de la Hongrie s'élevait à 300 millions de dollars; les deux-tiers de cette somme allèrent à la Russie, et le reste fut partagé de manière égale entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Les biens industriels formaient 83% du total, et le reste, 17%, était constitué de produits agricoles. Avant la guerre, les produits industriels ne représentatient environ que la quart des exportations hongroises. La délégation parlementaire britannique qui visita la Hongrie au printemps de 1946 déclara que les coûts additionnés des réparations et de l'occupation s'élevaient à 30% du revenu national (respectivement 18 et 12%). A la session d'octobre 1946 de la Conférence de la Paix de Paris, un représentant américain estima ces coûts à 35% du revenu national.

La somme de ces réparations fut un fardeau écrasant pour l'économie hongroise et, par conséquent, pour les producteurs, c'est-à-dire la classe ouvrière. En 1948, et malgré l'A.V.O. et l'Armée Rouge, le ressentiment des ouvriers n'était pas loin d'exploser dans la rue. Le Kremlin fut prévenu du danger et, en juillet 1948, la Russie décida d'abandonner la moitié des réparations qui étaient encore dues. Le 15 décembre, le Ministre des Finances, Ernö Gerö, pouvait annoncer au Parlement hongrois que, tandis qu'en 1948, 25,4% des dépenses nationales avaient été consacrées au paiement des réparations à la Russie, le budget de 1949 n'y destinerait que 9,8%.

4) LES METHODES D'EXPLOITATION ET D'ASSUJETTISSEMENT

> *« Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. »*
>
> *K. Marx et F. Engels* - Manifeste du Parti Communiste.

A - LES ECHANGES COMMERCIAUX

Il y avait encore d'autres moyens d'exploiter le peuple. Ainsi, les échanges commerciaux. Les gouvernements communistes d'Europe de l'Est s'aperçurent très tôt que l'industrie lourde russe était incapable de les approvisionner en biens de première nécessité. Ils n'ignoraient pas combien les matières premières et l'équipement étaient essentiels et, par conséquent, ils s'apprêtaient à essayer de les obtenir de l'Ouest. Le Plan Marshall paraissait la réponse à ce problème. Deux de ces pays au moins, la Tchécoslovaquie et la Pologne, manifestèrent le désir de participer au Plan Marshall. Et, même après que la pression de Moscou les eût obligés à abandonner leur projet, ils tentèrent encore à plusieurs reprises de commercer avec l'Ouest.

Pendant cette période, les desseins de Moscou furent aidés par l'attitude de Washington. Les Etats-Unis appliquèrent un « rideau de fer » aux échanges commerciaux entre l'Ouest et les pays d'Europe orientale, en donnant aux autres nations occidentales l'instruction de ne pas exporter de « biens stratégiques ». La « liste secrète » des biens stratégiques établie par le Département d'Etat couvrait pratiquement tous les équipements de première nécessité. Elle comprenait une gamme d'articles qui s'étendait depuis les disques jusqu'aux aiguilles pour l'industrie textile (53). Par contre, le commerce avec l'Union Soviétique (aux conditions posées par celle-ci) fut assuré.

Pour certains, le terme « commerce » signifie « un échange de marchandises convenu mutuellement entre pays ». Cette définition n'était

---

(53) Cf. le discours prononcé le 2 novembre 1948 par le ministre polonais des Affaires Etrangères, Modzelewski, devant un comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

pas celle du Kremlin. Son idée de l'échange commercial était basée sur un vieux principe impérialiste: acheter à bon marché et revendre cher - très cher!.

Les Etats-satellites furent considérés comme une source de matières premières et de produits finis à bon marché. L'exploitation joua dans deux directions: la Russie s'assurait les exportations des pays satellites à des prix inférieurs aux prix mondiaux et, d'autre part, elle exportait chez eux à des prix supérieurs aux prix mondiaux. L'accord signé entre la Pologne et la Russie le 16 août 1945, portant sur les exportations annuelles de charbon polonais en Russie, est un exemple frappant de ce procédé: « Par cette seule transaction, la Pologne était volée de plus de 100 millions de dollars par an. Les capitalistes anglais n'ont jamais tiré un profit annuel aussi élevé de leurs investissements aux Indes.» (54) Un autre cas: les chaussures fabriquées en Tchécoslovaquie au prix coûtant de 300 couronnes la paire étaient vendues à la Russie pour 170 couronnes. Quand le gouvernement tchèque, par suite de la grande sécheresse de 1948, fut obligé d'importer de grandes quantités de blé d'U.R.S.S., il dut payer plus de 11 dollars par hectolitre; à la même époque, les Etats-Unis vendaient le blé sur le marché mondial à quelque 7 dollars l'hectolitre.

La Bulgarie n'avait guère de difficultés à vendre son tabac pour des dollars dont elle avait un sérieux besoin; pourtant, en 1948, elle dut vendre toute sa récolte de tabac à la Russie, pour un prix très bas. La Russie trouva alors moyen de revendre le tabac à l'Italie, en réalisant un profit plus qu'appréciable - en dollars.

Les « échanges » commerciaux russes avec la Hongrie furent considérables; l'accord à long terme de 1948 nous le révèle. Cet accord prévoyait que les « échanges » devaient avoir triplé en 1949. Cependant, on ne donnait aucun détail. La Russie fournissait le coton, la Hongrie fabriquait les produits finis, mais les quantités et les prix étaient gardés aussi jalousement qu'un secret militaire. L'une des principales raisons d'être d'un tel secret, c'était le fait que les travailleurs, dans leur usines, étaient jusqu'à un certain point au courant de cette exploitation et la ressentaient durement.

---

(54) Ygael Gluckstein, *Stalin's Satellites in Europe*, p. 66.
Cet ouvrage est une excellente source d'information en ce qui concerne la période qui s'étend jusqu'en 1950.

B - LES SOCIETES MIXTES

Le montant des capitaux allemands investis en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie était considérable. En Roumanie, par exemple, plus du tiers des investissements globaux dans le pétrole, les banques et l'industrie était allemand. En Hongrie, on a estimé les capitaux allemands 1 milliard 200 millions de dollars. La Russie exerça ses « droits » en vertu des accords de Postdam: tous les investissements allemands furent confisqués; mais les Russes ne prirent en charge que l'actif des différentes entreprises, le passif étant laissé à charge des Etats nationaux. En Hongrie, cette prise en main se fit en partie en démontant l'équipement, en partie en prenant le contrôle des industries qui fonctionnaient encore. On mit sur pied des sociétés administrées conjointement qui, au début, étaient exploitées en collaboration avec les capitalistes privés. Puis, plus tard, quand ceux-ci furent expropriés, l'U.R.S.S. administra ces sociétés en commun avec le gouvernement hongrois (55). Aucune industrie n'appartenait complètement à l'U.R.S.S., mais celle-ci investissait dans le plus grand nombre possible d'entreprises, étendant ainsi plus largement son emprise sur l'économie tout entière. Ces sociétés mixtes étaient organisées et dirigées sur le mode capitaliste. La seule différence notable était que l'une des deux parties de l'association « paritaire » (la Russie) réalisait de bien plus grands profits que l'autre (l'Etat-satellite). Dans certains cas, ce dernier devait même assumer les pertes! (56)

C - LES NATIONALISATIONS

Toutefois, ce n'est qu'en 1948 que l'intégration de l'économie hongroise à celle de l'U.R.S.S. fut sérieusement mise en train. Cela se fit par le biais des nationalisations.

Le terme « nationalisation », tel que l'utilisent les dirigeants de l'Est ou de l'Ouest, n'a qu'un seul sens: assurer et consolider leur contrôle sur les moyens de distribution, de production et d'échange (57).

---

(55) On a pu constater un processus semblable en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

(56) Ce fut le cas des puits de pétrole de Lispe, exploités avec une rare incompétence par les ingénieurs russes qui ont presque tari les sources en vidant les poches de gaz en même temps.

(57) Lord Chandos, le président de l'Association Electrical Industries et dirigeant de l'Institute of Directors, prit la parole lors d'un déjeuner de la Coal Industry Society qui se tint au Hyde Park Hotel de Londres, le 8 janvier 1962: « La nationalisation d'un secteur assez important de l'industrie est

En Hongrie, certaines industries avaient déjà été nationalisées (58). Mais avant la loi sur les nationalisations du 25 mars 1948, 25% de l'industrie lourde et 80% de toutes les autres formes d'industrie étaient encore en des mains privées. Aux termes de cette loi, toutes les entreprises qui employaient plus de 100 personnes devaient être prises en charge par l'Etat.

Ce n'est qu'en 1949 que les nationalisations furent achevées. Les dirigeants communistes hongrois ne divergeaient guère de ceux du Parti Travailliste anglais sur le point de savoir si les nationalisations impliquaient le contrôle par les travailleurs eux-mêmes. On peut en juger par le fait « qu'en 1948, le lundi de Pâques fut décrété jour férié. Profitant de ce que les travailleurs n'étaient pas dans les usines, les fonctionnaires du gouvernement vinrent en prendre la direction. Le lendemain, les travailleurs trouvèrent un nouveau patron. » (59) Les nationalisations accomplies par le gouvernement travailliste furent menées avec un peu plus de précautions politiques, mais le résultat final fut au fond le même (60).

D - LA COLLECTIVISATION

Un autre moyen d'exploiter la population, c'était la collectivisation à la russe. Tandis que, dans les autres Etats d'Europe de l'Est, celle-ci

---

maintenant chose acquise... Il est bien clair que tous les citoyens loyaux doivent contribuer à ce que nos industries nationalisées soient rentables. Je félicite Lord Robens (ex-député et ministre travailliste), le Président du Comité National des Mines, d'avoir tant de bonnes idées. Je félicite l'industrie charbonnière pour la reprise active qui s'est manifestée sur le marché. En tant qu'industriel, il me faut du combustible à bas prix et un approvisionnement sans failles; je suis persuadé que vous nous assurerez cela. » (*Le Guardian* du 9 janvier 1962).

(58) Ainsi que les banques.

(59) *Contentinental News Service*, 16 avril 1948.

(60) Une autre ressemblance entre le Parti Communiste hongrois (ou n'importe quel parti communiste de l'Est) et le Parti Travailliste britannique (ou n'importe quel parti social-démocrate occidental), c'est le fait que l'un comme l'autre se disent les partis de la classe ouvrière. Leur objectif initial, à tous deux, était sans aucun doute « l'émancipation du travail ». Mais ils sont tous deux devenus des obstacles à cette émancipation. Ils sont maintenant les porte-parole de couches sociales non prolétariennes. Dans leur organisation interne, tout comme dans la conception qu'ils ont de leurs rapports avec les masses, ils reproduisent la division entre dirigeants et dirigés, division qui est le fondement de la société d'exploitation. Objectivement, ces deux types de partis ont pour fonction de forcer la classe ouvrière à accepter une forme « rationalisée » d'exploitation.

avait été entamée assez tôt, en Hongrie, le gouvernement, plutôt mal à l'aise, hésita longtemps à tenter le coup. Après quelques manœuvres, il se mit petit à petit à « collectiviser » l'agriculture.

En novembre 1949, quelque 7% de la terre arable appartenaient à des coopératives ou à des fermes d'Etat. La défiance des dirigeants hongrois était principalement due à leur crainte d'une opposition ouverte de la part des travailleurs agricoles. La raison, dans le jargon gouvernemental, en était qu'une collectivisation accélérée aurait pu renforcer les « tendances titistes ».

Au cours de l'achèvement des nationalisations, le peu de droits dont les travailleurs avaient pu jouir leur furent retirés. Bien entendu, comme auparavant, la grève était illégale. Le contrôle total de l'usine fut remis à un directeur unique. Le ministre Ernö Gerö, dans son rapport de juin 1950 au Comité Central du Parti, exprima cela de la façon suivante: « Une usine... ne peut avoir qu'un seul directeur qui est personnellement responsable de tout ce qui se passe dans son entreprise. » Ainsi, on avait donné le dernier tour à la vis qui assujettissait les travailleurs à la volonté de la direction. La Hongrie était dès lors un satellite pleinement qualifié de l'U.R.S.S.

L'anéantissement des avantages dont les travailleurs russes s'étaient emparés en 1917, pendant une courte période, avait pris un peu plus de temps. Le fait est que la propagande du parti en faveur de la « gestion par un seul homme » de la production — et contre la gestion ouvrière — avait commencé dès le printemps de 1918; mais elle avait rencontré une résistance considérable. Pendant les premières années, les industries furent gérées par ce que l'on appelait la Troïka, c'est-à-dire le comité ouvrier, la cellule du parti et le directeur de l'usine. Mais en 1924, cela aussi était devenu un attrape-nigaud. En 1929, le Comité Central du parti sentit que le moment était venu de faire passer une résolution qui disait que les comités ouvriers d'usine « ne peuvent intervenir directement dans le fonctionnement de l'entreprise, ni tenter en aucune façon de remplacer sa direction. Ils doivent, par tous les moyens à leur disposition, aider à assurer la « direction d'un seul homme », une production accrue, le développement de l'usine et, par là, l'amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière. » (61) Cependant, le fantôme de la Troïka de jadis ne fut officiellement enterré qu'en 1937. Le président officiel de cette cérémonie d'un genre particulier était Jdanov, le

(61) *La Pravda* du 7 septembre 1929.

bras droit de Staline. S'adressant au Plenum du Comité Central, il déclara: « ... la Troïka ne peut être tolérée... la Troïka est une sorte de conseil d'administration, mais notre administration économique est basée sur des normes techniques totalement différentes. » (62)

Dans les « Etats ouvriers » d'Europe de l'Est, le peuple ne put même pas passer par cette forme limitée et déformée d'auto-administration économique. Le système de la Troïka n'y fut jamais introduit.

Etant donné la complète intégration à l'Union Soviétique, tant sur le plan économique que sur le plan politique, rien ne paraissait plus barrer la route à l'exploitation la plus totale. Rien, sauf...

5) LA RESISTANCE S'ACCROIT

« Le salaire aux pièces est la forme de salaire qui s'accorde le plus au mode de production capitaliste... il a servi de levier pour l'allongement de la journée de travail et pour la réduction des salaires. » K. Marx - Le Capital - *1867.*

« La Direction Nationale-Socialiste maintint dur comme fer le principe de ne permettre aucune augmentation des taux de salaire horaire, mais de n'augmenter les salaires que par une augmentation de la productivité individuelle. » A. Hitler s'adressant au Congrès d'Honneur du Parti.

« Le travail aux pièces est un système révolutionnaire qui élimine l'inertie et qui bouscule le travailleur manuel. Sous le système capitaliste, la fainéantise et la paresse sont encouragées. Mais, maintenant, tout le monde a la possibilité de travailler plus durement et de gagner plus. » - Scînteia - *Quotidien du PC roumain - 13-1-1949.*

La « possibilité de travailler plus durement » — par le travail aux pièces — fut introduite en Hongrie sur une échelle jusqu'alors sans précédent. Le travail aux pièces fait appel aux instincts les plus bas de l'homme. C'est une chose évidente dans nos propres sociétés. Le travail

(62) *La Pravda* du 11 mars 1937.

aux pièces est très apprécié par ceux qui nous gouvernent. Pour les « directeurs » de peuple, chez nous ou à l'étranger, c'est un important moyen de contrôle, de manipulation et de domination sur les travailleurs. Cette forme de travail contribue à briser leur tendance naturelle à s'unir et à coopérer. C'est une arme de valeur dans les mains de ceux qui veulent démoraliser et atomiser la classe ouvrière.

Dans son ensemble, le système du travail aux pièces repose sur le maintien des salaires de base à un niveau peu élevé. En Pologne, par exemple, le salaire de base disparut quasiment à la suite de la généralisation du travail aux pièces. Les stakhanovistes à la russe — les travailleurs aux pièces par excellence — étaient la pierre angulaire de ce système. Ce type d'ouvriers existe aussi dans les usines occidentales et, d'habitude, ils sont assez mal vus de leurs compagnons de travail. Les travailleurs d'Europe de l'Est ne leur étaient pas moins hostiles, si bien que les stakhanovistes eux-mêmes se plaignaient continuellement de cette hostilité. Les organes officiels du parti déploraient cela comme une « attaque contre les stakhanovistes de la part d'ouvriers sans maturité politique ». Le IXème Congrès du Parti Communiste tchécoslovaque réclama des mesures à l'encontre des travailleurs « qui dénigrent le travail des stakhanovistes et qui essaient même de leur mettre des bâtons dans les roues ».

En Hongrie, ce n'étaient pas seulement les travailleurs, mais même certains membres du parti qui essayaient de mettre des bâtons dans les roues du système de travail aux pièces tout entier. Dans un discours prononcé le 27 novembre 1948, Rákosi fit allusion à cette attitude, ainsi qu'aux divers mouvements de travail au ralenti que menait la classe ouvrière: « ... les directeurs d'usine sont en train de capituler devant les travailleurs paresseux. Les quotas de production sont trop faibles. » Mais si les « travailleurs paresseux » étaient continuellement menacés, ils n'en déviaient pas pour autant de leur chemin. En juin 1950, dans son rapport au Comité Central du parti, Ernö Gerö déclara: « La filouterie au niveau des salaires et des normes s'est répandue parmi les masses. On peut l'attribuer, en grande partie, au travail souterrain d'éléments de la droite social-démocrate et de leurs alliés, les réactionnaires cléricaux. Le fait qu'une situation aussi néfaste ait pû naître dans le domaine des normes est dû en partie au fait que, dans de nombreux cas, on trouve des dirigeants économiques d'usines, des fonctionnaires du Parti et des membres du syndicat parmi ceux qui adoucissent les normes. Dans plus d'un cas, ils vont jusqu'à protéger et soutenir ceux qui se conduisent comme de véritables escrocs sur le plan des salaires. »

Ayant ainsi pratiquement affirmé que certains membres du parti étaient ligués à des « sociaux-démocrates de droite », Geö fit mettre au point un grand accroissement des normes de base.

Les conditions dans les usines empirèrent. Le 9 janvier 1950, le gouvernement hongrois émit un décret qui interdisait aux ouvriers de quitter leur lieu de travail sans permission. Les amendes en cas de désobéissance étaient sévères. (63)

Une aliénation et une exploitation croissantes se heurtent invariablement, dans tous les pays du monde, à une résistance croissante. Le sabotage se répand. Ce phénomène, l'un des faits économiques de la vie quotidienne, est bien connu par tous les sociologues du travail; il est même discuté au grand jour par ceux d'entre eux qui ne sont pas directement dépendants des sociétés géantes.

Le fait que les ouvriers hongrois étaient vraiment en train de résister apparut plus clairement encore au travers des discours proférés par leurs « leaders ». Parlant à Debrecen le 6 décembre 1948, le ministre hongrois de l'Industrie, István Kossa (64) déclarait: « Les travailleurs ont adopté une attitude terroriste envers les directeurs des industries nationalisées. » Il ajouta que s'ils ne changeaient pas leur attitude, une période de travaux forcés pourrait y aider. A cette époque, les travailleurs qui ne paraissaient pas assez amoureux de leur travail étaient souvent dénoncés comme « agents capitalistes » par les dirigeants.

Malgré la terreur policière, les travailleurs trouvèrent plusieurs moyens de résistance. Les deux principaux furent l'absentéisme et la grève perlée. Le 31 août 1949, Rákosi annonça que la production était tombée « de quelque 10 à 15% au cours des derniers mois ». Il signala également que le nombre de journées perdues pour fait de maladie était deux à trois fois plus élevé qu'avant la guerre (65). Le *Times* du 5 septembre 1949 publia un reportage de son correspondant à Budapest sur la Conférence du Parti Communiste du Grand-Budapest (une zone

(63) Bien qu'il y ait un silence quasi-religieux à leur sujet, les camps de travaux forcés ont certainement existé en Hongrie. Un indice en fut donné le 21 août 1950, lorsque Radio-Budapest rapporta qu'un certain I. Olagos, ouvrier à l'usine de wagons de Gyor s'était rendu coupable « d'escroquerie de salaire » et avait été condamné à 6 ans de travaux forcés.

(64) Kossa, un ancien leader des tramwaymen de Budapest, avait été envoyé avec un bataillon disciplinaire sur le front de l'Est. Capturé par l'Armée Rouge, il reçut une « éducation politique » dans un centre de formation russe. En 1945, il devint le dirigeant des syndicats hongrois réorganisés (plutôt noyautés - N.D.T.) par les communistes.

(65) *Neue Zürcher Zeitung* du 6 septembre 1949.

qui comprend plus de 60% du potentiel industriel de la Hongrie): « Le rapport de la Conférence signale que le production est stagnante dans la plupart des secteurs industriels et même en baisse dans certains. Entre février et juillet, elle est tombée de 17% dans l'industrie manufacturière... Un bien trop grand nombre de travailleurs se font porter malades — il y a peu, sur une semaine et dans une même usine: 11%; dans une autre: 12%. On rapporte aussi des cas d'ouvriers qui se blessent volontairement. »

Se référant à la diminution de la qualité des produits, Rákosi affirmait aussi, le 31 août 1949, que « le gaspillage dans l'usine sidérurgique Manfréd Weiss (la deuxième usine de Hongrie) était passé de 10,4% à 23,5%.

Sur le papier, un grand nombre de travailleurs demeuraient encore inscrits au parti. Qu'aurait-on pu faire d'autre à leur place? Le quitter aurait signifié se faire soupçonner d'être un espion fasciste. C'était, bien évidemment, un motif assez stimulant et particulièrement attrayant pour rester dans le parti! Une preuve de la crise de conscience par laquelle passaient les membres du parti fut donnée par József Révai, le théoricien officiel du parti: en octobre 1948, il se plagnait que *Szabad Nép,* le quotidien du parti dont il était l'éditeur, n'était lu que par 12% des membres (66).

●

Entretemps, quelques-uns des membres dirigeants des partis communistes d'Europe de l'Est étaient devenus audacieux: ils s'étaient mis à penser par eux-mêmes. Mais leurs pensées étaient devenues subversives pour l'ordre établi, et les purges du Parti devinrent monnaie courante.

Entre 1948 et 1950, les partis communistes expulsèrent, en Tchécoslovaquie, plus de 250.000 membres; en Bulgarie, 92.500 — environ un cinquième des membres; en Roumanie, 192.000 — plus d'un cinquième des membres. En Hongrie, 483.000 membres du parti furent expulsés. C'était l'époque de la grande explosion entre Tito et Staline. La « brouille » se propagea dans tous les partis communistes du monde. La « ma-

(66) C'est à ce moment qu'on a organisé, dans les usines comme dans les écoles, le quart d'heure matinal *obligatoire* de lecture du journal officiel du Parti.

ladie » était naturellement plus prononcée en Europe de l'Est, où la chasse au titiste devint un sport à la mode pour les différentes couches dirigeantes. Des tas de gens furent arrêtés et jetés en prison; des procès spectaculaires se déroulèrent, au cours desquels des milliers de « bons staliniens » de jadis furent reconnus coupables d'accusations manifestement fabriquées de toutes pièces. Plusieurs centaines d'entre eux furent exécutés. Parmi les dirigeants eux-mêmes, Slansky et Clementis en Tchécoslovaquie, Koçi Xoxe en Albanie, Kostov en Bulgarie et Rajk en Hongrie, furent condamnés à mort et exécutés. L'un des crimes les plus sérieux de Kostov fut révélé par l'accusation dans un style grandiloquent: il avait été l'ami de Béla Kun, lequel, on en avait la « preuve », était un « trotskyste fasciste ».

Mais la chose la plus épouvantable, ce fut la « confession » de Rajk. Il fut arrêté en mai 1949, et son procès commença le 16 septembre. Il plaida coupable pour tous le chefs d'accusation du ministère public, ainsi que pour quelques « crimes » supplémentaires. Il doit avoir été évident pour ceux qui le connaissaient, qu'il ne pouvait avoir été réellement coupable de ces accusations. En fait, Rajk et les autres furent sacrifiés pour renforcer l'autorité chancelante de la direction du parti. Ces staliniens « victorieux » voulaient que les procès soient des exemples frappants et effrayants par leur froide détermination. Et ils le furent à souhait! Par ces assassinats judiciaires, Staline, porte-parole en chef de la bureaucratie, disait à tous: « Regardez-y à deux fois avant de mettre notre infaillibilité en doute. » Pendant cette période, les gens, en Europe orientale, ont peut-être bien pensé que la prophétie d'Orwell s'était réalisée quelques décennies plus tôt que prévu. Mais une fois de plus, la résistance se faisait croissante.

6) UN NOUVEAU COURS ?

> *« Une couche du vieil Etat qui n'avait pas affleuré mais qui avait été déplacée latéralement à la surface du nouvel Etat par un tremblement de terre; sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, grommelant contre ceux d'au-dessus, tremblant devant ceux d'en-dessous, égoïste envers tous et consciente de son propre égoïsme, révolutionnaire avec les conservateurs et conservatrice avec les révolutionnaire. » K. Marx.* - La bourgeoisie et la contre révolution - *1850.*

Le 6 mars 1953, le Kremlin annonça brusquement que Staline était mort après une courte maladie. Les travailleurs d'Europe de l'Est estimèrent que le temps était venu de mettre fin à l'oppression que son régime leur avait imposée. Ils n'attendirent pas longtemps; la première manifestation de masse fut celle des ouvriers de Plzen, au début du mois de juin.

Plzen est l'un des plus grands centres industriels de Tchécoslovaquie. La grande fabrique d'armes et de véhicules Skoda y est implantée. La manifestation, qui fut tout à fait spontanée, eut d'abord lieu pour protester contre l'échange de la monnaie. Mais au fur et à mesure qu'elle se propageait, des exigences politiques se firent jour; une plus grande participation à la gestion des usines, l'abolition du travail aux pièces, la démission du gouvernement et des élections libres. Au moment où la manifestation avait presque atteint la dimension d'une révolte (ainsi des soldats en uniforme s'y étaient joints et la foule avait occupé l'Hôtel de Ville), des troupes arrivèrent de Prague et l'insurrection fut rapidement réprimée. Des insurrections spontanées qui éclatèrent par la suite dans d'autres régions de Tchécoslovaquie et dans d'autres pays-satellites furent écrasées immédiatement, avant même d'avoir eu droit à la « une » des journaux nationaux et étrangers. Deux semaines plus tard, le 17 juin 1953, les travailleurs de Berlin-Est se révoltaient.

Les ouvriers quittèrent en masse les usines, les étudiants leurs universités, les ménagères leurs foyers et leurs courses; on vit même les écoliers quitter leurs classes... Bientôt, la révolte se propagea dans toute l'Allemagne de l'Est. » (67)

---

(67) *The Hungarian Workers' Revolution,* brochure de la Syndicalist Wor-

Les travailleurs ne furent soumis qu'après avoir livré des combats sanglants contre les chars russes. Pendant plusieurs jours, cette révolte attira l'attention du monde entier, non seulement parce qu'elle était menée par des travailleurs dont les revendications étaient autant politiques qu'économiques, mais aussi à cause de l'intervention directe et brutale de la Russie. En fait, cette intervention démontra la faiblesse du régime d'Ulbricht.

Après l'insurrection de Berlin, le Kremlin adopta un « nouveau cours ». De nombreuses causes dictèrent ce changement de politique. Les gens de Moscou furent sans aucun doute effrayés par les événements de Berlin; leurs laquais des capitales d'Europe de l'Est étaient tout tremblants de sentir le souffle furieux des masses sur leur échine. Tous, ils étaient favorables à un changement de cap, mais ils savaient également que la bureaucratie russe, de crainte qu'ils n'adoptent la voie empruntée par Tito, ne pouvait leur accorder un degré d'autonomie plus large. Cependant, la dernière des choses que souhaitait Moscou à ce moment-là, c'était de se montrer faisant usage des chars et des baïonnettes de l'Armée Rouge pour étouffer la révolution en Europe orientale.

●

Une légère détente se manifesta en U.R.S.S. même; elle se reflèta immédiatement dans les pays-satellites.

En Hongrie, au début du mois de juillet 1953, Malenkov lui-même « conseilla » à Rákosi de se retirer pour un certain temps à l'arrière-plan de la scène politique. Imre Nagy, qui avait été ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de 1944, ministre de l'Intérieur en 1946, et qui avait d'une façon ou d'une autre survécu aux différentes purges, devint premier ministre. Son premier discours traça les grandes lignes du nouveau programme.

La révolte commença par « une manifestation des ouvriers du bâtiment sur la Stalin Allee (68)... Abandonnant l'outil, ils marchèrent sur le centre de la ville pour présenter leurs revendications... Les travailleurs des transports abandonnèrent leurs tramways et les chauffeurs de camion laissèrent leurs véhicules sur place pour rejoindre la manifestation.

---

kers Federation, p. 15.

(68) Grand boulevard de Berlin-Est, rebaptisé « Karl Marx Allee » le 14 novembre 1961.

Dans ce premier discours, Nagy critiquait le plan revu en 1951; c'était, disait-il, un fardeau trop lourd pour le pays. Il fallait accorder plus d'intérêt à l'industrie légère et aux biens de consommation. Une aide matérielle plus consistante devait être accordée aux fermes collective et aux fermes d'Etat, ainsi qu'aux paysans individuels. Aux termes de ce nouveau programme, une ferme collective pourrait être dissoute sur un vote de la majorité de ses membres; les tribunaux d'exception devaient être abolis. Certes, ce n'étaient que des concessions, mais il faut souligner que c'étaient là les concessions les plus radicales de toutes celles qui furent faites par les gouvernants des pays-satellites durant cette période.

Au cours des quatre mois qui suivirent le discours de Nagy, un bon nombre de fermes collectives furent dissoutes — 10%, d'après un discours que Rákosi (qui était resté le secrétaire du parti) fit au cours de la session plénière du Comité central du parti du 31 octobre 1953. Rákosi rapporta également que certains officiels régionaux s'opposaient aux paysans qui désiraient quitter les collectivités; dans certains cas, il avait fallu employer la force. Rákosi, qui ne faisait pas montre d'un enthousiasme débordant pour les concessions, souligna cependant que c'était une décision du parti qui devait être mise à exécution par ses membres: le Parti a toujours raison, qu'il torture et tue les gens ou qu'il leur jette quelques menues miettes.

Le « nouveau cours » fu appliqué pendant toute l'année 1954. La « détente » fut même remarquée par les visiteurs étrangers. Dans la conversation, les gens étaient plus disposés à critiquer ouvertement le gouvernement. De nombleux prisonniers politiques furent remis en liberté. Les Hongrois, sans aucun doute, respiraient un peu plus librement.

Quand un peuple opprimé commence à revoir le jour, quand il aspire la première bouffée d'air frais, il a tendance à pousser la chose plus loin encore. Sa première idée est d'agrandir les trous de la structure qui l'étouffe, sa deuxième est d'en abattre la totalité, ce qui crée des dilemmes insolubles pour toutes les minorités dirigeantes. Ces dilemmes sont d'ailleurs d'autant plus aigus que les régimes sont totalitaires.

●

Toutes les décisions qui concernaient la Hongrie étaient prises à Moscou. Après la « démission » de Malenkov et la prise du pouvoir par Krouchtchev, les Hongrois sentirent qu'un nouveau changement était dans l'air.

Objectivement, les concessions de Nagy avaient été relativement minces. Mais, pour le Kremlin, il allait encore trop vite. Le 18 avril 1955, l'Assemblée Nationale décida par un vote « unanime » de relever Nagy de sa fonction. Le peuple hongrois se raidit en voyant Rákosi revenir à l'avant-plan. La petite lueur d'espoir diminua d'intensité; la tragédie tournait une fois de plus à la farce macabre.

La longue résolution publiée par le Comité Central révélait des signes de malaise au sein du parti. Elle accusait Nagy de retarder le développement de l'industrie lourde et des fermes collectives, et de « se servir de l'appareil gouvernemental comme d'un instrument de répression contre le Parti ». Le fait que Nagy ne fut pas immédiatement liquidé révèle le malaise et l'indécision du Kremlin à l'égard de la Hongrie. Au même moment, des négociations de « réconciliation » étaient en cours entre Tito et Krouchtchev (69), et Nagy ne fut pas traité de « titiste » ou de « fasciste » quand il fut plus tard expulsé du parti. Il reçut simplement l'étiquette de « incorrigible déviationniste de droite » (70). Il faut dire qu'être traité de « déviationniste » par Rákosi aurait attiré les faveurs du peuple hongrois à des staliniens pires que Nagy (71).

La plupart des concessions accordées au cours des vingt mois qu'avait duré le gouvernement de Nagy furent dès lors soumises à la « tactique du salami » et furent petit à petit retirées. La police secrète, qui était restée discrètement à l'écart pendant un temps, pensa alors qu'elle pouvait de nouveau justifier ses hauts salaires en toute sécurité. On introduisit des mesures pour un développement rapide de la collectivisation. La pression sur les travailleurs en vue d'augmenter le rendement fut accentuée... pour aider Moscou à réaliser son plan quinquennal (72), à propos duquel, soit dit entre parenthèses, les travailleurs hongrois n'avaient jamais été consultés en aucune façon.

---

(69) George Mikes (*Hungarian Revolution*, p. 61) écrit que Tito se montra mécontent du rétablissement de Rákosi, ce à quoi Krouchtchev répliqua : « Je dois conserver Rákosi en Hongrie, parce que, s'il s'en va, c'est l'ensemble des structures de la Hongrie qui s'écrouleront. »

(70) Peter Fryer, *Hungarian Tragedy*.

(71) Nagy fut membre d'un gouvernement et d'un parti qui, des années durant, avaient été les exécutants fidèles des voeux de Staline.

(72) Le premier plan quinquennal hongrois (qui avait été précédé d'un plan triennal N.D.T.), qui prit fin en 1954, devait être suivi par un deuxième plan, « en coordination étroite avec l'Union Soviétique ». Les autres pays mis en cause étaient la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Pologne et l'Allemagne de l'Est.

Au Kremlin, la nouvelle direction se sentait parfaitement en sécurité. Elle avait tenu tête aux répercussions immédiates de la mort de Staline, le plan semblait être en bonne voie de réalisation, les dirigeants des pays-satellites se flattaient d'une augmentation du rendement pour l'année 1955. En Hongrie, on prétendait que la production industrielle avait augmenté de 8,2% par rapport à 1954. Mais les moyens utilisés pour obtenir cet accroissement de travailleurs mal disposés sont à peine concevables. Les gens avaient connu la misère jusqu'en 1953 — ils avaient montré qu'ils pouvaient résister malgré tout. Après la clémence relative du régime de Nagy, le brusque retour à l'heure de 1953 provoqua une résistance de la classe ouvrière plus intense que jamais. Des mesures toujours plus sévères furent nécessaires pour « discpliner » les masses.

Mais en ce qui concernait le Kremlin, les choses semblaient s'arranger pour de bon. Krouchtchev et ses collégues sentaient qu'ils tenaient tout sous leur contrôle. C'était une chose importante à considérer avant de prendre l'importante décision de montrer qu'après tout, Staline n'avait pas été Dieu.

7) LA POLOGNE ENTRE EN ERUPTION

> *« La classe ouvrière ne pourrait être le groupe dirigeant le plus progressiste de la nation si des forces réactionnaires pouvaient trouver un soutien dans ses rangs. Les agents provocateurs ou les réactionnaires n'ont jamais inspiré les actions de la classe ouvrière. Cela n'a pas été et cela ne sera jamais. »*
>
> *Gomulka* - Polish facts and figures - *1-11-1956.*

Au XXème Congrès du Parti Communiste russe, qui se tint en février, les « révélations » de Krouchtchev sur Staline provoquèrent un tremblement de terre politique. Les fondations des partis communistes du monde entier en furent ébranlées. Il faudra des dizaines d'années avant qu'elles ne soient réparées, si jamais elles le sont. Les « révélations » étaient - elles une « erreur tactique »? Les bureaucrates russes ne s'étaient - ils pas rendus compte qu'en « démythifiant » Dieu, les fidèles auraient pu commencer à remettre en question la théologie proclamée par ses disciples?

Krouchtchev était-il au courant du ferment qui allait grandissant en Pologne et en Hongrie, avant même le XXème Congrès? Savait-il que ce ferment affectait même le Parti Communiste polonais? Comprit-il le danger potentiel que cela représentait, tant pour son propre régime que pour celui de ses satellites?

Toujours est-il qu'en Pologne, au matin du 28 juin 1956, les ouvriers de la fabrique de locomotives Zispo, à Poznan, se mirent en grève et descendirent dans la rue. Ce n'était pas sur un coup de tête: plusieurs semaines auparavant, un comité avait été élu, qui avait présenté un cahier de revendications à la direction. Certaines de ces revendications étaient prévisibles: augmentation des salaires, diminution des prix, abaissement des cadences dans le travail à la production. Mais la direction s'effraya quand ces « simples ouvriers » critiquèrent la manière dont l'usine était gérée et quand ils exigèrent une organisation différente du travail dans les divers ateliers. La mise en question de l'infaillibilité de la direction dans le processus de décision de ce que les travailleurs devaient faire, puis l'exigence d'une réorganisation de la production par atelier, atteignaient les bases mêmes du système. Toutefois, les directeurs de Zispa ne se laissèrent pas prendre de panique. Ils firent ce que leurs homologues occidentaux auraient fait dans le même cas: ils adoptèrent une tactique de temporisation qu'ils appelèrent « négociations ». Celles-ci traînèrent en longueur, sans donner le moindre résultat. A la fin, les ouvriers démasquèrent le procédé et, par milliers, ils envahirent les rues de la ville.

Au fur et à mesure que la nouvelle se répandait, les travailleurs des autres entreprises se réunissaient, discutaient et votaient pour se joindre au mouvement. Le caractère politique des manifestations se révéla alors. Les pancartes portées dans les défilés réclamaient des choses comme: « Pain et Liberté », « Les Russes dehors », « Abolition du travail aux pièces », etc.

D'autres gens, se mettant sous la direction des ouvriers, se joignirent à eux. Les manifestations de Poznan prirent bientôt la physionomie d'une insurrection à grande échelle. Les chars et les troupes russes entourèrent la ville, mais n'y entrèrent pas. Le gouvernement fit plutôt intervenir les chars polonais; ceux-ci firent ce qu'on leur avait dit de faire, et le sang des travailleurs coula dans les rues. Deux jours plus tard, la révolte était écrasée; la direction obtint ainsi son « droit » à diriger imprimé en lettres de sang. Il y eut des grèves de solidarité dans plusieurs autres villes, mais elles furent rapidement isolées et n'atteignirent pas les proportions du mouvement de Poznan.

Frappée et désarçonnée, la bureaucratie polonaise accusa des « provocateurs » et des « agents secrets à la solde des Etats-Unis et de l'Allemande de l'Ouest » d'être à l'origine de la révolte. Mais le 18 juillet, au cours d'une réunion du Comité Central du parti, le premier secrétaire, Edward Ochab, déclara: « Il est nécessaire de rechercher avant tout les causes sociales de ces incidents qui sont, pour notre Parti tout entier, un signal d'alarme qui témoigne de l'existence d'une sérieuse perturbation dans les relations entre le Parti et les différents secteurs de la classe ouvrière. »

Ochab continua en expliquant que quelque 75% des travailleurs de Poznan avaient connu une chute des salaires réels, tandis que les cadences du travail aux pièces s'étaient intensifiées. En n'attribuant que des causes économiques à la révolte. Ochab cherchait à infirmer la part importante de ses aspects politiques. Néanmoins, sa prise de position semblait refléter une attitude plus positive envers les revendications des ouvriers et, sans aucun doute, elle prévint dans l'immédiat d'autres révoltes dans une nation qui bouillait encore de mécontentement.

Après Poznan, le désir d'un changement se fit plus pressant. La classe dirigeante, sérieusement ébranlée par les événements, tenta de mettre sur pied une nouvelle politique — une « voie polonaise vers le socialisme ». Certains anti-staliniens se virent attribuer des places dans le parti. Gomulka, excommunié et emprisonné en 1951, sous résidence surveillée depuis 1954, fut réintégré dans le parti. On lui donna une carte de membre toute neuve.

L'attitude des dirigeants polonais, différente de celle des hiérarchies communistes du reste de l'Europe de l'Est, préoccupait les hommes du Kremlin (73). C'est pourquoi, tandis que le Comité Central du Parti Communiste était encore en session, en train d'examiner les événements de Poznan, les Russes envoyèrent à Varsovie leur premier ministre, le maréchal Boulganine. Il venait renforcer la thèse russe selon laquelle Poznan était l'œuvre « d'agents occidentaux et de provocateurs ». Le Comité Central lui montra qu'il ne tolérait aucune ingérence extérieure: dès l'arrivée de Boulganine, la réunion du Comité Central fut suspendue.

---

(73) Nous n'avons guère l'espace pour analyser ici la perfidie des Russes durant l'admirable combat que menèrent les ouvriers de Varsovie contre les nazis en 1944. Ce fut une trahison tellement énorme et écœurante qu'elle demeurera à jamais dans la mémoire des Polonais. Le souvenir de ces événements joua un grand rôle dans l'attitude qu'eurent les Polonais à l'égard de l'U.R.S.S. après la guerre. (Voir Z. Zaremba, *La Commune de Varsovie*, Cahiers Spartacus - N.D.T.).

Après les politesses d'usage, il lui fut courtoisement suggéré d'aller visiter les provinces. Ce qu'il fit, et le Comité Central reprit sa session. Celle-ci fut à nouveau suspendue dès que Boulganine revint à Varsovie, et elle ne reprit que lorsqu'il fut enfin retourné à Moscou. Sa visite avait eu pour unique résultat d'exacerber les sentiments anti-russes au sein du peuple polonais.

A la fin du mois de septembre, les premiers procès commencèrent. Les accusés durent répondre d'activités « anti-socialistes » durant les émeutes de Poznan. Cependant, ces procès ressemblaient moins à une mascarade que ceux qui s'étaient déroulés avant les journées de Poznan: on accorda une liberté relative à la défense, les peines furent relativement légères et, en octobre 1956, le gouvernement annonça l'ajournement sine die des procès qui restaient.

Le 19 octobre, une autre réunion du Comité Central fut convoquée, à l'origine pour élire Gomulka à la tête du parti. Au début de la réunion, l'information courut que l'Armée Rouge stationnée en Pologne avait commencé des manœuvres sur une large échelle. Des unités blindées avançaient vers Varsovie. Alors que les dirigeants polonais se demandaient s'il s'agissait d'une menace, la réponse à leurs questions vint à leur rencontre, personnifiée par Krouchtchev et une smala de la « vieille garde » du Kremlin: Molotov, Mikoyan, Kaganovitch et quelques généraux. La nouvelle se répandit rapidement. Les travailleurs se constituèrent en groupes armés, et restèrent en contact étroit avec l'armée polonaise.

Le point de rupture était atteint. L'atmosphère était électrisée par la tension ambiante. Si on ne connaît pas encore les détails précis de la rencontre entre le Comité Central et la cour de Krouchtchev, on sait par contre le motif principal de la visite de cette dernière; avant tout, les Russes insistaient pour que, dans les élections qui allaient avoir lieu, le maréchal Rokossovski conserve ses fonctions de ministre de la Défense et de commandant-en-chef de l'armée polonaise. Gomulko refusa et, malgré les menaces, il ne céda pas. Il savait qu'en tenant tête au Kremlin, il n'avait pas que la grande majorité du peuple, les travailleurs, les paysans, les étudiants, à ses côtés; il avait aussi derrière lui une énorme partie de la bureaucratie et de l'armée.

Une guerre entre la Russie et la Pologne était la dernière des choses que souhaitât le Kremlin. Les Russes n'insistèrent pas, et l'Armée Rouge n'intervint pas. En fait, Krouchtchev n'ignorait pas que, quelle que fût l'attitude de Gomulka à ce moment-là, celui-ci aurait tôt ou tard été amené à appeler les Russes à la rescousse, tant pour maintenir la frontière Oder-Neisse que pour venir en aide à une économie dans

le chaos. Dans les 24 heures, les Russes retournèrent à Moscou. Le lendemain, 21 octobre, le Politburo polonais fut élu et, comme prévu, Gomulka devint le premier secrétaire du parti. Des remaniements furent immédiatement opérés dans le gouvernement, l'armée et le parti. Rokossovski donna sa démission et retourna à Moscou, où il obtint sur-le-champ le poste de ministre de la Défense.

Gomulka n'avait triomphé que tant qu'il représentait les aspirations du peuple polonais. La base de son pouvoir était en fait encore extrêmement fragile. Les intérêts qu'il représentait étaient ceux de la bureaucratie polonaise. Tout en suivant l'action indépendante des travailleurs polonais et leur exigence incessante d'une plus grande participation dans la conduite de leurs propres affaires, la base de la bureaucratie — même purgée des éléments pro-russes — demeurait faible et instable. Une tentative d'élargir les bases du régime amena Gamulka à s'allier avec la classe des anciens possédants, par le biais de l'Eglise catholique. En échange d'une restitution partielle de ses propriétés confisquées et d'un rétablissement dans ses privilèges, l'Eglise mit son influence au service de Gomulka. Dieu et Gomulka s'unirent, et une telle union — qui n'est certes que temporaire, un expédient réciproque —, éveilla les craintes de la classe ouvrière. Mais quand les travailleurs polonais prendront en mains leurs propres affaires, ils mettront tous ces parasites au rencart.

CHAPITRE II

1956

1) ON APPROCHE DU POINT DE FUSION

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par des minorités conscientes à la tête des masses inconscientes est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-même y coopérent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). »

F. Engels - Introduction à « Les luttes de classes en France » *de Marx (1895).*

A partir du printemps de 1956, l'escalade rapide de la tension en Pologne fut accompagnée d'un développement similaire en Hongrie. Le « déshabillage » de Staline au XXème Congrès, en février 1956, donna une vigueur nouvelle aux tendances révolutionnaires en Hongrie. Celles-ci, déjà perceptibles en octobre 1955, apparaissaient maintenant plus ouvertement.

En avril 1956, le « Cercle Petöfi » (74) fut fondé par les Jeunesses Communistes (principalement des étudiants). Assisté par l'Union des

(74) Sándor Petófi fut un poête qui joua un grand rôle dans la révolution hongroise de 1848 contre l''oppression des Habsbourg. Le tsar Nicolas Ier participa à l'écrasement des Hongrois en envoyant des troupes.

Ecrivains, il devint très tôt un centre important et efficace de diffusion des opinions, de critique et de protestation contre l'état déplorable de la société hongroise. Plusieurs autres groupes de discussion se constituèrent, mais le Cercle Petöfi demeura le plus important (La Russie, avant 1917, avait connu un développement similaire).

De nombreux pamphlets furent édités et distribués à cette époque, principalement à Budapest. On dit qu'une stencileuse du siège de Budapest du Parti fut utilisée, ce qui n'aurait pu se faire sans la complicité de certains membres du gouvernement. A cause de la pénurie de papier, d'encre, etc., il y eut des difficultés pour produire ces écrits; on raconte même qu'une de ces brochures fut imprimée sur du papier de toilette. Tout au début, les thèmes principaux de cette littérature étaient simplement des demandes pour une plus grande liberté littéraire; mais les implications politiques étaient déjà claires. Par la suite, les écrivains, tous membres du Parti, demandèrent que la Hongrie suive sa propre voie vers le communisme. Par là, ils voulaient dire clairement que la voie suivie jusqu'alors était erronée et qu'une plus grande indépendance à l'égard de la Russie était nécessaire.

Les mêmes thèmes étaient discutés au cours des réunions de plus en plus longues du Cercle Petöfi. Le gouvernement Rákosi interdit alors ces réunions, ce qui ne fit qu'empirer les choses. L'interdiction fut bien vite levée. L'écrivain communiste Gyula Háy (75) porta la discussion à un niveau plus élevé. Dans un article paru dans *Irodalmi Újság* (La Gazette Littéraire), il attaqua violemment l'ingérence de la bureaucratie dans la liberté des écrivains. Bientôt, les réunions du cercle Petöfi attirèrent des milliers de personnes. Dans ces assemblées, déjà unanimes dans leurs revendications d'une liberté et d'une véracité intellectuelles, des voix commencèrent à se faire entendre, qui réclamaient ouvertement la liberté politique.

L'une de ces réunions est notoire pour le discours enflammé qu'y prononça Julia Rajk, la veuve de László Rajk, qui avait été exécuté comme « titiste-fasciste » en octobre 1949. Plusieurs milliers de personnes assistaient à cette réunion. La foule débordait dans la rue, où les discours

(75) Gyula Háy était très connu du temps de Béla Kun, en 1919, lorsqu'une de ses pièces fut jouée au Théatre National Hongrois. Il s'enfuit de Hongrie lors de la Terreur Blanche de Horthy et erra en Europe, à la main une valise pleine de pièces non jouées. Il retourna à Budapst à la fin de la seconde guerre mondiale; une autre de ses pièces connut à ce moment un succès éclatant.

étaient relayés par haut-parleurs. Mme Rajk demande justice pour la mémoire de son mari et une place honorable pour lui dans l'histoire du parti. Elle critiqua sévèrement la manière cavalière dont, peu de mois auparavant, son mari avait été « réhabilité » (Dans un discours prononcé à Eger le 27 mars 1956, Rákosi avait annoncé en passant que le parti avait approuvé une résolution qui réhabilitait Rajk et l'autres. Cela fut fait officiellement par la Cour Suprême. D'une voix glacée, Rákosi avait ajouté que le procès de Rajk tout entier avait été fondé sur une provocation; « Ce fut, dit-il, une erreur judiciaire. »). Julia Rajk demanda alors que les coupables de ce meurtre soient punis. L'assistance en fut électrisée; bien que Rákosi n'ait pas été nommé, tous les assistants comprenaient parfaitement de qui Julia Rajk voulait parler.

En juin 1956, l'agitation intellectuelle etait en pleine effervescence. Les articles publiés dans *Irodalmi Újság* critiquaient de plus en plus directement le régime. Du fait que, plus tôt dans l'année, un numéro du journal avait été saisi, les gens étaient plutôt surpris de ce que la couche dirigeante ne l'interdisait pas. Comme l'indique le titre, ce journal fut à l'origine conçu pour des gens qui avaient des préoccupations littéraires. Mais maintenant, il y avait beaucoup d'autres gens qui le lisaient. On en voyait même des exemplaires dépareillés dans les mains d'ouvriers d'usine, jusque dans les ateliers. En fait, la demande de certaine numéros excédait tellement le tirage prévu qu'un marché noir s'instaura, où on payait 60 forints (76) l'exemplaire.

Les articles de Gyula Háy laissaient entendre qu'il était le pôle d'atraction d'une campagne en faveur de la liberté de l'expression écrite. Pendant le mois de juillet, on appela à plusieurs reprises cette campagne la « révolte des écrivains ». La bureaucratie tolérait la situation à contre-cœur. En fait, le *Szabad Nép* (77) du 28 juin étonna beaucoup de ses lecteurs en accueillant favorablement cet usage jusqu'alors déconsidéré de l'intelligence humaine. La *Pravda* contra immédiatement cette prise de position et dénonça violemment les écrivains hongrois; le 30 juin, le Comité Central ramena le *Szabad Nép* sur la ligne du parti, par une résolution qui condannait le « comportement démagogique » et les « vues anti-parti » de certains « éléments indécis ». Elle accusait les écrivains de « vouloir répandre la confusion » par le « contenu provocateur » de leurs articles. Pour une fois, quelques expressions du jargon stéréotypé

(76) Pour mémoire, le salaire national moyen était à l'époque de 1.000 forints.

(77) Quotidien du Parti Communiste Hongrois.

du parti étaient parfaitement adéquates: *provoquer* la réflexion, les idées et la discussion sur les conditions existant en Hongrie, telle était précisément l'intention des écrivains révolutionnaires. La résolution du Comité Central fut adoptée et diffusée à la hâte, juste au moment où la nouvelle de la révolte des travailleurs de Poznan venait aux oreilles des milieux intellectuels hongrois et poussaient ceux-ci à intensifier leur campagne.

Le sentiment de culpabilité des intellectuels du parti, membres de longue date, devint manifeste. Leur conscience ne leur permettait plus de jouer le rôle d'un pont jeté sur l'abime entre le mythe et la réalité. Lors d'une grande réunion du Cercle Petöfi, le 27 juin, le romancier Tibor Déry avait posé la question de savoir pourquoi ils connaissaient une telle crise de conscience. « Il n'y a pas de liberté », s'écria-t-il. « J'espère qu'il n'y aura plus de terreur policière. Je suis optimiste: j'espère que nous serons capables de nous débarrasser de nos dirigeants actuels. N'oublions pas que nous ne pouvons discuter de toutes ces choses que grâce à la permission du sommet; ils pensent que c'est une bonne idee que d'évacuer un peu de vapeur d'une chaudière surchauffée. Nous voulons des garanties et nous voulons la possibilité de parler librement ».

Dans les premiers jours de juillet, des articles publies dans *Irodalmi Ujság* commencèrent à réclamer la démission de Rákosi. La même exigence était clairement exprimée au Cercle Petöfi. Certains des orateurs suggérèrent même que l'on réadmette Imre Nagy dans le parti; cependant, le nom de Nagy n'était mentionné qu'en passant, et aussi avec des réserves. Rákosi, qui était à Moscou, revint subitement à Budapest. Il chercha à supprimer l'hérésie et, pour ce faire, il ne connaissait qu'un seul moyen: la purge. On dressa une liste des noms les plus connus parmi les politiciens et les écrivains. Mais avant que la première phase (les arrestations) ne fût mise en train, Souslov, le ministre russe des Affaires des Démocraties Populaires, débarqua à l'improviste à Budapest, suivi de peu par Mikoyan. Les deux Russes expliquèrent à Rákosi que son projet serait l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres d'une situation déjà explosive. Le Kremlin avait décidé que Rákosi devait quitter la scène.

La crise qui couvait en Hongrie n'était pas la seule raison de la décision du Kremlin. Tito haïssait Rákosi; pendant un certain temps, il avait intrigué pour son éloignement. Il refusait absolument de rencontrer Rákosi ou de voyager dans le pays où il était au pouvoir. Ainsi, le rapprochement russo-yougoslave influença la décision de se débarrasser de Rákosi.

Tout ceci était manifestement un compromis inspiré par le Kremlin: aussi, c'est Ernö Gerö, l'ami intime et le proche collaborateur de Rákosi, qui devait lui succéder comme Premier Secrétaire. Et, à l'exception du général Farkas, qui fut expulsé du parti, la plupart des partisans de Rákosi restèrent dans leurs fonctions.

Les Hongrois apprirent la démission de Rákosi le 18 juillet. Ils apprirent en même temps que János Kádár et le social-démocrate György Marosán (78), récemment réhabilités, avaient été nommés membres du Politburo. C'étaient les premières des quelques concessions mineures qui furent accordées pendant le mois d'août; dans cette situation tumultueuse, ces concessions devaient se révéler insignifiantes et même tout à fait inadéquates. Les souffrances des travailleurs avaient été trop longues et trop dures pour qu'ils se fassent des illusions sur des modifications au niveau de la classe dirigeante ou pour qu'ils se laissent acheter par quelques sous de plus dans leur enveloppe de paie.

Pendant les longues journées d'été, la discussion continua à couver. Tandis que les lucioles virevoltaient parmi les arbres de la campagne, de fascinantes idées de liberté bourdonnaient dans les réunions des villes. La tension se mêlait étrangement à une atmosphère de vacances.

Le mois d'août tout entier fut comme une lourde soirée d'été, lorsque le soleil brille encore en jetant des lueurs étranges entre les sombres nuages pourpres de l'orage qui menace. Les choses familières semblaient sans perspective et prenaient des formes et des couleurs différentes. Dans les maisons et dans les endroits de réunion publics, le pressentiment d'un destin de mauvais augure emplissait l'atmosphère. Les intellectuels semblaient flairer les « dangers » que recelaient leurs idées, mais ils se sentaient pourtant obligés de continuer sans s'arrêter vers les extrémités auxquelles la libre expression les conduirait.

Nous n'avons de cette période restée en dehors du contrôle des dirigeants, aucun témoignage d'une tentative consciente de la part des intellectuels (79) pour coopérer avec les travailleurs de l'industrie sur

---

(78) Rákosi les avait tenus emprisonnés pendant des années, parce qu'ils étaient « titistes-fascistes », etc... Kádár portait encore sur son visage et sur son corps les traces des tortures qu'il avait endurées sur l'ordre de la classe dirigeante.

(79) Dans un sens large, pour décrire le caractère social de ceux qui participaient à ce mouvement. Bien entendu, il y eut quelque ouvriers qui participèrent aux réunions, mais la grande majorité des assistants étaient des écrivains et des étudiants, ainsi qu'un certain nombre de médecins, d'avocats, d'instituteurs, etc.

une échelle de masse, pour partager avec eux les expériences de ce réveil politique et culturel, et pour démontrer ainsi que les luttes des travailleurs étaient liées aux revendications précises de liberté, de vérité, etc... Néanmoins, le Cercle Petöfi était devenu, bien que pas tout à fait consciemment, le porte-parole des désirs du peuple travailleur de Hongrie (80). Par ailleurs, si une telle coopération s'était développée, il est bien possible que les dirigeants du parti auraient œuvré pour anéantir le mouvement plus tôt qu'ils ne le firent; mais ils auraient alors dû le faire en affrontant une solidarité plus vaste encore que celle qui allait se développer à l'apogée de la révolution. Au cours de celle-ci, le degré de coopération, de liaison et de solidarité entre les ouvriers et les intellectuels fut remarquablement élevé; mais une collaboration plus étroite, instaurée plus tôt, avec les travailleurs aurait très certainement élargi la base du mouvement. L'attitude plus pratique et plus radicale des ouvriers aurait purifié l'atmosphère de certaines au moins des illusions cultivées par nombre d'intellectuels — ainsi, par exemple, leur grand enthousiasme pour un gouvernement dirigé par Nagy, leurs appels aux dirigeants occidentaux, à l'O.N.U., etc..., toutes illusions qui ont en fait restreint la portée du mouvement.

Ce fut un vétéran communiste, l'écrivain Gyula Háy, qui reporta la marmite à pression, par un article paru dans *Irodalmi Ujság* du 8 septembre où il demandait dans un style très poétique « la liberté absolue et sans entraves » pour les écrivains.

L'article affirmait que « ce devrait être la prérogative de l'écrivain de dire la vérité; de critiquer tous et toutes choses; d'être triste; d'être amoureux; de penser à la mort; de ne pas évaluer si les ombres et les lumières sont équilibrées dans son œuvre; de croire à la toute-puissance de Dieu; de nier l'existence de Dieu; de mettre en doute l'exactitude de certaines statistiques du plan quinquennal; de penser d'une manière non-marxiste même si la pensée ainsi formulée n'est plus au rang des vérités proclamées comme étant d'une évidence nécessaire; de trouver que le niveau de vie est trop bas, même celui des gens dont le salaire ne figure pas encore parmi ceux qui vont être augmentés; de considérer comme injuste quelque chose qui est officiellement tenu pour juste; de ne pas aimer certains dirigeants; de décrire des problèmes sans conclure en disant comment ils doivent être résolus; de considérer que le New-

(80) N'oublions pas que plus de 60% des étudiants étaient fils d'ouvriers et 30% fils de paysans.

York Palais, décrété monument historique, est laid même si on a dépensé des millions pour sa reconstruction (81); de faire remarquer que la ville tombe en ruines parce qu'il n'y a pas d'argent pour réparer les bâtiments; de critiquer le mode de vie, la manière de parler et de travailler de certains dirigeants; ... d'aimer Sztálinváros (82); de ne pas aimer Sztálinváros; d'écrire dans un style non-conformiste; de n'être pas d'accord avec la dramaturgie d'Aristote..., etc., etc... Qui pourrait nier qu'il y a peu de temps, beaucoup de ces choses étaient strictement interdites et qu'elles auraient entraîné un châtiment...? Mais aujourd'hui, elles ne sont qu'à peine tolérées et pas tout à fait permises. »

Une semaine environ après la publication de l'article de Háy, le congrès de l'Union des Ecrivains s'ouvrit à Budapest. L'importance de la révolte se manifesta dans les élections du nouveau présidium. Tous ceux qui avaient soutenu le régime de Rákosi, ne fût-ce que passivement, furent évincés, tandis que des communistes « rebelles » et même des écrivains non-communistes étaient élus. Tous les discours critiquèrent âprement le « régime de tyrannie ». On demanda la réhabilitation de Nagy. Gyula Háy admit que les écrivains communistes « qui s'étaient soumis à la direction spirituelle du Secrétariat du Parti s'étaient laissés égarer sur le chemin du mensonge... et qu'ils payèrent très cher ce mensonge... par l'abaissement du niveau de notre travail... » Le poète Kónya reprit ce thème dans un discours enflammé où il affirmait que les écrivains ne doivent écrire que la seule vérité. Il termina dans un style très réthorique, par ces questions: « Par quelle moralité les communistes considèrent-ils qu'ils sont justifiés lorsqu'ils commettent des actes arbitraires contre leurs anciens alliés, quand ils organisent des procès de sorcières, quand ils persécutent des innocents, quand ils maltraitent des révolutionnaires comme s'ils étaient des traîtres, quand ils les jettent en prison et les assassinent? Au nom de quelle moralité? »

Ainsi donc, les intellectuels révélèrent leur crise de conscience à l'opinion. Cependant, cette recherche résolue de la vérité, qui parfois touchait au mysticisme, contribua à donner aux événements qui suivirent une empreinte essentielle de moralité socialiste.

---

(81) Célèbre café littéraire endommagé pendant la guerre et reconstruit par le gouvernement .

(82) Ville industrielle à 45 km. au sud de Budapest; aujourd'hui Dunaujváros, anciennement Dunapentele.

2) LES PREMIERES REVENDICATIONS

> *«Les hommes font leur histoire, quelque tournure qu'elle prenne, en poursuivant chacun leurs buts propres, consciemment voulus, et la résultante de ces nombreuses volontés agissant dans des sens différents et de leurs multiples répercussions sur le monde extérieur constitue précisément l'Histoire. Importe donc aussi ce que veulent, chacun pour son compte, ces nombreux individus. » F. Engels* - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.

Vers la fin de septembre, le premier des procès de Poznan commença. La sympathie du public pour les accusés était évidente. Toutes les occasions qui se présentèrent furent exploitées, tant de la part du public que de la part des accusés, pour condamner la violence et l'injustice du régime. Le gouvernement ne savait plus où donner de la tête. Presque tous les accusés étaient de simples travailleurs. Les sentences furent relativement modérées.

Quand ces nouvelles vinrent aux oreilles des Hongrois, ils en furent transportés. La tension et la pression exercée sur le gouvernement n'en furent que plus fortes.

Le groupe dirigeant, qui se sentait plus que jamais hors du coup, essaya de s'attirer les sympathies en organisant des funérailles pompeuses pour László Rajk. Nombre de ceux qui avaient mis en scène son procès et son exécution en tant que « titiste-fasciste » déploraient maintenant avec indignation la « diffamation » du camarade Rajk qui avait été « condamné et exécuté bien qu'innocent »! Leur espoir de tromper le peuple par une exhibition aussi macabre démontrait leur complète dégénérescence. Plus de 200.000 personnes assistèrent à ces funérailles (83), et, même à ce moment-là, les dirigeants ne virent pas clair; ils ne comprirent pas que la demande d'une réhabilitation de Rajk était tout à fait symbolique, car le peuple n'avait pas oublié la brutalité de la police secrète de Rajk. « Une des blagues qui courait à Budapest à cette époque était la suivante: « Quelle est la différence entre un chrétien et un marxiste? —

(83) Le *Daily Worker* (journal du Parti Communiste britannique) ne fit aucune mention de cet événement capital.

Le chrétien croit dans l'au-de-là, le marxiste dans la réhabilitation dans l'au-delà. » (84)

Le corps exhumé de Rajk fut enterré à nouveau le 6 octobre, jour des Martyrs. Ce jour commémorait l'exécution par les Autrichiens du premier chef de gouvernement constitutionnel de Hongrie, le comte Batthyány, et de 13 autres personnes, le 6 octobre 1849. Quelque trois cents jeunes gens établirent une relation entre le fait historique et l'événement du jour et furent à l'origine de la première manifestation non-officielle. Ils marchèrent vers le monument de Batthyány en brandissant des pancartes et en scandant des slogans qui réclamaient l'indépendance et la liberté. Plusieurs dizaines de badauds se joignirent à eux, persuadés qu'ils étaient qu'une telle manifestation, bien qu'assez incroyable, devait être autorisée officiellement.

Pendant le mois de septembre et le début d'octobre, les travailleurs étaient devenus actifs. Ils réclamaient une « auto-gestion ouvrière effective » dans les usines. Le Comité National des Syndicats, qui était encore contrôlé par le parti, déforma les revendications comme le font les directions syndicales du monde entier: il les « modéra ». Eu égard aux circonstances données, ces revendications étaient révolutionnaires: élargissement de la démocratie syndicale; mise en place du contrôle ouvrier (85); rôle déterminant des syndicats dans la résolution des problèmes touchant à la production et à la gestion. Ils demandaient aussi que le directeur conserve son « droit absolu » de décision, mais qu'il consulte le comité syndical sur les questions de salaires et de conditions de travail. C'était le développement le plus important qui soit apparu depuis le début du mouvement.

Le noyau de cette remarquable conscience politique des ouvriers se trouvait dans la zone industrielle très danse de l'île de Csepel (86). Cette conscience modifia entièrement la situation. Jusqu'alors, le mouvement s'était borné à un ferment d'agitation et à des protestations. La revendication d'autogestion, de la part des travailleurs, lui donna un tranchant révolutionnaire au sens propre du terme. Les ouvriers se préparaient en vue du moment psychologique où leur action radicale chan-

(84) Peter Fryer, op. cit., p. 39.

(85) Ce qui n'est pas nécessairement révolutionnaire. Voir Alexandra Kollontaï, *L'opposition ouvrière*, op. cit.

(86) Au sud de la ville, sur le Danube, entre Buda et Pest; surnommée Csepel-la-Rouge à cause du grand nombre d'ouvriers membres du Parti qui y travaillaient.

gerait le système politique et économique tout entier. On ne s'étonne plus du fait que, par la suite, les porte-parole occidentaux donnèrent si peu d'informations à ce sujet!

Le Cercle Petöfi fit siennes les revendications des travailleurs, mais ses membres ne se rendaient pas encore compte de leurs implications révolutionnaires. Dans une série de nouvelles exigences, ils demandèrent au gouvernement d'accorder l'administration des usines aux ouvriers. Voilà qui a dû paraître bien naïf à tous ceux qui connaissent l'essence de tout gouvernement. En fait, cette demande tendait même à perpétuer l'illusion que n'importe quel gouvernement peut agir dans l'intérêt et au nom du peuple travailleur.

Le Cercle Petöfi réclamait aussi l'expulsion de Rákosi du parti, un procès public du général Farkas, la révision du deuxième plan quinquennal, l'égalité dans tous les rapports entre la Hongrie et l'U.R.S.S., la publication intégrale de tous les accords commerciaux (en particulier, il dénonçait l'accord commercial conclu avec Moscou pour l'exploitation des riches gisements d'uranium découverts quelques mois auparavant à Pécs), la réintégration de Nagy au sein du parti. Une concession à ces pressions arriva quelques jours plus tard: Nagy reçut une nouvelle carte du parti!

A la mi-octobre, Gerö rencontra Tito à Belgrade. A ce moment précis, des événements de la plus haute importance se déroulaient en Pologne. Les intellectuels n'en furent que plus stimulés en apprenant que le Kremlin et l'ancienne direction polonaise avaient été vaincus, que Gomulka avait été élu Premier Secrétaire et que Rokossovski avait démissionné.

Le Cercle Petöfi appela à manifester en masse le 23 octobre, « pour exprimer notre profonde sympathie et notre solidarité à l'égard de nos frères polonais » dans leur lutte pour la liberté. Il demanda au ministère de l'Intérieur la permission de manifester, et l'autorisation fut accordée! Les foudres du ciel se seraient abattues sur terre si on l'avait refusée...

Le 22 octobre, des groupes provenant des universités hongroises et des différents cercles de discussion se rencontrèrent. Ils discutèrent de la forme que prendrait la manifestation. Il y eut un accord unanime pour une marche sur la statue du général József Bem, sur les bords du Danube. Cette décision venait à propos: Bem était un Polonais qui se rendit célèbre en combattant au côté des Hongrois contre l'oppression des Habsbourg d'Autriche pendant la révolution de 1848-49. Mais il y avait un désaccord entre deux des plus grandes universités de Budapest: l'Université Centrale voulait des mots d'ordre et des calicots qui affir-

ment clairement et sans aucune mésinterprétation possible les buts de la manifestation, tandis que l'Institut Polytechnique souhaitait une manifestation plus « esthétique »: pas de cris, pas de calicots, juste une marche silencieuse vers la statue et retour.

Un événement surprenant se déroula à l'université de Szeged, une des plus grandes villes du pays. Une organisation d'étudiants dissidente s'y constitua, et de nombreux membres du DISZ, l'organisation de jeunesses communistes officielle, la rejoignirent. Le parti décida qu'il était inutile d'essayer de s'y opposer; pour garder une certaine influence, le DISZ reçut l'instruction de l'accueillir chaleureusement. Puis le DISZ alla plus loin encore: il décida de participer à la manifestation du lendemain.

A la fin du mois d'octobre 1956, de nombreuses années de misère, de brutalité et d'oppression, d'autoritarisme et de manipulation, avaient conduit le peuple hongrois à deux doigts de la révolution. Les gens ne s'en rendaient pas encore tout à fait compte. Aucun plan n'avait été établi, aucune démarche consciente n'avait été faite pour obtenir un changement fondamental. Aucune direction, dans le sens que l'on donne généralement à ce mot, n'avait émergé. Et pourtant, les conditions classiques d'une révolution étaient présentes; et si la maturation s'était effectuée sur une période longue de plusieurs années, les événements culminants allaient par contre s'étaler sur à peine quelques jours, sinon quelques heures.

3) LE 23 OCTOBRE

> *« Ne craignez pas l'initiative et l'indépendance des masses; mettez toute votre confiance dans les organisations révolutionnaires des masses. » V.I. Lénine* - Une des questions fondamentales de la Révolution - *1917.*

En l'absence de Gerö, qui rentrait maintenant de Belgrade, le parti ne savait trop que faire. Certains des dirigeants, persuadés de refléter la volonté de Gerö, voulaient interdire la marche. D'autres préféraient la vieille tactique de l'infiltration et de la récupération. Mais les deux points de vue émanaient d'une attitude aussi dégénérée que bureaucratique

collaborateur de Gerö, eut le dernier mot. Le matin du mardi 23 octobre, l'autorisation de manifester fut retirée.

Des délégations des divers regroupements et universités se rendirent alors au siège du parti, place de l'Académie. Quelques personnes furent introduites et demandèrent aux officiels de faire usage de leur influence pour que l'interdiction soit levée. Gyula Háy et une petite délégation du Cercle Petöfi plaidèrent en ce sens. Ils expliquèrent que de nombreux étudiants et écrivains étaient décidés à manifester, avec ou sans autorisation. Les bureaucrates tergiversèrent.

L'après-midi, des cortèges se formèrent dans différentes parties du centre de la ville. Comme c'est si souvent le cas, l'action de la base provoqua un changement d'attitude soudain de la part du ministère de l'Intérieur. Le chef de cabinet, Mihály Fekete, annonça à la radio que l'interdiction était levée. La faction « pro-infiltration » l'avait apparemment emporté. Fekete ajouta d'un ton paternaliste que « les employés et tous les membres du Parti Communiste travaillant au ministère de l'Intérieur se sont rangés au côté des Hongrois sincères dans l'intérêt du renouveau. »

La manifestation fut bientôt en route. De plusieurs quartiers de Budapest, les cortèges convergeaient vers la statue de Bem. Une foule de plusieurs milliers de personnes s'était rassemblée sous la statue de Petöfi et rejoignait maintenant la manifestation. Les couleurs nationales hongroises — rouge-blanc-vert — apparaissaient très en évidence. Des pancartes et des calicots improvisés firent également leur apparition; certains portaient simplement le mot « Liberté », d'autres ajoutaient « Indépendance - Vérité », d'autres encore faisaient appel à l'« Amitié entre la Pologne et la Hongrie ». Parmi les slogans aussi nombreux que divers, qui témoignaient chacun à leur façon de la personnalité des manifestants, aucun n'était expressément anti-russe; un seul s'en approchait: « Que chaque nation garde son armée sur son territoire! » (87).

Les différentes colonnes de manifestants arrivèrent l'une après l'autre à la statue de Bem et se fondirent en une foule immense. Pour la plupart, c'étaient des jeunes. Tout au long du chemin, les cortèges s'étaient

(87) Qui sait si celui qui portait cette pancarte n'était pas l'étudiant qui, la veille, à l'Institut Polytechnique, avait fait planer un silence d'appréhension en s'écriant subitement: « Les Russes dehors! » Il y eut un éclat de rire lorsque le silence fut rompu par la voix calme d'un maître de conférences: « Notre ami, bien entendu, entend suggérer qu'il serait souhaitable que chaque nation garde son armée sur son propre territoire... »

élargis, car des promeneurs, des femmes, des enfants, s'y étaient joints. Un petit nombre de travailleurs avaient quitté leur travail pour l'occasion, assez conscients et décidés. Avant même que tous les manifestants soient arrivés, des discours furent prononcés spontanément. Le thème général était la solidarité: solidarité dans le pays, solidarité internationale; la solidarité avec le peuple polonais était particulièrement mise en évidence.

Un étudiant fut à l'origine d'un moment d'intense émotion, lorsqu'il récita à la foule ces vers de Petöfi qui rappellent la révolution de 1849:

« Nos bataillons ont uni deux nations
et quelles nations! Les Polonais et les Magyars!
Est-il une destinée plus noble
Que celles-ci, une fois réunies? »

Quand près de 50.000 personnes furent rassemblées, Péter Veres monta sur le piédestal de la statue pour lire une résolution de l'Union des Ecrivains. On peut en résumer les sept points comme suit:

« Nous voulons:

1°. Une politique nationale indépendante basée sur les principes socialistes.

2°. L'égalité dans les relations avec la Russie et les démocraties populaires.

3° La revision des accords économiques dans l'esprit de l'égalité des droits des nations.

4.° La direction des usines par les ouvriers et les techniciens.

5°. Le droit des paysans à décider librement de leur sort.

6°. L'éloignement de la clique de Rácosi, une place pour Imre Nagy dans le gouvernement, et une décision résolue de mettre fin aux tentatives et aspirations contre-révolutionnaires.

7°. Une représentation politique absolue pour la classe ouvrière, ainsi que la liberté et le secret du scrutin dans les élections législatives et les élections de tous les organes autonomes de l'administration. » (88)

Les applaudissements crépitèrent lorsque Péter Veres redescendit du piédestal. Les assistants avaient écouté dans un silence quasi-total. Pourquoi d'ailleurs auraient-ils été particulièrement excités? A certains égards, cette résolution était remarquablement vague. Il y avait vraiment très peu de choses que Krouchtchev lui-même n'eût déjà soutenues dans

(88) Voir le texte complet de la résolution p. 140 (Appendice I).

l'une ou l'autre de ses déclarations. Certes, ces revendications auraient pu être développées en un programme révolutionnaire, mais on n'indiquait nullement comment cela pouvait se faire, si valable que soit cette résolution.

La manifestation était terminée. La foule commença à s'éloigner, sans toutefois se disperser. Pour quelque raison inconnue, les gens se dirigèrent vers la place Kossuth Lajos, où se trouve le Parlement. Plusieurs milliers de personnes se joignirent aux manifestants sur le chemin. Quand ils arrivèrent sur la place, ils restèrent là, silencieux. Les gens débouchaient maintenant par centaines devant le Parlement. Nombreux étaient ceux qui, parmi les derniers arrivants, avaient entendu à la radio le discours attendu de Gerö. Des bribes du discours étaient communiquées à voix basse, avec une colère contenue. Des visages, aux fenêtres du Parlement, regardaient fixement la foule, qui devait maintenant approcher des 100.000 personnes. Peut-être ceux qui étaient aux fenêtres prirent-ils peur. Toujours est-il que, tout d'un coup, les lumières s'éteignirent dans le palais et sur la place. Mais la foule resta où elle se trouvait. Quelqu'un alluma une allumette et mit le feu à un journal. Des journaux se mirent à flamber sur la place. Les gens regardaient le palais qui présentait un aspect lugubre et menaçant dans la lueur jaune et vacillante. Peut-être pensaient-ils à ce que Gerö venait de dire: la manifestation des étudiants avait été une tentative de détruire la démocratie... de miner le pouvoir de la classe ouvrière... d'ébranler les liens d'amitié existant entre la Hongrie et l'Union Soviétique... Quiconque attaquera nos réalisations sera repoussé... Les intellectuels avaient accumulé les calomnies contre l'Union Soviétique... ils avaient affirmé que la Hongrie traitait avec l'Union Soviétique sur un pied inégal, que l'indépendance devait être défendue non pas contre les impérialistes, mais contre l'Union Soviétique... Tout cela était un mensonge effronté, une propagande hostile qui ne contenait pas un pouce de vérité. Après quelques autres accusations du même style, Gerö avait dit que le Comité Central ne se réunirait pas pendant huit jours.

Etait-ce pour cela que les gens restaient maintenant silencieusement sur la place du Parlement? Ou bien étaient-ils abasourdis et exaspérés par la stupidité intransigeante de Gerö? Etait-il possible que l'hypocrisie fût poussée aussi loin? En face de mensonges proférés aussi froidement, le gens perdaient la parole. Pourquoi nier avec autant de véhémence ce que personne n'ignore?

Une discussion s'engagea dans un coin de la place. Après un moment, des voix qui sortaient de l'obscurité suggérèrent qu'une délégation se

rende à la Maison de la Radio, rue Bródy Sándor, pour demander que l'on diffuse leurs revendications sur antenne. Il y eut des cris d'approbation dans la foule, puis encore des discussions. Finalement, une délégation partit vers la rue Bródy Sándor, suivie de... 100.000 personnes! Les gens voulaient maintenant que *des faits* — ne fût-ce qu'une retransmission à la radio — résultent de leur veille silencieuse sur la place du Parlement. Quand cette masse compacte parcourut les rues, plusieurs autres milliers de personnes s'y joignirent, pour la plupart des ouvriers que rentraient chez eux après le travail.

Plus loin, un groupe de manifestants décida de se rendre aux abords du grand parc municipal de Budapest, où se trouvait l'Homme d'Acier: une statue de Staline qui faisait 8 mètres de haut. Deux ou trois mille personnes se détachèrent du corps de la manifestation et se joignirent à ce groupe. Ils étaient très animés, ils chantaient et riaient. Quand ils arrivèrent à la statue, une échelle et une grosse corde furent hissés sur le socle massif. L'échelle fut posée contre le piédestal, et deux hommes y grimpèrent et mirent la corde autour du cou de « Staline ». Des centaines de mains impatientes saisirent la corde. Elle se tendit, et la statue se mit à crisser et à grincer en s'inclinant lentement vers la foule. Dans un dernier grincement, elle tomba du piédestal. Il y eut un fracas assourdissant quand elle heurta le socle, accueillie par un grand hourra suivi d'un éclat de rire général. La scène était des plus comiques et, à tout le moins, absurde: le socle paraissait maintenant plus grotesque encore, avec les bottes de campagne de Staline, hautes de deux mètres, qui demeuraient encore solidement plantées dans le piédestal. Le reste de la statue fut chargé sur un camion et déposé devant le Théâtre National, où une foule en liesse se chargea de la mettre en pièces (89).

Mais les bottes de Staline restèrent là. Quel terrible présage pour ceux qui croyaient en ces choses-là! Il n'est pas très utile de se débarrasser d'un homme: un autre peut toujours enfiler ses bottes. Ce qu'il faut faire, c'est se débarrasser du besoin de dirigeants. Peut-être quelqu'un songea-t-il à cela, car un drapeau hongrois apparut plus tard sur l'une des bottes. Ce drapeau rouge-blanc-vert dont le symbole communiste — la faucille et le marteau — avait été arraché, était le seul symbole de la révolution que le peuple connût.

---

(89) Une autre version plus répandue relate qu'on a dû couper les jambes au chalumeau et que la statue fut renversée grâce à des camions des ouvriers de Csepel auxquels on avait attaché la fameuse corde.

Le gros de la foule qui était partie de la place du Parlement était entretemps arrivé à l'extrémité de la rue Bródy Sándor. Des milliers de personnes, pour la plupart des ouvriers, s'étaient encore jointes à la manifestation. Nombre d'entre elles avaient accouru de tous les points de Budapest après avoir entendu le discours de Gerö (radiodiffusé à 6 heures du soir, puis de nouveau à 7 heures). La décision spontanée des manifestants de se rendre à la Maison de la Radio sensibilisait particulièrement les travailleurs. Le trafic s'était arrêté dans le centre de la ville. La police municipale, plutôt perplexe, n'essayait pas de s'interposer. Mais l'entrée de la rue Bródy Sándor était barrée par une rangée compacte des redoutables hommes de l'A.V.O. Ceux-ci avaient également occupé la radio et un détachement de mitrailleuses était en position à l'entrée du bâtiment. Les manifestants s'arrêtèrent. Manifestement, des hommes de l'A.V.O. s'étaient trouvés parmi la foule sur la place du Parlement. En entendant la décision de se rendre à la Maison de la Radio, ils avaient prévenu leurs chefs.

Les manifestants allongèrent le cou pour voir pourquoi la marche s'était arrêtée. Ils virent le reflet des armes et les visages menaçants de la police secrète. Bien que désarmés, les gens n'avaient plus peur. Ils savaient que leur force résidait dans leur solidarité. Ils entrevoyaient enfin la possibilité d'être libres; leur sort ne dépendait plus que d'eux seuls. Mais personne encore n'appelait à la violence contre les oppresseurs.

« Laissez-nous passer! » — « Le peuple hongrois doit entendre nos propositions! » — « Laissez entrer une délégation! » — ces prières jaillirent de la foule, et chaque requête était approuvée par de grands applaudissements. On discuta un peu dans les premiers rangs, puis une délégation fut formée et, après une autre discussion avec les A.V.O., le petit groupe passa le cordon et entra dans la Maison de la Radio.

La foule attendit. L'air bourdonnait de conversations. De temps à autre, on entendait un rire et même quelques paroles d'une chanson. Ils étaient tous encore de bonne humeur. Une heure s'écoula: aucun signe de la délégation. La gaîté de la foule fit place à une détermination plus sérieuse. Certains ne tenaient plus en place. Les premiers rangs étaient maintenant tout contre le cordon des A.V.O. Encore une demi-heure: toujours aucune nouvelle de leurs camarades entrés dans la bâtiment. Alors, l'ambiance changea rapidement. Des cris de colère jaillirent de toutes parts. Le cordon armé céda légèrement. Les hommes de l'A.V.O. étaient manifestement soucieux: après tout, en vertu des règles et des règlements officiels, ces gens n'auraient pas dû être là du tout;

et puis, il y en avait tellement! Des gens sur toute la largeur de la rue. Des gens à perte de vue...

« Où est notre délégation? » — « Laissez-les sortir! » — « Libérez nos délégués! » — rugissait impatiemment la foule. Un mouvement spontané vers l'avant balaya le cordon sur le côté (90). Les gens s'arrêtèrent devant une autre rangée d'A.V.O. qui protégeait la Maison de la Radio. Les flics ne sont renommés nulle part dans le monde pour leur intelligence ou pour leur finesse de compréhension. La police secrète hongroise ne faisait pas exception à la règle. Que pouvaient-ils faire? Les manifestants étaient sans armes, mais il y en avait des milliers et ils étaient en colère. De toute façon, les manifestations de ce genre étaient illégales. Pour se protéger, les minorités dirigeantes engagent toujours dans leurs forces de police des hommes dont le cerveau fonctionne à sens unique. Les hommes de l'A.V.O. ne connaissaient qu'une seule réponse: les mitrailleuses firent feu.

Des cris d'agonie s'élevèrent quand les premiers rangs de ces manifestants pacifiques tombèrent. La foule devint furieuse. La police fut vite débordée et ses armes utilisées pour tirer sur les fenêtres de l'édifice, d'où les balles pleuvaient sur la foule.

La révolution hongroise avait commencé.

(90) D'autres récits disent qu'à ce moment-là, il n'y avait plus de policiers dans la rue.

4) NAGY APPELLE LES CHARS RUSSES

> *« Le parti lutte pour une République Ouvrière et Paysanne plus démocratique dans laquelle la police et l'armée de métier seraient complètement éliminées et remplacées par l'armement général du peuple, par une milice universelle; toutes les fonctions seraient non seulement électives mais également sujettes à révocation immédiate par une majorité d'électeurs. Toutes les fonctions sans exceptions seraient payées au barème du salaire moyen d'un ouvrier qualifié. Toutes les institutions parlementaires représentatives laisseraient graduellement la place à des soviets... fonctionnant à la fois comme corps législatifs et exécutifs. » V.I. Lénine* - Matériaux pour la révision du Programme du Parti - *Mai 1917.*

Les nouvelles se répandirent rapidement. Dans la demi-heure qui suivit les premiers coups de feu de la rue Bródy Sándor (et pendant que Radio-Budapest diffusait sans discontinuer des flashes annonçant que « des bandes fascistes et contre-révolutionnaires armées étaient en train d'attaquer des édifices publics dans le centre de la ville »), la vérité sur les événements de la Maison de la Radio était connue de presque tout le monde en ville. Le reste du pays fut au courant peu après.

Pendant les mois de gestation intellectuelle, on avait eu peu d'échos du point de vue des ouvriers. Le 21 octobre, un ouvrier d'une usine de Csepel avait dit: «Soyez tranquilles, nous parlerons aussi» (91). Maintenant, c'était avec des faits concrets qu'ils parlaient. Ceux qui, un peu plus tôt, avaient quitté les fabriques d'armes y retournèrent. Leurs camarades des équipes de nuit les aidèrent à charger des camions d'armes réquisitionnées pour la cause: révolvers, fusils, fusils mitrailleurs et munitions. Puis de nombreux ouvriers des équipes de nuit quittèrent les usines et se rendirent rue Bródy Sándor pour aider à distribuer les armes et pour se joindre à la foule, dont le nombre ne cessait d'augmenter. La police municipale n'essaya pas de disperser les manifestants.

---

(91) *L'insurrection Hongroise,* supplément au nº 20 de *Socialisme ou Barbarie,* 1956, p. 23.

De nombreux policiers remirent leurs armes aux ouvriers et aux étudiants, puis se tinrent à l'écart; quelques-uns se joignirent même à la manifestation. De même pour les militaires: une foule de soldats passèrent leurs armes aux manifestants et, bien que la majorité d'entre eux ne se soient pas battus au côté des révolutionnaires, aucun pratiquement ne se battit contre eux. Ce qui peut s'expliquer facilement: la plupart des soldats étaient de jeunes paysans, et les paysans avaient été beaucoup moins touchés par l'agitation latente.

Pendant que les combats se poursuivaient dans la rue Bródy Sándor et que l'on s'efforçait de prendre possession de la Maison de la Radio, des milliers de travailleurs et d'étudiants formaient des groupes dans les rues environnantes. Ces groupes s'éparpillèrent dans la ville pour établir des barrages de contrôle et occuper quelques-unes des places principales. Toutes les voitures étaient contrôlées. Si on y trouvait un membre de l'A.V.O., la voiture était réquisitionnée et les passagers étaient bons pour continuer à pied. A ce stade, on peut remarquer qu'il n'y avait pas encore d'attaque généralisée contre l'A.V.O.

A 1 heure du matin, toutes les rues et les places principales (y compris la place du Parlement) étaient occupées par la foule, tandis que des groupes importants, munis d'assortiments d'armes légères, s'installaient aux points stratégiques.

Les mensonges de Gerö passaient toujours sur les ondes, cautionnés par un Conseil des ministres de la République Populaire de Hongrie complètement en dehors du coup: « Des éléments fascistes et réactionnaires ont déclenché une attaque armée contre nos bâtiments publics et contre nos forces de l'ordre. Afin de rétablir l'ordre, et jusqu'à ce que d'autres mesures soient prises, tous les rassemblements, réunions et manifestations sont interdits. Les différents corps des forces de sécurité ont reçu l'ordre de sévir avec la plus grande rigueur et d'appliquer strictement la loi contre quiconque enfreindra cet ordre. » Plus tard dans la nuit, le terme « fascistes » fut remplacé par celui de « contre-révolutionnaires ». Bien entendu, on ne fit aucune allusion au tirs de mitrailleuse de l'A.V.O., ni à l'assassinat de tous ces gens désarmés qui participaient à une manifestation pacifique.

Il faut bien souligner que si la situation avait atteint à ce moment-là les dimensions d'une insurrection armée, *elle n'avait aucunement été projetée ou organisée.* De nombreux commentateurs, dans le monde entier, prétendirent que la chose avait été organisée au préalable, ou s'abstinrent tout simplement de mentionner la spontanéité du mouvement. Qu'ils aient été aux ordres de l'Est ou de l'Ouest, dans les deux cas

ces commentateurs ne furent pas à même de comprendre comment de simples individus pouvaient avoir une action efficace contre l'Etat sans une organisation hiérarchisée et soigneusement contrôlée par ses dirigeants.

Comme nous l'avons montré plus haut, les Russes aussi bien que les puissances occidentales avaient après la guerre maintenu dans leurs fonctions de nombreux membres de l'administration nazie. Pour ces gens, la vraie condition de l'efficacité « était une organisation dont la hiérarchie soit basée sur le privilège et qui soit renforcée par un processus décisionnel fonctionnant rigidement de haut en bas. Leurs cerveaux avaient été conditionnés à ne considérer comme seule possible qu'une telle structure. Il est par conséquent bien possible qu'ils aient cru erronément que l'efficacité des révolutionnaires hongrois dépendait nécessairement d'une organisation semblable à la leur. Comment, disaient-ils, de simples ouvriers, des étudiants et d'autres gens auraient-ils pu avoir un système de communications aussi efficace? Comment auraient-ils pu s'armer aussi rapidement et aussi facilement? En fait, les événements qui se déroulèrent en Hongrie durant la dernière semaine d'octobre 1956, montrèrent clairement que les travailleurs utilisaient de toutes autres méthodes d'organisation. Si les révolutionnaires s'organisent de la même manière que ceux dont ils essayent de renverser le pouvoir, leur combat est perdu d'avance.

●

Durant les premières heures du mercredi 24 octobre, ouvriers et étudiants moururent dans les rues pour la liberté suprême de décider comment faire fonctionner leur société. Entretemps, les dirigeants du parti manœuvraient en coulisses. Pour commencer, Gerö fit perdre son poste au premier ministre. On n'avait guère entendu parler d'András Hegedus, un docile pantin de Rákosi, même avant qu'il devînt premier ministre, et maintenant, on le mettait au rencart. Gerö invita Nagy à le remplacer, et ne semble pas que celui-ci ait eu besoin d'être persuadé ou qu'il ait posé des conditions. Aucune annonce officielle de ce remaniement ne fut faite. La première fois que le peuple hongrois l'apprit, ce fut à 7 h. 30 du matin, quand la radio fit mention de Nagy comme « président du Conseil des ministres » — le terme officiel pour désigner un premier ministre.

A 7 h. 45, la radio annonça que le ministre de l'Intérieur avait proclamé la loi martiale, « étant donné que les opérations de nettoyage

contre les groupes contre-révolutionnaires qui se livrent au pillage (92) sont encore en cours. » A 8 heures du matin, on annonça la décision qui devait bouleverser les esprits: en accord avec les termes du traité de Varsovie, le gouvernement avait demandé l'aide des unités militaires russes en garnison en Hongrie. « Les troupes soviétiques, conformément à la requête du gouvernement, prennent part au rétablissement de l'ordre. » (93)

Imre Nagy était sans aucun doute le premier ministre du gouvernement qui fit appel aux troupes russes. Mais on ne sait pas exactement si, ce faisant, il fut dupé. Le fait est qu'un grand nombre d'intellectuels et d'étudiants ressentirent cela comme une « trahison »; dans un moment crucial de la lutte, leur moral subit un choc très dur. Nagy tomba dans leur estime. Mais pourquoi tant d'intellectuels se faisaient-ils des illusions à propos de Nagy? Nagy était un homme qui se souciait avant tout de l'« ordre ». Il n'avait jamais montré que son idée de l'ordre fût autre chose qu'une forme libéralisée de l'« ordre » qui avait régné dans la Hongrie satellisée. Et dans la situation de ce 24 octobre 1956, les revendications pour ce genre d'« ordre » avaient été enterrées depuis belle lurette par la volonté du peuple et par sa lutte radicale pour un changement de loin plus fondamental. Forcément, de par ses antécédents, un homme comme Nagy devait être persuadé, tout comme Gerö, que la force massive des chars russes aurait bien vite rétabli l'« ordre ». Il avait appartenu au premier gouvernement dont les Russes tiraient les ficelles, il avait été successivement ministre de l'Agriculture, ministre de l'Intérieur, ministre du Ravitaillement, ministre de la Distribution Agricole et vice-premier ministre. Il connaissait les ficelles du métier et savait où se trouve réellement le pouvoir. Malgré tout cela, les intellectuels croyaient encore en lui. L'une des causes principales de leur naïveté était leur manque de contacts avec les ouvriers. Il y avait, dans une certaine mesure, une gêne et une suspicion réciproques entre ces deux classes sociales. Mais l'action, la révolte proprement dite, les avaient réunis comme rien d'autre n'aurait pu le faire. Ce sont les travailleurs qui, le matin du mercredi 24 octobre, sauvèrent la lutte d'une défaite totale. Ils considéraient en effet que l'alternative Nagy était à côté de la question. Dans la société qu'ils entrevoyaient à travers la poussière et la fumée de la bataille qui se déroulait dans les rues, il n'y avait de

(92) Il est significatif que, durant toute la révolution, aucun observateur autre que les increvables staliniens n'ait mentionné des cas de pillage.

(93) Hubert Ripka, *Eastern Europe in the post-war World*, p. 163.

place, ni pour un premier ministre, ni pour un gouvernement de politiciens professionnels, ni pour des fonctionnaires ou des patrons qui leur donnent des ordres. La décision de Nagy de faire intervenir les chars russes ne fit que renforcer le moral et la résolution des travailleurs. Ils étaient maintenant plus que jamais décidés à combattre jusqu'au bout, quel que fût le résultat.

Des milliers de gens avaient passé les premières heures du mercredi dans les rues ou dans les meetings. Un conseil révolutionnaire de travailleurs et d'étudiants fut constitué à Budapest et siégea en permanence. Et pendant ce temps, Radio-Budapest continuait à déverser les mensonges: « La révolte est sur le point de s'effondrer; des milliers de rebelles se sont rendus aux autorités; ceux qui ne se rendent pas seront sévèrement châtiés; aucune mesure ne sera prise contre ceux qui se rendront. » « Fascistes, patriotes égarés, contre-révolutionnaires, bourgeois, bandits. » Persuasion, menaces, cajolerie, déclarations extravagantes: le but de la propagande n'est pas de convaincre, mais de semer la confusion. En ce qui concernait les Hongrois, cette tactique se solda par un échec; ils savaient bien que tout ça, ce n'étaient que des mensonges.

Rue Bródy Sándor, l'assaut fut donné à plusieurs reprises à la Maison de la Radio, non sans acharnement. Plus tard, les « gars » (un des surnoms que les Hongrois devaient donner affectueusement aux combattants) parvinrent à s'en emparer. Mais les émetteurs restèrent aux mains de l'A.V.O., qui concentra tous ses efforts pour en garder le contrôle. Celui qui était à la tête du petit groupe de speakers qui assurèrent les émissions était un certain György Szepesi, commentateur sportif de son état. Pendant les premiers jours de novembre, un groupe d'ouvriers remua tout Budapest pour retrouver Szepesi, mais il avait disparu.

5) LA BATAILLE S'ENGAGE

« Une révolution est certaiment la chose la plus autoritaire qui soit. C'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons. Des moyens autoritaires s'il en fut. » F. Engels - De l'autorité - *1872.*

A 8 heures 30, à Budapest, la nouvelle courait que des ouvriers avaient déjà été engagés dans des combats avec des chars russes à la périphérie de la ville. Selon d'autres rumeurs, moins largement répandues, Souslov et Mikoyan étaient arrivés à Budapest à l'aube. Apparemment, ils étaient venus directement de Moscou par avion; le Kremlin commençait à se faire du souci devant le gâchis que ses hommes étaient en train de faire à Budapest. Mikoyan, prétendait-on, était très en colère contre Gerö. Vrai ou faux, on apprit bientôt que Gerö avait été « déchargé de ses fonctions » de premier secrétaire du Parti Communiste. János Kádár lui succédait. De nombreux officiels de la hiérarchie communiste considérèrent que c'était une manœuvre géniale. Kádár était d'origine ouvrière. Il avait passé pas mal de temps en prison, accusé d'être titiste; il était passé par de rudes épreuves, il avait été torturé — ses ongles arrachés et les cicatrices qui couvraient son corps en témoignaient. On dit que c'était un homme peureux, un homme qui avait peur de la douleur — ça se comprend! Il devait s'avérer malléable comme de l'argile entre les mains d'une couche dirigeante implacable.

Juste après 9 heures, Nagy fit à la radio une déclaration où, personnellement, en tant que premier ministre, il demandait que l'on mette fin aux combats et que l'on rétablisse l'ordre:

« Citoyens de Budapest! Je proclame que tous ceux qui, désireux d'éviter de nouvelles effusions de sang, cesseront le combat aujourd'hui avant 13 heures et déposeront les armes, échapperont à un jugement sommaire. Nous réaliserons aussitôt que possible, par tous les moyens qui sont à notre disposition et sur la base du programme gouvernemental de 1953, tel que je l'ai développé à cette époque devant le Parlement, la démocratisation systématique du pays dans tous les secteurs du Parti, de l'Etat et de la vie politique et économique. Le gouvernement a en mains tous les moyens de réaliser son programme politique en s'appuyant sur le peuple hongrois sous la direction des communistes. Ecoutez

notre appel; cessez les combats et assurez le retour au calme et le rétablissement de l'ordre dans l'intérêt de l'avenir de notre peuple et de notre pays. Retournez à un travail créatif et paisible. »

Etait-ce là le discours d'un homme incapable d'appeler l'armée russe? Tout d'abord, la menace contenue implicitement dans sa déclaration et présentée comme une concession: « Si vous avez cessé de vous battre à 1 heure, vous ne serez soumis qu'à des poursuites relevant de la juridiction ordinaire (?). Sinon, ce sera un jugement sommaire. » Tout le monde savait ce que signifiait un jugement sommaire. Et déposer les armes »? Cela signifiait remettre aux autorités les armes qui venaient d'être durement gagnées.

Nagy espérait-il que les ouvriers qui se battaient contre les chars russes, l'A.V.O. et l'appareil bureaucratique pourri tout entier allaient subitement remettre leurs armes ce mercredi matin? Alors qu'à ce moment-là, au contraire, les travailleurs et les étudiants avaient toutes les raisons d'intensifier leur lutte. Et le « programme gouvernemental de juin 1953 »? Un tel programme avait été rendu superflu par les événements des derniers jours. Il aurait peut-être pu coller à la réalité en avril; mais le 24 octobre, il parassait tout simplement ridicule. Il est probablement vrai que Nagy était l'homme le plus humain et le plus libéral de la hiérarchie communiste hongroise, mais il était prisonnier de certaines idées qui se heurtaient à la volonté d'un peuple désireux d'un changement fondamental, tant sur le plan politique que sur le plan économique. En fait, comprendre ce que les gens voulaient réellement, ce pourquoi ils luttaient, voilà qui dépassait les possibilités d'un Nagy.

Si on admet la sincérite de Nagy, il faut reconnaître qu'il a fait preuve d'une incroyable naïveté en parlant, à ce stade, du « peuple hongrois sous la direction des communistes ». Une direction, voilà exactement ce que les ouvriers étaient en train de combattre; cette attitude en apparence négative en impliquait une autre, très positive celle-là: prendre et mener à bien *leurs* décisions. Le seul effet du premier discours que prononça Nagy en tant que premier ministre, ce fut de renforcer la détermination de continuer le combat chez la plupart des révolutionnaires. Comme nous le verrons plus loin, les gens avaient déjà commencé à construire leurs propres organisations révolutionnaires. Dès le premier matin de la lutte armée, un tract appelant à la grève générale avait été distribué dans la ville. Ce tract était signé par le Conseil Révolutionnaire des Ouvriers et des Etudiants.

Les chars russes avaient commencé à entrer dans la ville par différents points pendant la matinée du 24 octobre. Certaines unités furent immédiatement attaquées par les ouvriers et les étudiants. D'autres ne furent attaquées qu'après avoir occupé des positions stratégiques et ouvert le feu. En certains endroits, où aucun des deux combattants n'avait tiré, des étudiants qui connaissaint le russe pour l'avoir appris à l'école étaient en conversation avec les soldats. Ils leur expliquaient qu'ils étaient des Hongrois comme tous les autres — des ouvriers. Plusieurs des jeunes soldats russes semblaient plutôt embarrassés; peut-être se souvenaient-ils de certaines choses qu'ils avaient apprises à l'école. Et sans doute certains aspects du « marxisme-léninisme » ne s'accordaient-ils pas tout à fait avec ce que maintenant on demandait d'eux.

A présent, la bataille faisait rage dans tout Budapest: sur la place Baross, où se trouvait la gare de l'Est; près de la gare de marchandises de Ferencváros; autour du siège du parti du XIIIème arrondissement (94), et dans les rues proches de la statue du général Bem, qui avaient été le théâtre de la manifestation pacifique de la veille. Les tanks de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, les « tanks ouvriers » tiraient des « obus ouvriers » qui déchiquetaient les corps des ouvriers hongrois.

Deux des plus grandes batailles se déroulèrent sur la place Széna, à Buda, et à la caserne Kilián. Place Széna, plusieurs milliers de gens étaient dans l'expectative, ne sachant trop ce à quoi ils devaient se préparer ou ce qu'ils devaient faire. Il s'agissait, pour la plupart, d'ouvriers; mais il y avait aussi de nombreux étudiants, et parmi eux des jeunes femmes. C'était là le reflet de la composition sociale du mouvement révolutionnaire. Il y avait aussi des écoliers, et même des écolières. La plupart d'entre eux étaient armés.

Leur idée était principalement d'arrêter toutes les voitures pour voir qui les occupait. Ils avaient trouvé que cela pouvait se faire facilement en utilisant des centaines de tonneaux pour barricader le milieu des rues qui menaient à la place. Il y eut des échanges de coups de feu avec certaines voitures dont les occupants se mettaient à tirer dès qu'ils apercevaient les barricades de tonneaux et leurs défenseurs armés. Plusieurs personnes furent tuées ou blessées. Plus tard, les barricades furent consolidées quand des ouvriers amenèrent dans la rue des wagons de chemin de fer provenant d'un dépôt de marchandises

(94) Quartier ouvrier par excellence.

voisin. Certains de ces wagons étaient encore remplis de marchandises, mais à aucun moment celles-ci ne furent emportées — encore une preuve de la conscience que les gens avaient du caractère de leur révolution.

Bientôt, toutes les entrées de la place furent barricadées. On entendit alors le grondement puissant d'un moteur, et le premier char russe fit son apparition; il trouva un point faible dans la barricade et traversa directement le centre de la place, accueilli seulement par quelques coups de fusil. Les ouvriers se précipitèrent pour réparer la brêche. Puis vinrent deux autres chars et deux voitures blindées. Un feu nourri de mitrailleuses et de fusils éclata chez les révolutionnaires. Tandis que le premier char faisait demi-tour et battait en retraite, le second enfonça la barricade, traversa lentement la place en poussant un wagon devant lui et s'en fut en rugissant, sans se soucier des cocktails-molotov. Les voitures blindées furent par contre mises hors de combat; leur huit occupants furent tués.

Les révolutionnaires comprirent que les barricades n'étaient pas construites d'une manière efficace. Ils les renforcèrent à nouveau. Cette fois, les matériaux les plus résistants furent déposés au milieu de la rue, afin de forcer les chars à passer plus près des trottoirs ou même le long des façades, ce qui permettait de leur jeter plus facilement des cocktails-molotov depuis les fenêtres des maisons.

Un cocktail-molotov, c'est une bombe à essence de fabrication artisanale, qui peut se révéler une arme très efficace. Les Hongrois purent constater qu'ils étaient faciles à fabriquer et encore plus faciles à manier. On employait des bouteilles de bière ou des bouteilles de limonade dont le bouchon se vissait, on les remplissait d'essence et on serrait le bouchon à fond. Dans le cas de bouteilles sans pas de vis, il fallait absolument qu'elles soient bouchées hermétiquement. Ensuite, on attachait solidement un bout de chiffon (parfois trempé dans l'alcool à brûler), avec du fil de fer ou des élastiques solides, au col de la bouteille et on l'allumait au moment de jeter le cocktail-molotov. Quand la bouteille touchait un char, le verre se cassait et l'essence prenait feu, souvent avec d'excellents résultats. L'essentiel, c'était de jeter la bouteille sur la grille de refroidissement du moteur: même sans mèche, l'essence prenait feu au contact du métal surchauffé.

●

Au fur et à mesure que la bataille prenait de l'extension, les ouvriers et les étudiants de la place Széna amélioraient leurs méthodes de combat. Ils étaient parfaitement indisciplinés, au sens militaire du terme. Il n'y avait pas de salut militaire, ni de gradés pour gueuler les ordres. Dans leurs uniformes bariolés, avec leurs armes qui ressemblaient à des jouets en face de l'épais blindage et des gros canons des chars, ces hommes devaient sans aucun doute avoir un air touchant pour des mentalités militaires patentées. Mais avant la fin de la semaine, ces quelques milliers d'étudiants et d'ouvriers avaient mis quelque trente chars russes hors de combat. Ils furent la véritable avant-garde de la classe ouvrière dans ce combat qu'ils menèrent avec courage, initiative et même avec humour. Quand un char russe prenait feu, leurs hourras retentissaient entre les maisons qui bordaient la place. Quand un char battait en retraite, la place s'emplissait de rires et d'applaudissements.

Le même climat régnait dans les rues aux alentours de la caserne Kilián. Un groupe d'ouvriers avait pris possession d'une petite pièce de campagne qu'ils avaient installée devant le cinéma Corvin, sur le boulevard József. Ce cinéma, l'un des plus grands de Budapest. était situé en retrait par rapport aux autres maisons du boulevard. Quand la position se trouvait exposée à un feu trop nourri, la pièce était amenée à l'abri dans ce renfoncement. C'est un conducteur de tramway qui fut chargé de l'ajuster et de la servir. Avec les autres, il poussait parfois son artillerie jusqu'à la caserne, au croisement de l'avenue Ulloi et du boulevard. De là, ils pouvaient prendre l'avenue Ulloi en enfilade tant qu'ils n'étaient pas contraints à se retirer sur le cinéma. Pendant les accalmies, les servants s'asseyaient et fumaient une cigarette en causant boutique — c'est-à-dire de la révolution qui était *leur* affaire. « Une fois, la discussion était devenue tellement absorbante que deux chars russes étaient arrivés au boulevard et se rapprochaient dangereusement du cinéma. Tous se précipitèrent comme un seul homme pour ouvrir le feu sur les assaillants. Un peu en arrière venait un gars qui faisait une drôle de mine en essayant désespérément de rompre le cercle pour arriver, lui aussi, au canon; sous son bras, il y avait un journal chiffonné, et il tentait frénétiquement de remonter son pantalon. « Pris la main dans le sac, hein? » Cette boutade de circonstance fit éclater les rires pendant qu'ils mettaient l'arme en batterie. Les premiers coups furent presque tirés à bout portant et touchèrent le premier char, qui explosa. Le second fit immédiatement demi-tour et battit en retraite, mais, au carrefour, il fut pris sous un feu croisé; touché à mort, il s'arrêta et la fusillade cessa. Des milliers d'yeux le fixaient. Soudain, les Russes sorti-

rent, les mains en l'air et un groupe d'ouvriers les amena à la caserne Kiliá. » (95)

Cette caserne était sous le contrôle d'une unité de l'armée hongroise sous les ordres du colonel Pál Maléter, qui s'était mis au côté du peuple. Les hommes de Maléter étaient estimés par un grand nombre de travailleurs et d'étudiants. Une fois la caserne dans leurs mains, les civils avaient pu s'armer. Pendant toute la journée du jeudi, le feu nourri des canons russes arrosa la caserne et, dans la soirée, trois chars hongrois entrèrent en scène et occupèrent des positions stratégiques non loin de là. Ces chars entrèrent en action le matin suivant. Chaque jour, sans un seul moment d'accalmie, le combat faisait rage autour de la caserne et dans les rues avoisinantes. Pendant les nuits, la situation fut assez tranquille, car les chars russes se replièrent chaque fois.

Pendant près de trois jours, les combats continuèrent sans répit dans Budapest. Le vendredi, les Russes amenèrent quatre grosses batteries afin de réduire définitivement la caserne Kilián à la reddition. Pál Maléter et les soldats et civils qui occupaient celle-ci n'avaient en guise d'armes lourdes que leur foi en eux-mêmes et en ce qu'ils faisaient. Ils engagèrent le combat. Les ouvriers se battirent dans les rues, le conducteur de tramway et ses « gars » se battirent au cinéma Corvin, avec leur unique petite batterie. Avec détermination et courage, et avec une sorte de sixième sens pour faire ce que l'on attendait le moins de leur part, non seulement ils empêchèrent les servants des pièces russes d'avancer, mais, qui plus est, ils réussirent dans un premier temps à leur faire réduire le feu de manière appréciable; puis, en deux heures, les quatre batteries furent réduites au silence.

Pendant la bataille, Radio-Budapest faisait alterner des appels à la soumission adressés aux partisans engagés dans l'une ou l'autre grande bataille, et des informations selon lesquelles l'un ou l'autre groupe d'insurgés avait capitulé ou était sur le point de le faire. On n'écoutait plus cette station de radio que pour la rigolade.

---

(95) Interview par l'auteur de Mátyás Bajor et de cinq autres jeunes partisans à Londres, en janvier 1957.

6) LES MASSACRES

« Le Paris ouvrier avec sa Commune sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer. » K. Marx - La guerre civile en France - *1871.*

Lors d'un meeting d'étudiants et d'ouvriers qui se tint à Magyaróvár (96) le vendredi 24 octobre, on décide d'envoyer une délégation le matin suivant au quartier général de l'A.V.O. pour demander d'ôter l'étoile soviétique de la façade du bâtiment. Le 25, peu après 10 heures du matin, une grande foule d'étudiants et d'ouvriers, qui comprenait beaucoup de femmes et d'enfants, se rassembla dans le parc de la ville. Quelque deux mille personnes se mirent alors en marche vers le siège de l'A.V.O. Elles n'avaient pas d'armes. La manifestation avait été annoncée publiquement et les hommes de l'A.V.O. avaient, pendant la nuit, creusé deux tranchées devant leur quartier général. Dans chaque tranchée, il y avait deux mitrailleuses servies par des officiers de l'A.V.O. La foule s'arrêta. Quatre ouvriers parcoururent la centaine de mètres qui les séparaient de la tranchée et s'adressèrent à ces officiers: « Nous vous prions de ne pas tirer. Nous sommes des manifestants pacifiques. » « Très bien, dit l'un des officiers, approchez! » La foule s'avança. Alors, les quatre mitrailleuses ouvrirent le feu. De nombreux manifestants s'écroulèrent. Au début, ceux qui se trouvaient à l'arrière du cortège n'arrivaient pas à croire qu'on leur tirait dessus. Puis, à partir des premiers rangs, d'où on pouvait voir les corps ensanglantés (97), les manifestants se jetèrent au sol. Des toîts du bâtiment, les A.V.O. se mirent alors à jeter des grenades dans la foule. 101 personnes furent tuées et plus de 150 grièvement blessées. Parmi elles, il y avait des femmes et des enfants.

---

(96) Petite ville située près de la frontière tchèque et autrichienne et qui forme agglomération avec la ville de Moson.

(97) Tous ceux qui étaient présents relatent qu'on utilisa des balles dum-dum.

Quand ces nouvelles dramatiques parvinrent à la ville de Gyor, un peu plus tard, un important contingent de rebelles monta dans des camions et partit pour Magyaróvár. Ils y arrivèrent dans l'après-midi et se joignirent aux bataillons — maintenant armés — de travailleurs et d'étudiants de Magyaróvár et de Moson. La caserne de l'A.V.O. fut encerclée. Le peuple voulait les servants des mitrailleuses, et il les eut: certains furent tout simplement battus à mort, d'autres furent pendus par les pieds, battus à mort et leurs corps mis en pièces. Pendant ces lynchages, un silence de mort planait sur la foule.

A Budapest, une foule désarmée était partie lentement de l'avenue Rákóczi en direction du Parlement. Elle arborait des drapeaux dont l'emblème communiste avait été arraché. Il y avait aussi des drapeaux noirs en mémoire de ceux qui avaient été tués. D'après Charles Coutts (98), la manifestation rencontra un char russe: « Le tank s'arrêta. Un soldat montra la tête et les gens qui étaient en avant de la marche expliquèrent qu'ils n'était par armés et qu'ils manifestaient pacifiquement. Le soldat leur dit de grimper sur le char, ce qui firent quelques-uns des manifestants, et le char se mit à rouler au milieu de la manifestation. J'ai conservé un photo de cet événement. »

« En arrivant sur la place du Parlement, ils rencontrèrent un autre tank soviétique, envoyé pour tirer sur eux. Il se joignit également à la manifestation. Sur la place, il y avait trois autres chars russes, ainsi que deux voitures blindées. La foule marcha directement sur eux et se mit à parler aux soldats. Au moment même où le commandant russe disait: « J'ai une femme et des enfants qui m'attendent en Union Soviétique, je n'ai pas du tout envie de rester en Hongrie », on tira trois rafales d'armes automatiques du haut des toîts. Certains des manifestants coururent s'abriter contre les façades, tandis que d'autres, sur le conseil des Russes, se mirent à l'abri derrière les tanks. Une trentaine de personnes, dont un officier soviétique, restèrent étendues sur la place, mortes ou blessées. » (99)

Qui avait tiré du haut des toîts? Coutts pense que c'étaient des hommes de l'A.V.O. Qui d'autre, d'ailleurs, aurait pu agir de la sorte? Leur dessein était évident: il fallait pousser les Russes qui commençaient à fraterniser, il fallait les pousser à durcir leur attitude. La solidarité des insurgés hongrois à l'égard des soldats russes qui avaient

(98) Communiste anglais qui avait vécu trois ans à Budapest; éditeur de *World Youth.*

(99) Peter Fryer, op. cit., p. 46.

refusé de leur tirer dessus apparut plus tard dans une résolution du Conseil Révolutionnaire de Budapest qui demandait «que leur fût accordé le droit d'asile en Hongrie.» (100)

7) LES CONSEILS OUVRIERS

> *« La question qu'ils (les mineurs) se posaient n'était pas de savoir s'ils auraient un président, mais de s'organiser pour protéger les cables après qu'ils se furent emparés des puits de mine, afin que la production ne s'arrête pas. Puis il y eut une question du pain qui leur manquait et ils s'entendirent aussi pour en trouver. Voilà le vrai programme de la Révolution, un programme qui n'est pas tiré des bouquins. Voilà la vraie conquête du pouvoir sur place.» Lénine* - La septième conférence de Russie du P.O.S.D. *(Conférence d'avril 1917).*

Au plus fort de la bataille du jeudi 25, Nagy vint à nouveau au micro de Radio-Budapest:

« En tant que président du Conseil des ministres, j'annonce que le gouvernement hongrois entame des négociations sur les relations entre la République Populaire de Hongrie et l'Union Soviétique, concernant, entre autres, le retrait des forces soviétiques stationnées en Hongrie... Je suis persuadé que les relations russo-hongroises, établies sur de telles bases, constitueront un fondement solide pour une amitié vraie et sincère entre nos peuples.» Entretemps, la lutte continuait dans les rues de Budapest, plus acharnée que jamais. Parallèlement, on assistait à l'extension de la grève générale.

---

(100) Le copain hongrois nous a donné des détails plus complets et même plus significatifs sur ce qui s'est passé. Il dit que c'est *certain* que l'A.V.O. avait tiré car tous les toîts des immeubles avoisinants étaient truffés de nids de mitrailleuses. De plus le commandant du char russe dont Anderson parle *a fait ouvrir le feu sur les hommes de l'A.V.O. perchés sur les toits!* Après quoi il est passé du côté de la révolution.

La grève commença le matin du mercredi 24. Elle se propagea rapidement dans les usines de la banlieue industrielle de Budapest, à Csepel, aux usines Ganz, Láncz, Etoile Rouge; elle s'étendit ensuite aux autres centres industriels du pays: Miskols, Gyor, Szolnok, Pécs, Debrecen. A Budapest, la quasi-totalité de la population s'était insurgée. Dans les régions industrielles, par contre, la révolution était presque exclusivement le fait des ouvriers. Partout, les travailleurs formaient des conseils: dans les usines, les aciéries, les centrales électriques, les mines, les dépôts de chemin de fer; partout, ils discutaient à fond leurs programmes et leurs revendications, partout ils prenaient les armes et, en bien des endroits, ils s'en servaient. Hubert Ripka explique qu'au milieu du combat, les travailleurs établissaient « un programme radical de changement politique et social. Cela se fit spontanément; il n'y avait ni directives gouvernementales, ni direction centrale d'aucune sorte... Les Conseils Ouvriers prirent en main la gestion des entreprises... En Hongrie, ils furent engendrés par un mouvement populaire spontané et devinrent très vite les organes vivants de la démocratie naissante et les instruments efficaces de la révolution armée. » (101)

Les bulletins d'informations de Radio-Budapest appelaient la grève et la formation de Conseils Ouvriers des « désordres industriels », et signalaient constamment des « manifestations publiques » dans les villes et les centres des diverses régions industrielles. Fréquemment, Radio-Budapest annonçait également que, dans telle ou telle ville, le « calme » était revenu et que les ouvriers auraient, par conséquent, à « reprendre normalement le travail » le lendemain matin. Mais en province, les travailleurs s'étaient emparés de plusieurs stations de radio, et celles-ci diffusaient maintenant des informations d'un tout autre genre.

Il y avait à présent des centaines de Conseils Ouvriers de par le pays. Le nombre des membres de ces Conseils variait considérablement, de même d'ailleurs que leurs programmes. Cependant, dans tous ces programmes, on retrouvait certaines exigences communes: abolition de l'A.V.O., retrait total des forces russes, liberté civile et politique, gestion ouvrière des usines et des industries, création de syndicats indépendants, liberté absolue pour tous les partis politiques, et amnistie générale pour tous les insurgés.

---

(101) Op. cit., p. 166. Ripka fut ministre dans le gouvernement tchécoslovaque qui fut constitué après la guerre sous la présidence de Benes. Il s'exila à la suite du putsch communiste de 1948 et mourut en 1958. Ce n'était certes pas un révolutionnaire, mais il n'était pas pour autant fasciste; disons que c'était l'un des sociaux-démocrates tchéques les plus à gauche.

Les divers programmes demandaient aussi l'augmentation des salaires et des pensions, mais dans aucun cas ces points n'étaient mentionnés en tête de liste. De nombreux programmes demandaient une « démocratie parlementaire ». D'aucuns exprimaient leur confiance en Nagy.

Que les « gauchistes » se souviennent, avant de pousser les hauts cris dans un sursaut d'horreur puritaine, du fait que, par rapport aux conditions sociales, politiques et économiques qui dominaient en Hongrie pendant la période qui précéda 1956, même un programme libéral aurait paru révolutionnaire. Dans de telles conditions, les slogans démocratiques ont toujours un effet explosif. Pour les Hongrois, ces revendications marquaient un éneorme progrès parce qu'elles avaient pour conséquence la destruction de l'appareil de l'Etat totalitaire. Elles n'avaient jamais été réalisées sous le régime de Horthy. Les Hongrois tournaient le dos tant à la dictature feudo-capitaliste qu'aux staliniens. Les ouvriers n'étaient pas aveuglés par l'idéologie bourgeoise: tout en soutenant de vastes revendications démocratiques, ils *combattaient* pour leurs propres objectifs. Les travailleurs ne voulaient plus de ces élections où le Parti Communiste imposait une liste unique de candidats et dont le résultat était fixé à l'avance. Ils voulaient choisir leurs représentants eux-mêmes, ils voulaient l'abolition du système monopartite, après avoir constaté que ce système aboutissait à l'écrasement de toutes les opinions et de tous les groupements qui ne se conformaient pas aux idées prêchées par ceux qui contrôlaient l'Etat. Ils voulaient être libres de s'organiser eux-mêmes, car une telle liberté leur aurait indubitablement permis de faire consciemment leur choix entre un certain nombre de partis ou de groupes révolutionnaires et de rejeter les partis bourgeois ou bureaucratiques qui auraient pu menacer leur liberté. Leurs réactions étaient foncièrement saines. Même leur revendication de liberté de la presse visait à la destruction de publications qui se trouvaient sous la dépendance de l'Etat.

Une révolution n'est jamais « pure »; à chaque fois, plusieurs tendances se font jour. La grande révolution de 1917 n'était pas pure: des fractions de la petite-bourgeoisie y combattaient côte à côte avec les ouvriers et les paysans pauvres; il y avait même des éléments qui étaient indignés par l'incapacité du tsar à mener victorieusement la guerre contre l'Allemagne. Quand la révolution éclatera dans les soi-disant démocraties populaires ou en U.R.S.S., les forces en présence seront particulièrement malaisées à évaluer. Le totalitarisme provoque des sentiments de révolte de la part de tous les hommes. Un jour ou l'autre, la majorité de la population se rebellera contre ce totalitarisme, guidée au début par un

objectif commun: la liberté. Après ce premier stade, certains voudront sans aucun doute ressusciter la religion de leurs ancêtres, les anciennes coutumes nationales, les petits profits qu'ils faisaient auparavant, tandis que d'autres hommes voudront des changements sociaux radicaux et chercheront à mettre sur pied la société que leurs dirigeants n'avaient défendue qu'en paroles (tout en annihilant toute tentative de la réaliser). Les petits commerçants remercieront Dieu de leur avoir donné des taxes plus légères; peut-être essayeront-ils même d'augmenter leurs prix. Mais pendant ce temps, les travailleurs formeront leurs conseils et prendront possession des usines.

Le niveau de conscience politique atteint par les travailleurs hongrois était vraiment étonnant. Pendant douze années, tous les moyens de propagande avaient été utilisés pour leur bourrer le crâne de mythes et de dogmes sur l'infaillibilité du parti et sur son droit à diriger « au nom de la classe ouvrière ». Mais les travailleurs savaient que leur classe était demeurée asservie et qu'ils étaient restés les simples exécutants des décisions qui convenaient aux intérêts propres d'une hiérarchie dirigeante et bureaucratique. Les discours les plus « révolutionnaires » ne pouvaient remplacer la réalité de leur vie quotidienne, tant dans le domaine de la production que dans la société en général. La réalité, bien que voilée par une propagande incessante, avait maintenu leur instinct de classe en éveil.

Le jeudi 25 octobre, les Conseils avaient déjà commencé à établir des liens entre eux. Dans les villes, les Conseils Centraux (généralement connus sous le nom de Conseils Révolutionnaires) étaient composés de délégués de tous les conseils de la région. Certains de ces Conseils Révolutionnaires comptaient des représentants des employés, des paysans des campagnes environnantes et de l'armée. Les paysans fournissaient volontiers des vivres aux rebelles et même, dans certaines régions agricoles, malgré leur traditionnalisme prétendument intrinsèque, ils formèrent leurs propres conseils, comme, par exemple, dans le cas de la grande ferme d'Etat de Bábolna (102).

Jeudi après-midi (103), tandis que Kádár et Nagy promettaient de

---

(102) On trouvera une description du Conseil Paysan de Bábolna chez Peter Fryer, op. cit., pp. 60-62.

(103) Jour ou le gouvernement Nagy faisait monter à Budapest des troupes hongroises pour « canaliser la situation ». Un des régiments, pris pour des renforts russes, essuya le feu des révolutionnaires. Le lendemain, l'unité tout entière passait du côté de la révolution après avoir chassé les officiers hostiles.

négocier le retrait des Russes, il était devenu évident que rien ne pourrait arrêter le développement des Conseils Ouvriers et de la grève générale. A la fin de la journée, les Conseils détenaient, en dehors de l'Armée Rouge (104), le seul pouvoir réel dans le pays. Et, pendant ce temps, Radio-Budapest déclarait d'un ton paternaliste: « Le gouvernement sait que les rebelles sont parfaitement sincères. »

Ce jeudi 25 octobre marqua une sorte de tournant. Il sembla que le gouvernement était en train de céder. Le premier ministre Nagy paraissait maintenant se rendre compte de la force qu'avait prise le mouvement dans le pays tout entier. La veille au matin, il s'était adressé aux seuls « citoyens de Budapest », alors qu'au même moment des Conseils Révolutionnaire avaient déjà été constitués dans toutes les grandes villes du pays. Le Conseil Révolutionnaire de Miskolc, par exemple, avait été élu tout au début de la journée de mercredi, par tous les ouvriers des usines de la région. Ce Conseil organisa immédiatement une grève générale dans tous les secteurs, à l'exception des services publics (transports, électricité et hôpitaux). Une délégation fut envoyée à Budapest pour coordonner les activités avec les conseils de la capitale et pour faire connaître le programme du Conseil de Miskolc. Les propositions de ce dernier ne différaient guère de celles dont on a fait mention ci-dessus; elles furent portées à la connaissance de tous les Hongrois le jeudi 25, lorsque les révolutionnaires s'emparèrent de Radio-Miskolc.

Le Conseil de Miskolc n'était pas opposé à Nagy, mais au contraire: il proposa qu'il soit le premier ministre d'un nouveau gouvernement. Mais cela ne l'empêcha pas de faire exactement le contraire de ce que voulait Nagy; quand celui-ci supplia les rebelles de déposer leurs armes et de reprendre le travail, le Conseil de Miskolc créa des milices ouvrières, poursuivit la grève en l'élargissant et s'érigea en gouvernement local indépendant du pouvoir central. En fait, il n'était prêt à soutenir Nagy que dans le cas où celui-ci aurait mis en application un programme révolutionnaire. Ainsi, quand Nagy introduisit des représentants du Parti des Petits Propriétaires (Zoltán Tildy et Béla Kovács) dans le gouvernement, le Conseil réagit violemment. Dans un communiqué spécial diffusé le samedi 27 à 21 heures 30, il déclara qu'il avait « pris le pouvoir

(104) Les bureaucrates de l'O.N.U. eux-mêmes admirent ce fait. Le rapport d'un comité extraordinaire des Nations-Unies sur la Hongrie affirme: « Les Conseils Ouvriers ont émergé de la révolution comme les seules organisations qui recevaient le soutien de la majorité écrasante du peuple et qui étaient à même de réclamer du gouvernement qu'il négocie avec eux, et cela parce qu'ils constituaient une force capable de faire reprendre le travail. »

dans tout le comitat de Borsod (105). Il condamne sévèrement tous ceux qui qualifient notre combat de combat contre la volonté et le pouvoir du peuple. Nous avons confiance en Imre Nagy, mais nous ne sommes pas d'accord avec la composition de son gouvernement. Tous ces politiciens qui se sont vendus aux Soviets ne doivent pas avoir leur place dans le gouvernement... » (106)

« Cette dernière déclaration met bien en relief aussi l'activité du Conseil qui, nous venons de le dire, se comporte comme un gouvernement autonome. Le jour même où il prend le pouvoir dans tout le département de Borsod, il dissout les organismes qui sont la trace du régime précédent, c'est-à-dire toutes les organisations du parti communiste (cette mesure est annoncée le dimanche matin par sa radio). Il annonce aussi que les paysans du département ont chassé les responsables des kolkhozes et procedé a une redistribution de la terre (...) A Gyor, à Pécs, dans la plupart des autres grandes villes, il semble que la situation ait été la même qu'à Miskolc. C'était le Conseil Ouvrier qui dirigeait tout; il armait les combattants, organisait le ravitaillement, présentait des revendications politiques et économiques. » (107)

On peut se faire une idée de ce qu'étaient réellement les Conseils Révolutionnaires en jetant un coup d'œil sur celui de Gior. Son quartier général était établi à l'Hôtel de Ville. A toutes les heures du jour, pour ainsi dire, la place où se dresse celui-ci était remplie de groupes de gens intensément engagés dans des discussions souvent animées. Il y aura toujours, dans toute révolution menée par la base, énormément de débats, de discussions, de vacarme, de bousculades, de polémiques, d'excitation et d'agitation.

Les délégations qui quittaient l'Hôtel de Ville pour se rendre auprès d'autres conseils croisaient les députations mandatées par les différents groupes et comités locaux. Le vacarme et le remue-ménage qui régnaient à l'intérieur du bâtiment rappelaient le chaos qui se produit dans une fourmilière que l'on a dérangée. Les fusils se prenaient dans les drapeaux. Des gens armés se frayaient un chemin dans les couloirs encombrés, portant des documents dans les salles pleines de monde. En marchant le long des couloirs, on pouvait se rendre compte d'après les bruits

(105) Nord-Est de la Hongrie, aux confins de la Tchécoslovaquie. Mines de charbon et aciéries, parmi les plus importantes du pays. Centrale électrique importante, fonderies. Centre de l'industrie chimique hongroise.

(106) *Socialisme ou Barbarie*, supplément au n° 20, op. cit., p. 26.

(107) Ibid.

divers qui émanaient des salles — la voie calme d'un homme, la sonnerie perçante d'un téléphone, les intonations excitées d'une fille, le vacarme, les rires, les huées, les jurons, les applaudissements — qu'il s'agissait d'un véritable mouvement populaire.

De nombreuses délégations réclamaient des camions pour une attaque massive sur Budapest, afin de desserrer l'étreinte de l'Armée Rouge sur les « combattants de la liberté ». Certains membres du Conseil estimèrent que cela aurait compromis le succès de la révolution: il fallait utiliser tous les camions disponibles pour le transport des vivres destinés aux habitants de Budapest. La majorité était d'accord avec le Conseil, s'il faut en juger par le nombre de gens qui se présentèrent pour participer à cette opération. Pendant ce temps, sur la place, un homme s'adressait à la foule et demandait la révocation des « hommes de compromis ». Le porte-parole d'une délégation qui réclamait une « marche sur Budapest » dénonça ceux qui, au sein du Conseil, voulaient « nous rendre pacifiques au lieu de nous mobiliser ». Pourtant, de ce chaos apparent, sortit un programme de revendications qui avait le soutien de la grande majorité des révolutionnaires.

Depuis le premier jour de la révolution, c'était un véritable mouvement prolétarien qui s'était manifesté par la formation spontanée de Conseils dans toute la Hongrie. Ces Conseils, partiellement isolés par l'Armée Rouge, cherchèrent immédiatement à se fédérer et, à la fin de la première semaine, ils avaient pratiquement mis sur pied une république des Conseils. *Seule* leur autorité signifiait quelque chose. Le gouvernement n'avait aucune autorité, en dépit du fait que Nagy se trouvait à sa tête.

Est-il encore quelqu'un qui se demande pourquoi le Kremlin et ses pantins ont fait usage des méthodes les plus immondes pour ternir et discréditer cette révolution? Ils l'ont qualifiée de « contre-révolution », d'« insurrection fasciste » (107 b). Faut-il encore se demander pourquoi la presse et les « leaders » occidentaux ont multiplié les efforts pour dénaturer le sens de cette révolution, en la présentant comme un simple soulèvement « national »? Il y avait certes des aspects nationalistes, mais ils ont été extrapolés du contexte et on leur a donné un relief et une

(107 b) « La contre-révolution en Hongrie est devenue soulèvement dans la soirée de mardi. » (*Daily Worker* du 25 octobre 1956). Dans la même édition de ce journal, on trouve un article intitulé: « Cet enfer qu'était le régime Horty », ce qui sous - entendait que la révolte était une révolte fasciste.

importance qu'ils n'avaient absolument pas. (107 c - 107 d)

●

A part les ouvriers, la force sociale réelle, en province, était le prolétariat agricole — la paysannerie. Les revendications des paysans pendant cette période ont sans doute été confuses, mais en tous cas leur lutte pour le partage de la terre avait un caractère révolutionnaire. Pour eux, le fait de se débarrasser des directeurs des kolkhozes (les fermes collectives) avait la même signification que celui de se débarrasser des gros propriétaires fonciers. Sous le régime de Horthy, les ouvriers agricoles représentanient plus de 40% de la population. Après la guerre, ils avaient pu apprécier les bienfaits de la réforme agraire, mais ils s'étaient vus presque immédiatement privés de leurs nouveaux droits et forcés d'aller travailler dans les fermes collectives. La haine envers les bureaucrates qui dirigeaient les coopératives et s'enrichissaient sur leur dos vint remplacer, presque sans transition, celle qu'ils éprouvaient auparavant pour leurs exploiteurs traditionnels, les aristocrates terriens.

Après le 23 octobre, une redistribution de la terre fut opérée dans certaines régions. Dans d'autres parties du pays, les coopératives continuèrent à fonctionner comme auparavant; cependant, elles étaient maintenant sous la direction des paysans eux-mêmes, ce qui laisse entendre que certaines couches paysannes, malgré l'exploitation qu'elles avaient subie sous le régime de Rákosi, se rendaient compte des avantages du travail collectif. Si de nombreux paysans étaient prêts à faire confiance à des représentants d'organisations telles que le Parti des Petits Propriétaires (qui reflétait et exprimait leurs traditions familiales et religieuses),

---

(107 c) Dans son livre *A Handful of Ashes* (Une poignée de cendres), Noel Barber, journaliste au *Daily Mail,* cite ce qu'il appelle: « Les revendications de l'Union des Ecrivains » (pp. 89-90). Sa citation a assez peu à voir avec le texte original. Ainsi, il ne fait absolument pas mention de la gestion ouvrière ou du contrôle ouvrier.

(107 d) Une autre preuve éclatante de cette attitude de la bourgeoisie occidentale est fournie par le disque 33 t./25 cm. sorti par Europe n° 1 « au bénéfice des sinistrés hongrois ». Sur les deux faces du disque, consacré à la relation des événements du 24 octobre au 8 novembre, les reporters Gilbert Lauzen et André Teillet réussissent l'incroyable performance de ne pas faire une seule fois allusion aux Conseils Ouvriers, ni même à aucun autre Conseil. Par contre, ce qui ne manque pas, ce sont les interviews de Hongrois (dont celle du Cardinal Mindzenty) qui mettent l'accent sur le nationalisme, le patriotisme, etc...

ils faisaient néanmoins toujours partie d'une classe exploitée. Ils montrèrent en fait qu'ils étaient prêts à se joindre à la classe ouvrière dans sa lutte pour des objectifs socialistes (108).

Dans ce contexte, il faudrait mentionner le programme du Comité Exécutif Municipal de Magyaróvár (un organe manifestement dirigé par des éléments paysans). Ce programme demandait des élections libres sous l'égide des Nations-Unies, le rétablissement immédiat des organisations professionnelles de la paysannerie et le libre exercice des professions de petit artisan et de petit commerçant. Ces points étaient suivis de toute une série de revendications démocratiques bourgeoises. Mais, en même temps, ce programme réclamait « la suppression de toute différence de classes » (point 13). Cette contradiction prouve clairement que coexistent toujours au sein de la paysannerie les éléments conservateurs et les éléments révolutionnaires. Une quarantaine d'années auparavant, cela s'était déjà vérifié au cours de la révolution russe.

Certes, l'idée des fermes collectives peut être profondément socialiste, mais la propriété collective n'a un contenu socialiste que si l'association des paysans s'est opérée d'une manière tout à fait libre. Si les travailleurs agricoles sont contraints de rentrer dans les collectivités, comme c'était le cas avant le 23 octobre, s'ils n'organisent pas d'eux-mêmes leur travail en commun, s'ils doivent au contraire exécuter les ordres de fonctionnaires qui ne travaillent pas, si leur niveau de vie ne s'améliore pas, si les différences entre leur revenu et celui des bureaucrates sont élevées et augmentent sans cesse, alors ces collectivités n'ont rien à voir avec le socialisme. En fait, l'histoire a montré qu'elles peuvent être les instruments d'une forme d'exploitation « rationalisée » et intensifiée.

(108) Les agriculteurs travaillant pour un *salaire* dans les fermes d'Etat (sovkhoz) peuvent être considérés comme des ouvriers agricoles puisqu'ils ne possèdent *pas du tout* d'équipement de production (outils, cheptel etc...).

8) LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

> *« Les révolutions prolétariennes... interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer de nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts... » K. Marx* - Le 18 brumaire de Louis Bonaparte. *1852.*

Le vendredi 26 octobre, le Conseil National des Syndicats Libres, récemment constitué, publia sa fameuse résolution. Ce Conseil était une fédération des syndicats qui venaient d'être dissous et de se reformer.

La résolution, signée par le président du Conseil, comprenait une liste de revendications d'une grande portée; elle rassemblait et mettait au clair les revendications avancées par les différents Conseils Ouvriers de tout le pays.

« *Sur le plan politique,* les syndicats demandent:

1° Que la lutte cesse, qu'une amnistie soit annoncée et que des négociations soient entreprises avec les délégués de la jeunesse;

2° Qu'un large gouvernement soit constitué, avec M. Imre Nagy comme président, et comprenant des représentants des syndicats et de la jeunesse. Que la situation économique du pays soit exposée en toute franchise;

3° Qu'une aide soit accordée aux personnes blessées dans les luttes tragiques qui viennent de se dérouler et aux familles des victimes;

4° Que la police et l'armée soient renforcées pour maintenir l'ordre par une garde nationale composée d'ouvriers et de jeunes;

5° Qu'une organisation de la jeunesse ouvrière soit constituée avec l'appui des syndicats;

6° Que le nouveau gouvernement engage immédiatement des négociations en vue du retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois.

Sur le plan économique:

1° Constitution de conseils d'ouvriers dans toutes les usines;

2° Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de planification et de la direction de l'économie exercée par l'Etat. Rajustement des salaires, augmentation immédiate de 15% des salaires de moins de 1.500 forints. Etablissement d'un plafond de 3.500 forints pour les traitements mensuels. Suppression des normes de production, sauf dans les usines où les conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien. Suppression de l'impôt de 4% payé par les célibataires et les familles sans enfants. Majoration des retraites les plus faibles. Augmentation du taux des allocations familiales. Accélération de la construction de logements par l'Etat;

3° Les syndicats demandent en outre que soit tenue la promesse faite par M. Imre Nagy d'engager des négociations avec les gouvernements de l'U.R.S.S. et des autres pays en vue d'établir des relations économiques donnant aux parties des avantages réciproques sur la base du principe de l'égalité. » (109)

La résolution s'achevait en demandant que les syndicats hongrois fonctionnent comme avant 1948 et prennent à l'avenir le nom de « Syndicats Libres de Hongrie ».

Le *Daily Worker* du samedi 27 octobre 1956 ignora d'une manière significative les revendications politiques, mais il publia une version plus ou moins correcte des trois points sur l'économie. La seule partie économique du programme doit avoir fait sursauter les lecteurs du *Daily Worker,* à qui l'on disait en même temps que la révolution était « inspirée du fascisme ». Le journal du Parti Communiste britannique suivait vraisemblablement la ligne de la *Pravda* (110). Le porte-parole du Kremlin se faisait l'écho des paroles de Chepilov, ministre russe des Affaires Etrangères, lorsqu'il rapportait que « les événements de Hongrie ont amplement démontré qu'un mouvement contre-révolutionnaire et réactionnaire clandestin, bien armé et dressé en vue d'actions dures contre le régime populaire, y a été organisé avec des appuis extérieurs... (mais) il est clair que la Hongrie Populaire a connu et connaît encore de nombreuses difficultés et des problèmes qui n'ont pas été résolus. Il y a eu des erreurs graves dans le domaine économique... » (111)

---

(109) D'après *Socialisme ou Barbarie,* supplément au n° 20, op. cit., p. 28.

(110) Les dépêches du correspondant particulier du *Daily Worker* à Budapest furent tronquées sans merci par l'éditeur: puis celui-ci n'en fit plus aucun cas.

(111) *Daily Worker* du 29 octobre 1956.

Pologne en vertu du Pacte de Varsovie: « Du point de vue de la législation internationale et de la violation des traités, je ne pense pas que l'on puisse prétendre qu'il s'agit là de la violation d'un traité. » (116)

Le samedi 3 novembre, à 14 heures 18, Radio-Budapest annonça: « La délégation soviétique a promis que les trains transportant des troupes ne passeront plus la frontière hongroise. » Cette promesse pouvait tout aussi bien être respectée: les unités de l'Armée Rouge avaient déjà occupé les champs d'aviation (117), les carrefours principaux et les gares dans presque tout le pays, à l'exception des grandes villes.

Plus tard dans l'après-midi, quatre des ministres de Nagy — Kádár, Apró, Marosán et Münnich — disparurent. Ils se trouvaient en fait à l'ambassade de Russie, où ils avaient été invités pour une réunion avec Mikoyan, qui venait d'arriver de Moscou par avion. Plusieurs membres du dernier cabinet de Nagy étaient persuadés que les Russes n'attaqueraient pas. On rapporte que même Pál Maléter, le chef de la délégation qui négociait toujours au quartier général de l'Armée Rouge, « faisait confiance à leurs paroles et à leur sincérité ». Le même jour, deux ministres, Zoltán Tildy, ministre d'Etat et Géza Losonczy tinrent une conférence de presse dans la salle des Gobelins du Parlement. Interrogé sur l'imminence d'une nouvelle attaque russe, Tildy répondit: « Une telle tragédie est humainement impossible... elle n'aura jamais lieu. »

Les ouvriers ne partageaient pas son optimisme. La grève générale était maintenant totale. Les ouvriers contrôlaient vraiment la situation. Si Nagy était un tant soi peu différent des autres, c'était maintenant qu'il devait le montrer. Un appel de sa part invitant les travailleurs à se tenir en éveil aurait galvanisé les révolutionnaires; au lieu de cela, Nagy fit appel... aux Nations-Unies.

Peu avant minuit, le colonel Pál Maléter et le général Kovács furent arrêtés par les officiers de l'Armée Rouge, alors qu'ils participaient encore officiellement aux « négociations ». Ils furent emprisonnés dans une villa de l'avenue Gorky. Les jeux étaient faits.

---

(116) *New York Times* du 23 octobre 1956.

(117) Dès le premier jour de la révolution, bloquant ainsi tous les avions hongrois au sol.

Mais pourquoi le *Daily Worker* a-t-il gardé le silence sur les revendications politiques du Conseil National des Syndicats Libres? Sans aucun doute parce que le programme dans son ensemble montrait indiscutablement, une fois de plus, quelles étaient réellement les forces qui se trouvaient derrière la révolution.

Les ouvriers hongrois considéraient encore le problème en termes d'« hommes de bonne volonté » auxquels ils auraient pu faire confiance; malgré cela, ils étaient suffisamment avertis des imperfections de ce point de vue pour demander que des représentants directs des travailleurs et des jeunes participent au gouvernement, et que le gouvernement soit soutenu par les jeunes et les travailleurs armés en permanence. Indubitablement, ce sont les jeunes qui étaient à l'avant-garde de la révolution.

D'ailleurs, les syndicats hongrois n'étaient pas disposés à laisser au gouvernement le soin de tout décider à leur place. En demandant que soient reconnues leurs organisations autonomes (libres, élues démocratiquement et réellement représentatives de la classe ouvrière), les travailleurs désiraient consolider et élargir le pouvoir qu'ils détenaient déjà. D'où leur demande de « constitution de conseils d'ouvriers dans toutes les usines ». Il est possible qu'ils n'étaient pas conscients de ce qu'impliquaient leurs revendications, ni du pouvoir potentiel qu'ils avaient de les faire exécuter. Néanmoins, la tendance était nette: dans leur vie quotidienne, dans leur travail, ils ne voulaient pas demeurer de simples exécutants. Ils voulaient agir en leur propre nom.

On trouve la preuve de ceci dans l'examen du second point des revendications économiques, qui demande l'instauration d'une direction ouvrière et une transformation radicale du système de planification central et de la direction de l'économie exercée par l'Etat. La demande est peut-être formulée de manière imprécise, mais nous pouvons comprendre sa logique interne. Les travailleurs rejetaient l'idée que la production soit programmée en dehors d'eux; ils niaient le « droit » de la bureaucratie d'Etat de donner les instructions d'en haut. Il les intéressait profondément de savoir *ce qui*'il fallait décider au niveau national, et *par qui* ce serait décidé; *dans quelles* industries ou dans quels secteurs industriels il fallait faire l'effort le plus considérable, et *pourquoi; quel* devait être le volume de la production dans chaque secteur et *comment* la production devait être organisée. Ils voulaient savoir dans quelle mesure tout cela affecterait leur niveau de vie, la durée de leur semaine de travail et le rythme de travail qui s'ensuivrait.

La logique interne de cette revendication est renforcée par celles qui suivent. Il ne plane aucun doute sur ce qui se passait réellement

dans la tête des travailleurs. Le désir d'abolir les normes de production (sauf dans les usines où les Conseils en demanderaient le maintien) est formulé avec précision. Cette revendication met l'accent sur un point de logique élémentaire: puisque les ouvriers sont les producteurs, il faut qu'ils soient libres d'organiser leur travail comme ils l'entendent. En fait, les travailleurs voulaient se débarrasser de tout l'appareil hiérarchisé de la bureaucratie, depuis ceux qui se trouvent au sommet et prennent les décisions-clés concernant le niveau de la production jusqu'aux contremaîtres et autres surveillants qui, le chronomètre à la main, pressent les travailleurs pour qu'ils transforment les plans en produits finis, en passant par les « spécialistes de bureau » qui essaient d'interpréter les décisions avec leurs courbes et leurs graphiques. Les ouvriers voyaient dans ces gens des tentatives de dominer le procès du travail de l'extérieur, des tentatives de subordonner le travail de l'homme à celui de la machine, à tel point que bien souvent la machine elle-même était incapable de suivre l'effort demandé.

Une caractéristique de la bureaucratie des directeurs, à l'Est comme à l'Ouest, c'est qu'elle essaye de maintenir et d'étendre la hiérarchie parmi les travailleurs. Une telle hiérarchie est en effet une nécessité pour les patrons. Ce n'est que de cette manière qu'ils peuvent espérer exercer un meilleur contrôle sur « leur » force de travail. La revendication concernant le rajustement des salaires visait justement à contrebalancer cette tendance. Les travailleurs hongrois étaient pleinement conscients du fait qu'une large échelle des salaires (parfois très compliquée) offrait la possibilité à leurs dirigeants, d'une part de favoriser le développement d'une « aristocratie ouvrière » qui soutienne le pouvoir établi et, d'autre part, de diviser les travailleurs, de les isoler les uns des autres.

Cette lutte contre la hiérarchie et la diversification des salaires est fondamentale pour tout mouvement qui vise à obtenir le pouvoir ouvrier et à établir une société sans classes. Cette lutte revient sur le tapis chaque fois que, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne, des grèves « sauvages » éclatent indépendamment des directions syndicales. Pour maintenir leur autorité, les dirigeants cherchent à diviser les « dirigés ». Mais, ce faisant, ils se créent d'énormes problèmes. Quand cette tactique devient claire aux yeux des travailleurs (ce qui ne peut manquer de se produire un jour ou l'autre), la lutte se fait plus aiguë encore. Par suite de la rapidité du développement de la technologie moderne et par suite de l'extension ininterrompue de la division du travail, des ouvriers dont les tâches semblaient auparavant si différentes commencent à se rendre compte qu'elles ne sont pas si différentes que

cela. Les différenciations de salaires (ou, du moins pour le moment, les cas les plus criants) se mettent à paraître absurdes.

La résolution des syndicats révéla clairement (et c'est de la plus haute importance) que les travailleurs hongrois avaient découvert qu'ils avaient aussi peu le droit au chapitre dans la gestion de leurs propres affaires sous la domination de la bureaucratie que du temps du capitalisme privé. Ils avaient vu que la véritable division, dans leurs usines, dans leur société, dans leur vie, se trouvait entre ceux qui décident et ceux qui n'ont qu'à obéir. Trois jours seulement après le début de l'insurrection, alors que la bataille faisait encore rage, leur programme était l'affirmation de tout ce pour quoi ils combattaient. C'était un programme fondamentalement révolutionnaire, même s'ils n'avaient qu' une petite idée de la manière de le réaliser.

Cette nouvelle fédération syndicale, débarrassée de sa direction bureaucratique, élue démocratiquement et s'appuyant sur les Conseils Ouvriers et sur leurs revendications, est caractéristique de la scène politique hongroise au cours de ces derniers jours d'octobre 1956. La liberté était devenue un élixir, avalé goulûment par un pelple mort de soif. Les Hongrois semblaient deviner que cette liberté serait de courte durée; c'est pourquoi ils s'affairaient à réorganiser tout ce qui les concernait.

9) LA DUALITE DU POUVOIR

« En quoi consiste la dualité du pouvoir? En ceci qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit: ce sont les soviets des députés ouvriers et soldats... un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires, et non sur une loi édictée par un pouvoir d'Etat centralisé. »

Lénine - Sur la dualité du Pouvoir - *avril 1917.*

Plusieurs partis avaient subitement refait leur apparition; parmi eux, le Parti Social-Démocrate, le Parti National Paysan et le Parti des Petits Propriétaires. Kádár divulgua alors que le Parti Communiste avait été « réorganisé ». Il devait porter un nouveau nom: Parti Socialiste Ouvrier. Le nouveau comité exécutif serait uniquement composé de personnalités qui avaient combattu Rákosi (Kádár lui-même, Nagy et cinq autres!).

Pendant ces journées d'octobre, vingt-cinq nouveaux quotidiens remplacèrent les cinq organes de presse obéissants et lugubres de la défunte « bureaucratie populaire ». Les gens n'y lisaient pas que des informations (de vraies informations enfin), mais aussi des débats d'opinion, des polémiques acerbes, des commentaires frappants, parfois satiriques et toujours pleins de bon sens.

Mais il n'y avait guère de quoi se réjouir à Budapest. Les armes se faisaient entendre jour et nuit. Il n'y avait plus de transports publics. Les chars russes mis hors de combat restaient là, disloqués, tandis que d'autres chars parcouraient les rues en permanence. Les maisons délabrées, défigurées par les trous d'obus, jetaient des ombres grotesques sur les centaines de corps qui gisaient dans la rue au milieu des morceaux de verre, des douilles vides et de tas d'autres débris (112). De temps à autre, une camionnette portant l'emblème de la Croix-Rouge ou un

(112) Selon le copain hongrois, les corps qu'on voyait partout étaient uniquement ceux des membres de l'A.V.O. et des Russes; les corps des révolutionnaires tombés étaient tous enterrés.

camion rempli de « combattants de la liberté » roulaient au milieu de tout cela. Quelques magasins d'alimentation étaient ouverts; mais les cinémas, les théâtres, les restaurants étaient fermés. Dans le feu de l'action, on n'avait guère le temps ni l'envie de s'amuser.

A partir de la nuit de vendredi, la lutte s'était faite de plus en plus acharnée. Cinq mille cinq cents prisonniers politiques avaient déjà été délivrés par les insurgés et, dans la nuit de samedi à dimanche, les « gars » firent irruption dans la prison de Budapest et délivrèrent tous les prisonniers politiques qui s'y trouvaient enfermés (113). La piteuse condition physique de ces derniers et les récits atroces qu'ils firent des tortures qu'ils avaient subies contribuèrent à accroître la haine que le peuple éprouvait pour la police secrète. Ces récits, ajoutés au fait que seuls les hommes de l'A.V.O. se battaient au côté des Russes, porta la colère des gens à son comble. A dater de ce moment, la plupart des A.V.O. capturés furent battus à mort et pendus par les pieds; souvent, la foule leur crachait dessus.

Radio-Budapest lançait encore des appels pour un cessez-le-feu. Elle répétait sans arrêt les promesses de Kádár et de Nagy. Ces derniers promirent des augmentations immédiates des salaires, puis la formation de conseils ouvriers dans toutes les usines (étant donné que chaque usine avait déjà son conseil ouvrier, c'était une proposition sinistre à souhait!). Ils promirent aussi d'entamer immédiatement des négociations visant à mettre les relations russo-hongroises sur un pied d'égalité. Mais ils ajoutèrent que rien de tout cela n'entrerait en vigueur avant le rétablissement « de l'ordre et de la loi ». D'un bout à l'autre, « l'ordre et la loi » demeuraient le refrain de Nagy.

Qui Nagy espérait-il impressionner par ses appels à « l'ordre »? Les ouvriers, peut-être? Il n'ignorait pas que les délégués des principaux comités de toute la Hongrie s'étaient rencontrés à Gyor pour coordonner et exposer les revendications du peuple. Celles-ci incluaient maintenant le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. La présence à Gyor des délégués de Budapest donnait probablement lieu à croire la nouvelle selon laquelle un gouvernement provisoire était en train de se constituer dans cette ville. Il fallait donc que Nagy se procure des appuis « influents » le plus vite possible.

---

(113) Pas seulement; ils libérèrent aussi les prisonniers de droit civil, car tous étaient mélangés et il n'était pas possible de faire le tri, sans qu'on puisse savoir si c'était le fait d'une décision consciente.

Nagy prit à nouveau la parole à Radio-Budapest (toutes les autres stations de radio du pays — Miskolc, Gyor, Pécs, Szeged, Debrecen et Magyaróvár — étaient désormais sous le contrôle des Conseils Révolutionnaires). Il annonça des concessions: l'A.V.O. serait dissoute et le gouvernement « réorganisé ».

Il promit un cessez-le-feu durant la « réorganisation » du gouvernement. Dans l'intervalle, un certain nombre de groupes de combattants s'étaient rendus, faute de munitions. Mais en plusieurs endroits, notamment place Széna et à la caserne Kilián, des groupes résistaient encore. A la fin de la semaine, beaucoup de gens commençaient à penser que la révolution était victorieuse. Les chars russes n'attaquaient plus, et le bruit courait qu'ils allaient peut-être quitter Budapest.

Et pourtant les travailleurs se défiaient toujours de Nagy. Avec ses nombreuses affirmations à propos de « l'ordre », etc..., son attitude leur paraissait délibérément temporisatrice, visant à renforcer son emprise sur le pays. Le lundi 29 octobre, les délégués de tous les Conseils du pays, réunis à Gyor, adressèrent à Nagy une résolution énergique qui réaffirmait leurs revendications. Ce message prenait presque la valeur d'un ultimatum.

Le mardi matin, très tôt, Radio-Budapest confirma que l'Armée Rouge allait se retirer. Plus tard, dans l'après-midi, l'information du « début de l'évacuation des troupes soviétiques » fut radiodiffusée, émanant du premier ministre. En même temps, Nagy disait que, « pour assurer que le départ des troupes se fasse partout sans désordres, les citoyens doivent s'abstenir de tout acte de provocation, d'hostilité ou de nature à troubler le retrait des troupes. » Il appelait également à la reprise du travail. Des appels similaires furent diffusés le même jour par Tildy et Kádár.

Les unités de l'Armée Rouge commencèrent à quitter Budapest à 16 heures. Mais les travailleurs restaient méfiants. A Gyor, les délégués des Conseils proclamèrent immédiatement qu'il fallait continuer et renforcer la grève générale (114) jusqu'à ce que le dernier soldat russe ait quitté le pays; on n'envisagerait l'éventualité d'une reprise du travail que lorsque les négociations sur les autres revendications seraient entamées.

Le pays était toujours paralysé par la grève quand une déclaration officielle annonça que c'étaient András Hegedus et Erno Gero, et non Imre Nagy, qui portaient entièrement la responsabilité de l'appel aux

(114) Il y avait déjà eu une reprise du travail dans quelques usines. Les transports publics avaient recommencé à fonctionner le samedi 27 octobre.

troupes russes. Au moment où leur autorité était au plus bas, Nagy et son gouvernement décidaient de renier toute responsabilité dans l'un des événements les plus importants de toute cette période, l'appel au Pacte de Varsovie! Cependant. Nagy ne donna pas d'explications à propos du silence qu'il avait observé sur le sujet pendant une semaine entière. Le fait ne manqua pas d'être remarqué par les travailleurs hongrois. Quelques jours auparavant, cette déclaration aurait pu leur en imposer; à présent, il était trop tard: ils continuèrent la grève.

Dans l'esprit des Hongrois, chaque jour qui passait atténuait l'importance de cette déclaration: elle était hors de propos. Mais en ce qui concernait la classe dirigeante, elle montra exactement l'impasse dans laquelle celle-ci se trouvait. Les dirigeants désespéraient de rétablir leur « ordre » et leur contrôle de la situation, de regagner leur autorité perdue. Qui sait exactement dans quelle mesure ils y sont parvenus grâce à cette déclaration? De nombreux intellectuels l'accueillirent comme une perche tendue à leur incertitude. Nagy retrouva une place dans leurs cœurs, et le gouvernement recouvra ainsi un peu de son autorité. De larges fractions de l'armée et de la police se remirent à obéir à ses ordres. Elles suivirent les instructions du gouvernement et prirent sans coup férir la relève des troupes russes qui se retiraient da Budapest.

Mais, par contre, dans certains quartiers de Budapest et dans le reste du pays, les travailleurs restèrent en armes et solidement attachés à leurs organisations. On se trouvait en face d'une situation classique de « double pouvoir ».

Le peuple hongrois fut affaibli dans un moment extrêmement critique par la volonté fébrile du gouvernement de reprendre le contrôle de la situation. De plus, l'Armée Rouge ne s'était retirée de Budapest que pour occuper des positions à l'extérieur de la ville! Celle-ci était encerclée par les chars russes. Au même moment, des troupes soviétiques fraîches pénétraient par divisions entières dans la partie nord-est du pays. Le jeudi 1er novembre (alors que la force aérienne britannique était occupée à bombarder les Egyptiens à Suez), ces nouvelles unités de l'Armée Rouge avaient déjà atteint Szolnok, dans le centre de la Hongrie. 110 kilomètres seulement les séparaient encore de Budapest.

Dès que les Conseils Révolutionnaires, les Conseils Ouvriers et les autres organisations autonomes du nord-est de la Hongrie (ceux de Miskolc, entre autres) apprirent ces mouvements des troupes russes, ils en informèrent les autres Conseils du pays. Ils adressèrent plusieurs ultimatum à Nagy: si les soldats de l'Armée Rouge ne cessaient immédiatement de pénétrer en Hongrie, les Conseils prendraient des mesures

énergiques; cela impliquait que la population essayerait de les arrêter elle-même.

Les Conseils ne reçurent aucune réponse officielle. Plusieurs ministres du gouvernement-nouvelle formule firent encore appel à « l'ordre » et à la reprise du travail. A présent, la grève paralysait les derniers secteurs de l'industrie qui avaient encore fonctionné jusqu'à ce jour. « Les travailleurs répétaient: les Russes doivent d'abord partir, après seulement nous mettrons fin à la grève. » (115)

Le soir du 1er novembre, Nagy était vraiment tendu. La délégation du gouvernement hongrois (qui comprenait Pál Maléter, le communiste estimé de tous qui s'était signalé à la caserne Kilián et qui était maintenant ministre de la Défense, ainsi que son chef d'état-major, le général István Kovács) était toujours en train de négocier le retrait de l'Armée Rouge et d'autres problèmes militaires avec les représentants du Kremlin. Les Russes déclarèrent que les troupes qui entraient en Hongrie n'étaient là que pour couvrir la retraite. Mais Nagy était maintenant parfaitement conscient des intentions du Kremlin. Il savait à quoi les nouvelles divisions russes étaient destinées. Il en fut réduit au désespoir.

Juste avant 7 heures du soir, le premier ministre Nagy, qui, dans le courant de la journée, avait pris en charge le ministère des Affaires Etrangères, prononça à la radio une brève allocution dans laquelle il proclamait la neutralité de la République Populaire de Hongrie. Nagy avait parcouru un long chemin avant de satisfaire les revendications des révolutionnaires. Le 24 octobre, il avait invoqué le Pacte de Varsovie; le 1er novembre, il le révoqua, mais il était trop tard.

Le lendemain, vendredi 2 novembre, le délégué russe aux Nations-Unies déclara que toutes les nouvelles faisant état d'un retour des troupes soviétiques en Hongrie étaient « absolument sans fondement ». La plupart des délégués occidentaux avaient une idée approximative de la situation réelle qui régnait en Hongrie. En effet, les émissions des différentes stations de radio contrôlées par les révolutionnaires étaient captées par les stations d'écoute d'Europe et d'Amérique. Pourtant, ni à ce moment-là, ni plus tard, les délégués occidentaux ne mirent l'U.R.S.S. « dans l'embarras » en mettant en doute les affirmations de ses représentants. D'ailleurs, pourquoi l'auraient-ils fait? Le secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles, avait déjà résumé leur point de vue onze jours auparavant, le 22 octobre, quand, dans un discours prononcé à Washington, il avait admis la légitimité du stationnement des troupes russes en

(115) George Mikes, op. cit., p. 145.

10) LA DEUXIEME INTERVENTION RUSSE

« La Hongrie ira-t-elle plus loin sur la voie du socialisme ou permettra-t-elle aux forces de la réaction de prendre le dessus et de restaurer un ordre de choses qui rejetterait la Nation une génération en arrière? »

Pravda - *4 novembre, 1956*

Le dimanche 4 novembre, à 4 heures du matin, Budapest fut réveillée par l'explosion des obus qui tombaient sur le centre de la ville. Des centaines de canons postés sur les hauteurs de Buda ouvraient le feu, illuminant le ciel, et les chasseurs Mig qui hurlaient par-dessus la ville (118). Ainsi débutait l'attaque des forces armées de l'Etat russe en vue d'écraser les travailleurs hongrois.

L'attaque fut menée simultanément dans tout le pays. Toutes les grandes villes furent pilonnées par l'artillerie. Mais les habitants ne se laissèrent pas prendre de panique: ils savaient parfaitement bien que la pénible trêve des derniers jours n'aurait guère duré et que, militairement, la situation était sans espoir. Mais dès le premier coup de feu, ils furent galvanisés et prêts à l'action. Jeune ou vieux, travailleur ou étudiant, soldat ou enfant, chacun fut à son poste dans la rue avant même que les divisions blindées n'aient atteint la périphérie de Budapest. Les barricades furent reconstruites, parfois avec les mêmes matériaux qui avaient déjà été utilisés pour les ériger le 24 octobre. En certains endroits, des enfants emplissaient leur cartables d'objets qui pouvaient être utiles à ceux qui construisaient les barricades.

Les chars russes pénétrèrent dans Budapest, le canon étincelant, tirant des charges au phosphore aussi bien que des obus ordinaires. Très vite, plusieurs bâtiments furent en feu. Les chars furent immédiatement attaqués par la population . On assista à des batailles rangées, avec le résultat que l'on devine. Les chars avancèrent vers le centre de la ville. Les mêmes scènes se déroulèrent dans les autres grandes villes de

(118) Ceux qui étaient sur place crurent que les sifflements et les explosions étaient causées par des bombes aériennes, mais il s'agissait en fait des projectiles des obusiers lourds (180 mm.). Il n'y eut pas de chasseurs Mig. A part un avion de reconnaissance, les Russes n'utilisèrent que deux ou trois hélicoptères (l'un d'eux fut d'ailleurs abattu).

Hongrie. Gyor, par exemple, fut complètement encerclée par une véritable muraille d'acier qui resserrait inexorablement son étreinte. Mais partout, les gens combattaient avec plus de courage et dans des conditions bien plus difficiles que dix jours auparavant: il y avait en effet maintenant dans le pays quinze divisions blindées russes — six mille chars. Qui osera encore nier qu'il s'agissait là d'une révolution populaire?

A 6 heures du soir, Nagy et quinze autres personnalités, accompagnés de leurs familles, se réfugièrent à l'ambassade de Yougoslavie, avec laquelle il avait été convenu au préalable qu'elle leur donnerait asile. Juste après 7 heures, les premiers chars russes atteignaient la place du Parlement. Excutant manifestement un ordre précis, quelques officiers se précipitèrent à l'intérieur du bâtiment; mais ils ne trouvèrent plus personne à arrêter.

Dans les rues, entre les hautes maisons, le vacarme de la bataille se faisait assourdissant. Les bâtiments qui brûlaient, les explosions des obus et des cocktails Molotov, tout cela dégageait une épaisse fumée qui, mêlée à la poussière des pans de murs qui s'écroulaient, formait un brouillard étouffant, un brouillard qui prenait à la gorge. Les cadavres qui s'amoncelaient, les râles d'agonie des blessés — un tableau à ne savoir où donner de la tête: la « défense du socialisme », c'était donc ce cauchemar?

Au fur et à mesure de l'avance des tanks, des points de forte résistance faisaient leur apparition; entre autres, la place Széna et la caserne Kilián, comme dans les combats antérieurs. L'unique batterie du cinéma Corvin était toujours en action. En plusieurs points de Buda, près de l'ancien palais royal, le long des boulevards et à l'Institut Polytechnique, les Russes n'arrivaient pas à déloger les révolutionnaires.

Malgré un bombardement intense, tous les arrondissements ouvriers de Budapest — Csepel-la-Rouge, Újpest, Kobánya — et Dunapentele (Sztálinváros) étaient toujours aux mains des travailleurs (119). Au cours de la première attaque russe, ces zones ouvrières avaient été relativement épargnées. Cette fois, elles affrontaient le poids de l'assaut tout entier. Les nouvelles troupes russes ne faisaient pas de sentiment à l'égard des Hongrois; elles avaient été convenablement endoctrinées: les rebelles étaient des « fascistes » et de « capitalistes bourgeois ». Peter Fryer, dans sa dernière dépêche au *Daily Worker* (une dépêche que l'éditeur n'a même pas laissé lire au personnel), rapporte que « certains

(119) Le *Daily Worker* du 5 novembre rapporta que Kádár avait « appelé les ouvriers des usines à prendre les armes ».

des simples soldats de l'armée soviétique ont dit aux gens qu'ils ne savaient même pas qu'ils étaient venus en Hongrie. Au début, ils pensaient se trouver à Berlin, en train de combattre des fascistes allemands. » (120) Les troupes fraîches étaient mécontentes d'avoir dû venir en Hongrie. Certains soldats étaient apeurés, non seulement à la vue de tous les tanks gisant dans les rues, incendiés et muets à jamais, mais aussi à cause de l'acharnement et du courage des Hongrois. Dans plusieurs rues, ceux-ci se battaient les mains nues; pour être certains que leurs cocktails Molotov ne ratent pas la cible, ils couraient tout contre les chars — il est en effet difficile pour un char de pointer son canon sur une cible qui est trop proche de lui. Certains insurgés s'en approchaient tellement qu'ils pouvaient jeter des grenades à l'intérieur du char, pour ensuite refermer l'écoutille sur le pilote.

Le combat des ouvriers hongrois devrait être gardé présent à l'esprit par ceux qui prétendent que la classe ouvrière occidentale est complétement démoralisée par l'idéologie « individualiste » savamment propagée par ses dirigeants. En Hongrie, des années de répression violente et de propagande intense ont été incapables de détruire l'espoir que les travailleurs avaient d'une société nouvelle. A présent, ils combattaient une force militaire qu'ils savaient mille fois supérieure à la leur, mais ils le faisaient pour autre chose que du pain et des jeux. Un mode de vie tout à fait différent, voilà ce pour quoi ils se battaient. Onze jours leur avaient suffi pour devenir des géants.

A ce stade, János Kádár se mit en avant pour aider le Kremlin à renverser le cours du temps. A Szolnok, à 110 kilomètres au sud-est de Budapest, il constitua ce qu'il appela un nouveau « Gouvernement des Ouvriers et des Paysans » (121). Ce gouvernement fit immédiatement une déclaration demandant au gouvernement russe « une aide pour liquider les forces contre-révolutionnaires et rétablir l'ordre ». Le *Daily Worker* du 5 novembre présenta cette déclaration d'une manière un peu différente: « Il a demandé l'aide soviétique pour bloquer la frontière austro-hongroise, par où des éléments fascistes ont afflué depuis plusieurs jours. » (122)

---

(120) Peter Fryer, op. cit., p. 85.

(121) Les quatre ministres principaux de ce cabinet étaient Imre Horváth, aux Affaires Etrangères, Ferenc Münich, vice-premier ministre, Antal Apró, à la Défense et à l'Intérieur, et Imre Dogei. Deux sociaux-démocrates reçurent également un ministère: Gyorgy Marosán, ministre d'Etat, et Sándor Rónai, ministre du Commerce.

(122) Les titres de la premiere page de la même édition étaient: « Le

C'était sous-estimer la « sagesse » du gouvernement russe, lequel avait déjà « aidé à liquider » la révolution plusieurs heures avant la formation du gouvernement de Kádár! Le rôle de Kádár était en réalité celui d'une « pièce justificative » (a posteriori) du fait accompli, même s'il prétendait parler avant ce dernier. En tous cas, Kádár et les autres ministres étaient coupables de complicité. Ils furent des responsables à part entière du massacre sauvage et brutal de milliers de jeunes et d'ouvriers hongrois.

Pendant ce temps, le Kremlin y allait sans sourciller de ses mensonges et de son hypocrisie. Plus tard dans la journée, alors que le massacre massif allait bon train en Hongrie, le délégué soviétique aux Nations-Unies, s'adressa calmement au Conseil de Sécurité: « Les événements de Hongrie ont clairement montré que les travailleurs de ce pays, qui ont su accomplir de grandes réalisations sous un régime démocratique, ont à juste titre soulevé un certain nombre de problèmes touchant à la nécessité d'extirper certaines insuffisances de leur vie économique. Mais ils ont été manipulés par des éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires qui voulaient détruire le régime populaire et restaurer en Hongrie le régime antérieur des propriétaires terriens et des capitalistes. » (123)

Comme le disait Goebbels, « plus le mensonge est gros, plus on le croit ». Mais Goebbels n'a jamais fait mieux que ce mensonge du Kremlin. Ainsi donc, les ouvriers étaient en train de faire une révolution contre un « régime démocratique » qui leur avait donné « de grandes réalisations »? Ainsi, ils avaient soulevé des « problèmes » à propos de certaines « insuffisances de leur vie économique »? Les revendications deviennent des « problèmes », l'exploitation la plus totale des « insuffisances »! A noter aussi la crainte d'admettre, même avec circonspection, l'existence d'une insatisfaction politique. Et le programme des travailleurs? Ressemble-t-il à celui d'un peuple qui penche vers la restauration du capitalisme et qui est dirigé par des « éléments contre-révolutionnaires »?

« Contre-révolution »: voilà l'épouvantail du jour utilisé par la propagande. Le dimanche 4 novembre, peu après midi, Radio-Moscou an-

---

nouveau gouvernement hongrois anti-fasciste entre en action. Les troupes soviétiques sont appelées pour stopper la Terreur Blanche. » Sur la même page, on pouvait lire: « Radio-Budapest, qui est aux mains du gouvernement Kádár, a déclaré que Ernö Gerö, le précédent Premier Secrétaire du Parti Ouvrier de Hongrie, a été assassiné « d'une manière barbare » par les rebelles ». En fait, Gerö avait été ramené à Moscou par les Russes le 24 Octobre.

(123) *Daily Worker* du 5 novembre 1956.

nonçait que « la contre-révolution a été écrasée en Hongrie ». Plus tard, dans l'après-midi, le Kremlin faisait savoir que « la défaite complète de la contre-révolution était en passe d'être un fait accompli », et, à 8 heures du soir, c'était au tour de Kádár d'annoncer que la « contre-révolution » était complètement vaincue. Imitant Kádár, Radio-Moscou en revint à son information de midi en déclarant que « l'ordre avait été rétabli en Hongrie et la résistance d'une poignée de rebelles vaincue avec la collaboration de la population de Budapest » (124). En réalité, les combats devaient se poursuivre, acharnés, pendant une bonne dizaine de jours!

Que signifiait le terme « contre-révolution » aux yeux du Kremlin? Au cours des ans, les dirigeants russes ont cultivé un mythe par le truchement d'une propagande menée avec soin: malgré leurs louvoiements tactiques, leurs objectifs étaient toujours ceux de la révolution d'Octobre 1917. Les membres et les sympathisants des différents partis communistes ont été conduits à révérer l'Union Soviétique comme l'avant-garde et la gardienne de cette révolution. Le moindre mouvement qui s'oppose au « socialisme » russe se voit qualifié de « contre-révolutionnaire ». Ce n'est là qu'une des nombreuses calomnies dont la bureaucratie soviétique fait usage pour discréditer ceux qui posent une alternative fondamentale à son pouvoir. Les révolutionnaires hongrois étaient convaincus de se battre pour une société où le conflit fondamental de la production et de la vie sociale serait éliminé — une société sans classe où les gens géreraient eux-mêmes leurs usines, leurs industries et, par conséquent, leur propre vie. Ils avaient été brutalement déçus par la Russie au cours des douze années qui avaient précédé ce mois d'octobre 1956. Personne n'a fait plus que les Hongrois pour démasquer le mythe de la Russie-avant-garde d'une telle révolution et d'une telle société. Ils l'ont dénoncé avec leur organisation politique et économique, avec leurs exigences révolutionnaires, ils l'ont dévoilé par une bataille acharnée contre l'Armée Rouge et, surtout, par leur humour.

Un humour incroyable et navrant émanait de leur détresse et soulignait plutôt qu'il ne la déguisait l'amertume des gens. Alors que la résistance touchait à sa fin, une semaine après la deuxième intervention russe, des centaines d'affiches grossièrement dessinées et portant des textes tout simples firent leur apparition dans les ruines de Budapest, comme un sourire sur un visage baigné de larmes. Leur ironie était

(124) Ibid.

renversante: ainsi, l'une d'elles montrait sans ambages le mépris des Hongrois pour les manœuvres diffamatoires des Russes: « Dix millions de contre-révolutionnaires en liberté dans le pays ». Et sur une autre: « Des anciens aristocrates, des propriétaires terriens, des industriels, des cardinaux, des généraux et autres partisans de l'ancien régime capitaliste, déguisés en ouvriers et en paysans, font de la propagande contre le gouvernement capitaliste et contre nos amis russes ». Une autre encore rappelait une phrase de la publicité touristique de la période pré-révolutionnaire: « Visitez notre merveilleuse capitale pendant le mois des amitiés russo-hongroises ». Le gouvernement et le flot de propagande qu'il déversait à propos des « bons Hongrois » (125) étaient parodiés sur une petite affiche: « Encore heureux qu'on ait trouvé sept hommes de bonne foi dans le pays: ils sont tous au gouvernement ».

Pendant la semaine, ce gouvernement fantoche remit en vigueur la vieille politique stalinienne de la carotte et du bâton, au cours de la guerre psychologique qu'il mena pour remettre la main sur les Hongrois. Kádár déclencha un tir de barrage ininterrompu de menaces et de promesses. Mais cette politique resta sans effets: le peuple était immunisé par des années d'amère expérience. Kádár annonça des changements. Pas mal de membres de l'A.V.O. étaient encore en vie, et, quand l'Armée Rouge avait commencé à reprendre le contrôle de la situation, ils étaient sortis en rampant de leurs cachettes, comme des rats d'un égout. Tout comme il avait transformé le Parti Communiste en Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie, Kádár changea le nom de l'A.V.O. Un nouveau nom, de nouveaux uniformes, soit; mais ce corps agissait toujours comme la police secrète d'un état totalitaire. Les A.V.O. n'étaient pas seulement empressés d'obéir aux ordres de Kádár; ils mouraient surtout d'envie de se venger. Durant la dernière semaine d'octobre, les travailleurs, rendus enragés par les atrocités commises par les A.V.O., les avaient chassés sous terre. A présent, sous la protection de l'Armée Rouge, ils revenaient à leurs méthodes terroristes. Les tortures et les coups recommencèrent. Alors que des batailles acharnées faisaient toujours rage, on pendait les « combattants de la liberté » aux ponts du Danube et dans les rues (126). Il s'agissait presque toujours d'ouvriers.

(125) Le gouvernement hongrois avait été précédé par Radio-Moscou qui, d'après le *Daily Worker* du 5 novembre, annonça dans l'après midi du 4 que « tous les bons patriotes hongrois participent activement... au désarmement des mutins et à l'écrasement des nids de résistance isolés tenus par les groupes fascistes. »

(126) Le copain hongrois affirme que l'A.V.O. n'a pas pendu de partisans dans les rues.

Les corps, parfois pendus en grappes, portaient des écriteaux: « Voilà comment nous traitons les contre-révolutionnaires. »

11) LE PROLETARIAT CONTINUE LE COMBAT

> *« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. »*
> *Marx et Engels* - Manifeste du Parti Communiste - *1848.*

Mais les travailleurs n'étaient pas domptés pour autant. En dépit des appels du gouvernement, des menaces, en dépit de la terreur, l'importance des Conseils Ouvriers nés en octobre allait chaque jour s'élargissant.

Les Conseils renforçaient et entretenaient l'unité de la grève générale. Les intellectuels, les paysans et les travailleurs occupés dans les secteurs non-industriels, qui n'avaient pas jusqu'ici apprécié leur importance à leur juste valeur, se tournaient désormais vers eux bien plus qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Ils se rendaient compte que le cœur du pouvoir effectif dans le pays était là et nulle part ailleurs. Il faut dire que Kádár aussi s'en rendait compte. Les Conseils avaient déjà démontré avec quelle efficacité ils pouvaient diriger le pays. Et, dans ce processus, Kádár, le gouvernement, l'A.V.O., en somme l'appareil bureaucratique dons son ensemble, s'étaient avérés non seulement superflus pour le peuple, mais encore des obstacles encombrants qui ralentissaient sa marche vers une authentique liberté.

Les travailleurs hongrois avaient remis leur préavis de licenciement aux minorités dirigeantes du monde entier. Une forme nouvelle de société était en train de se juxtaposer à l'ancienne. La décomposition de l'« ancienne » société était mise en évidence par la force des choses. Il n'y a pas qu'à Moscou que le choc fut ressenti; il se répercuta parmi les « élites » bureaucratiques et dirigeantes du monde entier. Les travailleurs hongrois avaient montré qu'ils ne voulaient pas du « communisme » du Kremlin. Du même coup, ils avaient montré que le capitalisme, au même titre que le « communisme », et même dans sa forme « éclairée », ne pouvait en rien satisfaire leur désirs. Ce qui est le plus important, c'est qu'ils avaient prouvé une fois de plus que la réalisation du « pouvoir ouvrier » et l'émancipation de la classe ouvrière ne peuvent venir que

de la base, de l'action des travailleurs eux-mêmes, et jamais d'une classe dirigeante qui agit en leur nom.

Dans les conditions que connaissait la Hongrie avant la révolution, un mouvement qui aurait mis en avant des idées comme les nôtres aurait presque sûrement été liquidé. Ce sont pourtant ces idées qui occupèrent le devant de la scène dans la dernière semaine d'octobre. Il est très probable que, dès avant les événements, quelques personnes les partagèrent pendant un certain temps. Mais pour la majorité de la population, elles furent engendrées par l'impact de la lutte elle-même et par la fermentation des esprits qu'elle provoqua. Dès le départ, elles faisaient partie intégrante de leur instinct de classe et de leur sens élémentaire de la solidarité. Un groupe qui aurait partagé nos conceptions aurait pu aider la révolution, particulièrement en formulant clairement ces idées et en mettant les révolutionnaires en garde contre les dangers de la contre-révolution bureaucratique. Comme les choses se présentèrent, les idées émergèrent assez distinctement pour gagner l'adhésion de centaines et plus tard de milliers et de dizaines de milliers de gens. C'était cela qui représentait une grave menace pour l'autorité du gouvernement de Kádár. Mais avant tout, c'était une menace pour les « patrons » russes qui l'avaient « élu »... avec six mille chars. Cette menace, il fallait la conjurer.

●

La résistance armée à grande échelle prit fin le samedi 10 novembre. Des dizaines de chars russes hors de combat se trouvaient éparpillés dans tout Budapest. L'envoi d'autant d'armements lourds dans une agglomération pour réprimer une révolution avait évidemment été décidé au mépris de toutes les règles de la stratégie militaire académique. Le Kremlin avait été frappé de voir à quel point les troupes avaient fraternisé avec les Hongrois au cours de la première attaque. Il semble bien que cette fraternisation ait été à l'origine d'une telle décision.

Le 4 novembre, pour être sûrs de la victoire, les Russes estimèrent nécessaire de lancer une armée considérable dans le combat. Ils embarquèrent leurs troupes dans des tanks (surnommés « Taxis Kádár » par les Hongrois) afin de réduire au minimum les contacts directs avec la population civile. Le but poursuivi de cette manière était que les soldats russes se rendent moins compte des conditions de vie du peuple hongrois, qu'ils aient moins de chances de se rendre compte que c'était contre de simples ouvriers qu'ils se battaient. Mais, malgré tout, ils ont pu voir

les dévastations que leurs bombardements causaient dans les villes.

Dans sa dernière dépêche au *Daily Worker* qui ne fut pas publiée, Peter Fryer écrivait: « Je viens de quitter Budapest où, pendant six jours, j'ai pu voir la liberté à peine éclose de la Hongrie tragiquement détruite par les troupes soviétiques. De vastes étendues — surtout dans les quartiers ouvriers de la ville — sont pratiquement en ruines. Pendant quatre jours et quatre nuits, Budapest a été bombardée sans arrêt. J'ai vu une ville autrefois charmante se faire démolir, assommer, écraser, saigner à blanc, pour finalement devoir se soumettre. » A la fin de cette horrible semaine, le travail commença à reprendre, lambeau par lambeau. Mais les travailleurs ne s'étaient pas encore soumis pour autant. Plusieurs secteurs de l'industrie étaient encore en grève.

Dans les villes, la résistance armée organisée par les groupes de travailleurs et de jeunes prit fin le 14 novembre. Bien qu'en province, des combats sporadiques se soient encore déroulés bien après le début de 1957, la défaite militaire des Hongrois fut complète. Mais cette lutte dont personne ne songeait qu'elle durerait plus de quelques heures, avait au contraire duré plus d'une semaine. Et les Hongrois n'étaient toujours pas vaincus! Les Conseils Ouvriers se renforcèrent. Ils proclamèrent que leurs revendications demeuraient inchangées. Ces revendications ne différaient guère de celles qui avaient été formulées par le Conseil des Syndicats Hongrois, quoique, dans certains cas, elles aient à ce stade mis un peu plus l'accent sur la « libération » de Nagy et sur le retrait des troupes soviétiques. La grève générale continuait.

Alors que les combats faisaient encore rage, Kádár commença à prendre des mesures contre les Conseils Ouvriers. Il procéda cependant avec précaution. En ce qui concernait le soutien actif, les Conseils disposaient dans le pays d'un appui beaucoup plus consistant que celui dont bénéficiait le gouvernement. Kádár fit arrêter quelques personnes choisies parmi les membres des comités d'action des Conseils. Cette mesure resta sans effet, ou presque: les places vides furent immédiatement occupées.

Le 12 novembre, Kádár fit de nouvelles promesses. Il promit l'abolition de la police secrète et se déclara prêt à négocier le retrait définitif des troupes soviétiques avec des représentants du Kremlin. Certains des staliniens les plus détestés seraient exclus du parti. Mais les gens n'en crurent mot. Il annonça alors que douze des staliniens les plus influents avaient été expulsés du parti; parmi eux, Ernö Gerö (127). Cette

(127) Peter Fryer, op. cit., p. 83. 90. Ce qui semble contredire l'informa-

manœuvre provoqua une reprise du travail de la part de certains travailleurs. Mais la grève était encore partiellement suivie, et les secteurs industriels qui avaient repris travaillaient sans entrain; les transports publics étaient dans la pagaille et les trains marchaient au petit bonheur. Quand des trams roulaient à Budapest, la foule les arrêtait, et les jaunes étaient renvoyés chez eux. Par contre, les employés des hôpitaux, ainsi que ceux qui travaillaient dans les circuits de distribution des produits alimentaires, restaient au travail; mais ils menaçaient également de se mettre en grève si le travail reprenait sur une grande échelle.

Sans résultat, le gouvernement lança des appels, menaça, implora, tout en faisant des concessions verbales de plus en plus importantes. Le Kremlin envoya des divisions d'infanterie supplémentaires, sans plus de résultats. La grève continuait bon train, bien qu'elle ne fût pas généralisée. Les Conseils Ouvriers ne cessaient d'étendre un pouvoir qui, de jour en jour, devenait plus prépondérant que celui du gouvernement.

Kádár s'adressa alors directement aux travailleurs pour qu'ils mettent fin à la grève. Il utilisa comme argument l'épouvantail qu'agitent tous les dirigeants du monde: l'inflation. Les ouvriers le lui renvoyèrent à la gueule, accompagné d'une liste de revendications supplémentaires: reconnaissance du Conseil Central comme corps représentatif des travailleurs dans les négociations, libération des prisonniers, retrait des troupes russes et rétablissement de Nagy dans la fonction de premier ministre. Les travailleurs tenaient en mains la plupart des usines, mais ces revendications démontrent qu'ils étaient conscients d'une réalité: il était très possible que leur pouvoir soit brisé par des moyens plus durs. Ils étaient déterminés à « intervenir » tant qu'ils en avaient la possibilité, et de manière à s'en tirer malgré tout avec quelques réalisations concrètes. La « libération » de Nagy était maintenant présente dans toutes leurs revendications. A ce stade de la lutte, Nagy était devenu un symbole, un peu comme Rajk plus tôt dans l'année, quand on avait plusieurs fois réclamé sa réhabilitation.

---

tion publiée par le *Daily Worker* (voir note 122). Il est possible que le rédacteur du service d'informations du *Daily Worker,* sachant dans quelle estime les ouvriers tenaient Gerö, ait « conjecturé intelligement » son sort. S'il en est ainsi, ce journal a été démenti par les Russes qui avaient « arrêté » Gerö et l'avaient emmené à Moscou. De plus Gero ne fut pas expulsé à ce moment. Le 19 août 1962, l'agence soviétique *Tass* rapporte qu'une réunion du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie venait d'expulser Gerö et Rákosi (voir le *Guardian* du 20 août 1962, pp. 1 et 7).

Kádár reconnut implicitement en quelles mains le pouvoir reposait réellement lorsque, le vendredi 16 novembre, il fut contraint d'entamer des négociations avec les Conseils. Les délégués de certains Conseils acceptèrent de demander aux travailleurs de reprendre le travail, à condition qu'un certain nombre de leurs revendications soient satisfaites immédiatement et que le reste le soit plus tard.

Au cours de la rencontre qui se tint le 17 novembre, on annonça à Kádár que son appel avait fait long feu. Les délégués des travailleurs demandèrent ensuite que l'on institue un Conseil Ouvrier National par décret; à quoi Kádár répondit que cela n'était pas nécessaire, puisqu'il y avait déjà un « gouvernement ouvrier » en Hongrie. Mais il accepta de reconnaître les différents Conseils particuliers et la formation d'un genre de milices d'usines. Il ajouta que si les délégués se servaient de leur influence pour assurer la reprise du travail, il userait de la sienne pour obtenir le départ des troupes soviétiques et des négociations sur la neutralité de la Hongrie avec les pays membres du Pacte de Varsovie. Les travailleurs n'accordèrent pas le moindre crédit à cette promesse pour le moins ambiguë. Ils demandèrent qu'elle soit formulée par écrit. Kádár refusa, arguant que sa parole était une garantie suffisante.

La situation restait confuse. Un très petit nombre de travailleurs reprit le travail. Les négocitions progressaient irrégulièrement. Le double pouvoir subsistait, quoique d'une manière précaire.

Vers la fin de novembre, Kádár essaya d'utiliser un autre moyen pour affaiblir la résistance des ouvriers. Puisque la banlieue industrielle de Budapest était la base de cette résistance, on interdit aux paysans d'y amener de la nourriture sans l'autorisation expresse du gouvernement. L'Armée Rouge veilla à ce que cette mesure soit respectée. Et, en même temps, on imprima des cartes de rationnement qu'on ne distribua qu'aux travailleurs qui se présentaient aux portes des usines pour travailler. Manifestement, c'était une mesure destinée, non seulement à soumettre les ouvriers en les affamant, mais également à creuser un fossé entre la classe ouvrière et les paysans qui voulaient vendre leurs produits.

Mais malgré cela, la grève continuait toujours. Les Russes et le gouvernement fantoche de Budapest s'inquiétaient de plus en plus de la situation. A tel point que lorsque la rumeur se répandit que le Conseil Ouvrier Central de Budapest devait se réunir au Stade National le 21 novembre, les autorités « officielles » crurent que ce meeting de masse allait élire un autre gouvernement opposé à celui de Kádár. Mais elles se trompaient du tout au tout, d'autant plus qu'un tel gouvernement

n'avait absolument aucune raison d'être. Le 21 novembre, les tanks russes bloquèrent les rues qui mènent au Stade National. Les quelques personnes qui étaient déjà là furent dispersées par l'A.V.O. En réponse à cette attitude, le Conseil Ouvrier Central appela au durcissement de la grève.

Kádár demanda de nouveau la reprise du travail et, une fois de plus, les travailleurs renouvelèrent leurs revendications. Et ils en profitèrent pour exercer davantage de pression sur le gouvernement en ajoutant de nouvelles exigences: création d'une milice ouvrière, liberté de publier leurs propres journaux non-censurés, et une rencontre avec Nagy.

Kádár en revint aux menaces. Le mouvement que peu auparavant il avait décrit comme « un grand mouvement populaire » fut qualifié de « contre-révolutionnaire »; les Conseils Ouvriers étaient « dirigés par des fascistes »! Cette nouvelle accusation ne laissa guère d'illusion aux travailleurs quant à l'avenir qui les attendait. A l'Est comme à l'Ouest, en guise de prélude à une répression bien orchestrée, on fabrique de toutes pièces un épouvantail que l'on dénonce ultérieurement.

Le lendemain, Kádár rendit ses intentions claires comme de l'eau de roche, en déclarant: « ... un tigre ne peut être apprivoisé avec des appâts; pour l'apprivoiser et le rendre docile comme un agneau, il faut le battre à mort... Les travailleurs, au lieu *de rédiger et de griffoner des revendications* (souligné par l'auteur), doivent se remettre au travail au mieux de leurs possibilités, immédiatement et sans conditions. »

L'attitude de Kádár n'était que le reflet de celle du Kremlin, qui commençait sérieusement à s'impatienter. L'immense armée qu'il maintenait en Hongrie lui posait de graves problèmes. A part la perte de prestige sur le plan mondial, entraînés par son impuissance totale à soumettre un petit pays, les peuples opprimés d'Europe de l'Est prêtaient de plus en plus d'attention à ce qui s'y passait. De plus, les troupes soviétiques étaient mal nourries; la discipline était relâchée. Plus les soldats russes restaient en Hongrie, plus ils se rendaient compte de la vérité; certains avaient déjà rejoint la guerilla dans les montagnes. D'autres avaient dû être désarmés et renvoyés en Russie dans des wagons plombés, parce qu'ils refusaient d'obéir aux ordres. Devant cette situation, le Kremlin décida qu'il était temps d'écraser les Conseils Ouvriers et de se débarrasser de Nagy.

12) L'ENLEVEMENT DE NAGY

Imre Nagy, avec quelques-uns de ses anciens ministres, quelques militaires de haut rang et d'autres gens (dont Julia Rajk), s'était réfugié à l'ambassade de Yougoslavie. Des contacts épistolaires entre Kádár et l'ambassadeur Soldatic, avaient abouti à la garantie, de la part de Kádár, de la sécurité personnelle de Ngy et à la délivrance de sauf-conduits, tant pour Nagy lui-même que pour les personnes qui l'accompagnaient. Puis, subitement, Kádár posa quatre conditions:

(1) La démission formelle de Nagy de sa charge de premier ministre;

(2) Une déclaration de sa part où il soutînt le gouvernement dans sa « lutte contre les contre-révolutionnaires »;

(3) Son autocritique publique;

(4) Nagy et les autres devaient accepter de se rendre dans une des « démocraties populaires ».

Ces conditions furent rejetées en bloc.

Manifestement, Kádár avait reçu l'ordre de faire sortir Nagy de l'ambassade. Il fit alors, par écrit, la promesse inconditionnelle d'accorder un sauf-conduit au groupe, quel que soit le moment où ils décideraient de quitter l'ambassade. Certains d'entre eux envoyèrent chez eux des messages où ils annoncaient leur retour à leurs familles. Aucun des messages n'envisageait l'éventualité de se rendre en Roumanie ou dans une autre « démocratie populaire ». On envoya un car pour les ramener chez eux, et, le 23 novembre, à 18 heures 30, ils quittèrent l'ambassade. Soldatic avait insisté pour que deux fonctionnaires de l'ambassade accompagnent le groupe. A quelques centaines de mètres de l'ambassade, le car fut arrêté et cerné par des voitures de patrouille. Des officiers de la Sécurité soviétique jaillirent des voitures et montèrent dans le car. Les fonctionnaires yougoslaves reçurent l'ordre de sortir; devant leur refus, ils furent jetés dehors par la force. Le car fut ensuite conduit au Haut-Commandement de l'Armée Soviétique.

Les Yougoslaves adressèrent de violentes notes de protestation à Kádár. Tout d'abord, celui-ci nia qu'il fût au courant de l'enlèvement. Il admit plus tard qu'il en avait eu connaissance, en disant que si on avait permis à Nagy de rentrer chez lui, des éléments contre-révolutionnaires l'auraient peut-être assassiné. Il prétendit également que Nagy et les autres s'étaient rendus en Roumanie de leur plein gré. La belle histoire! La presse et la radio roumaines avaient fait preuve, pendant un certain temps, d'une hostilité à l'égard de Nagy plus violente encore

que celle des autres « démocraties populaires »; leur attitude avait été plus hostile encore que celle des Russes! La mesure de la liberté de Nagy dans son choix, on la connut plus tard, en apprenant que lui-même et d'autres, dont Pál Maléter, avaient été exécutés en Roumanie en 1958.

13) L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT

> *« La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois se montrent sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre se lèvent contre leurs maîtres. Alors cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi... Glorieuse civilisation, certes, dont le grand problème est de savoir comment se débarrasser des monceaux de cadavres qu'elle a faits, une fois la bataille passée. »*
>
> K. *Marx* - La Guerre Civile en France - *1871.*

Le 2 décembre 1956, l'*Observer* écrivait: « ... l'intention du gouvernement (hongrois) de canaliser les Conseils Ouvriers dans des voies inoffensives en leur donnant le statut « légal » d'organes d'autogestion économiques, un peu dans le style de la Yougoslavie, tout en leur refusant cependant le droit de poser des revendications politiques ou de publier un journal, n'a fait que conduire à une impasse parmanente à Budapest. »

Les négociations désordonnées entre le gouvernement de Kádár et les Conseils Ouvriers furent rompues brusquement. Deux membres éminents du Conseil Ouvrier Central furent conviés à une réunion avec Kádár et ses acolytes dans le palais gouvernemental. Ces deux hommes étaient le président du Conseil Central, Sándor Rácz, âgé de 24 ans, membre du Parti Communiste jusqu'au 23 octobre et outilleur aux Ateliers de Construction Electrique Belojannis (au sud de Buda), et son secrétaire, Sándor Bali, ouvrier dans la même usine. A leur arrivée au palais gouvernemental, les deux hommes furent arrêtés. Immédiatement, les ouvriers de Belojannis entamèrent une grève des bras croisés et refusèrent de reprendre le travail tant que leurs deux camarades ne seraient pas relâchés. Il s'agissait, évidemment, d'une grève « sauva-

ge » (128). L'usine fut prise d'assaut pas des centaines de policiers armés et par la milice gouvernementale. Malgré cela, la grève dura trois jours, au cours desquels aucun travail ne fut effectué. Sous le poids de la menace et de la repression, les travailleurs furent finalement contraints de reprendre le travail. La police et la milice furent postées tout autour de l'usine, et, chaque fois que les ouvriers se réunissaient pour discuter, ils étaient dispersés sur-le-champ. Mais ils ne s'étaient pas encore rendus: ils se mirent à travailler au ralenti, ce qui, mené de front avec une grève perlée entamée spontanément, sans le moindre accord préalable, réduisit la production à 8% de la normale. Le commentaire de Kádár sur ces travailleurs fut le même que celui des patrons, des dirigeants syndicaux et des politiciens du monde entier: les travailleurs étaient des « moutons » dirigés par des « éléments subversifs », des « agitateurs », des « démagogues irresponsables et opportunistes », des « espions et des agents du capitalisme » (pour nos pays, remplacer « agents du capitalisme » par « agents du communisme »).

Le décor était maintenant dressé en vue d'une purge à grande échelle des Conseils Ouvriers. De nombreux membres importants des comités de base furent arrêtés et jetés en prison. Cette tactique qui consistait à sélectionner les arrestations fut également appliquée à de nombreux groupes activistes d'étudiants. Mais d'autres rebelles se tenaient prêts à combler la brèche. Quand les autorités s'en rendirent compte, elles déclenchèrent des arrestations en masse parmi la base des Conseils Ouvriers.

Une forme de résistance passive de la part des masses, semblable à celle que nous avons décrite plus haut, se développa en réaction à ces arrestations et se poursuivit des mois durant. Il serait préférable de dépeindre cette période, qui débute en décembre 1956, sous la forme plus schématique d'une chronologie des événements.

2 décembre 1956

La foule brûle dans les rues des exemplaires du *Népszabadság* (le journal du Parti Communiste); les troupes russes la dispersent.

4 décembre.

A Budapest, une manifestation de 30.000 femmes, dont beaucoup portent les couleurs nationales rouge-blanc-vert (le seul moyen qu'elles

(128) Avant, pendant et après la période de la Révolution Hongroise, toutes les grèves étaient « sauvages », sauf pendant le court temps où vécut le Conseil National des Syndicats Libres constitué en octobre.

connaissent pour symboliser leur combat pour la liberté), se rassemble auprès de la tombe du Soldat Inconnu, sur la place des Héros. Les soldats soviétiques tirent par-dessus leurs têtes. L'une des manifestantes est blessée par une balle.

5 décembre.

Manifestations groupant plusieurs milliers de personnes, partout dans le pays, dont plusieurs à Budapest, où une autre grande manifestation de femmes se dirige vers la statue de Petofi en scandant « Les Russes à la maison », « Nous voulons Nagy », « Le chars russes dehors ». D'aucunes portent des couronnes de fleurs en mémoire des parents qui ont été tués. Ler chars et l'infanterie russes les empêchent d'arriver à la statue. *Népakarat* (le journal des syndicats), parlant de la révolution, la définit comme un « grand mouvement de masse ».

6 décembre.

Népakarat déclare: « Il n'est pas étonnant que les masses, à qui on refusait toute possibilité d'exprimer leur volonté, aient en fin de compte pris les armes pour montrer ce qu'elles pensaient. » Plusieurs usines sont encerclées par les troupes russes et l'A.V.O. Dans la fameuse Csepel-la-Rouge, des centaines d'ouvriers se battent contre les troupes russes et l'A.V.O., laquelle essayait de pénétrer dans une usine pour arrêter trois membres d'un Conseil Ouvrier. Les chars russes ouvrent le feu sur des manifestants sans armes à Budapest: deux morts et plusieurs blessés.

Les présidents des Conseils des usines Ganz et MÁVAG sont arrêtés.

Le Conseil Ouvrier Central de Budapest déclare: « Malgré les promesses du camarade Kádár, le gouvernement ne bâtit pas son pouvoir sur les Conseils Ouvriers... Des membres des Conseils sont arrêtés..., tirés de leurs domiciles pendant la nuit sans formalités ni préambule; ... des réunions pacifiques des Conseils Ouvriers sont interrompues ou empêchées par la force armée. » Le Conseil exige une réponse à cette déclaration pour le 7 décembre à 20 heures.

7 décembre.

On tire sur des manifestants (ouvriers, étudiants et de nombreuses femmes) dans les villes industrielles de Pécs, Békéscsaba et Tatabánya. Les arrestations en masse parmi la base des Conseils Ouvriers se poursuivent.

Aucune réponse à la déclaration du Conseil Ouvrier Central.

8 décembre.

10.000 personnes manifestent contre l'arrestation de deux membres du Conseil Ouvrier dans la ville minière de Salgótarján: 80 victimes, mortes ou blessées. (Les travailleurs des mines de charbon et d'uranium se sont jusqu'à présent distingués par leur résistance passive. Le rendement est tombé à moins de 50% de ce qu'il était avant la révolution. Plusieurs mines ont été inondées.)

Nouveaux conflits entre les ouvriers et l'A.V.O. dans le soi-disant « bastion du Parti Communiste » de Csepel, par suite de nouvelles arrestations de travailleurs.

On signale des grèves (« sauvages ») dans tout le pays. La première résolution lancée par le Parti Socialiste Ouvrier de Kádár déclare que les Conseils doivent « être repris en mains et purgés des démagogues qui n'ont rien à y faire ».

Toujours aucune réponse à la déclaration du conseil Ouvrier Central de Budapest.

9 décembre.

Les manifestations de travailleurs et d'étudiants se multiplient à Budapest. Le conseil Ouvrier Central proclame une grève générale de 48 heures à partir du 11 décembre « ... pour protester contre la répression dont sont l'objet les travailleurs et leurs représentants librement choisis».

La loi martiale est proclamée.

Le gouvernement dissout tous les Conseils Ouvriers régionaux et centraux; mais il ajoute qu'il ne dissoudra pas ceux des usines et des mines.

11 décembre.

Dans la ville d'Eger, des manifestants libèrent de force des membres emprisonnés du Conseil Ouvrier.

Le président du Conseil Ouvier Central de Budapest, Sándor Rácz, et son sécretaire, Sándor Bali, sont arrêtés. Pour montrer à Kádár et aux Russes de quel soutien les Conseils Ouvriers bénéficient encore dans tout le pays, la grande et historique grève générale de 48 heures commence. L'arrêt de travail est pratiquement total.

12 décembre.

A Eger, la police tire sur une importante foule de manifestants: deux travailleurs tués, plusieurs blessés. Les manifestants jettent alors des grenades et occupent pendant un court laps de temps un petit bâti-

ment dans lequel se trouve une rotative. Des tracts et des affiches révolutionnaires sont imprimés et distribués. On peut lire dans le commentaire du *Népszabadság* sur la grève de 48 heures: « Une grève jamais égalée dans l'histoire du mouvement ouvrier hongrois... »; mais le même journal prétend que c'est le résultat de manœuvres d'intimidation de la part des « contre-révolutionnaires ». A Budapest, le courant est coupé, ce qui ne s'était pas même produit dans les moments les plus durs des récents combats. Les chemins de fer et les autres moyens de transport sont paralysés dans tout le pays. Les usines sont à l'arrêt. De très nombreux chars russes sont envoyés dans les rues de la capitale. Le gouvernement autorise les tribunaux d'exception à exécuter automatiquement sur place les gens reconnus « coupables ». A Kútfej, un ouvrier de 23 ans est condamné à 10 ans de prison pour avoir détenu chez lui un révolver et des munitions. Les grandes fouilles systématiques à la recherche d'armements se poursuivent, souvent menées par les troupes russes.

13 décembre.

« Les gens rient aujourd'hui à Budapest » - Sam Russel, *Daily Worker.*

14 décembre.

La grève de deux jours prend fin après avoir révélé sa force. Le gouvernement rappelle aux gens que toute manifestation et tout rassemblement sont « officiellement » interdits. La *Pravda* affirme que la tentative de révolution en Hongrie était « un putsch fasciste... (où) les forces de l'impérialisme international, dirigées par certains milieux américains, jouaient les rôles principaux et décisifs ».

15 décembre.

La peine de mort pour fait de grève est remise en vigueur. A Miskolc, János Soltész est traîné devant la cour martiale, accusé d'avoir caché des armes et exécuté immédiatement après le procès. C'est la première exécution signalée pour ce délit. József Dudás, le populaire président du Conseil Révolutionnaire de Budapest, est mis à mort. Gyula Háy et de nombreux écrivains et intellectuels sont arrêtés.

Les syndicats sont une fois de plus « réorganisés » et on met en place des dirigeants « dignes de confiance ». Hypocritement, le nom de « Conseil National des Syndicats Libres » est conservé (129).

---

(129) Voir Appendice III, 26 février 1957.

17 décembre.

Les mineurs posent leur conditions à Kádár pour reprendre le travail normalement; à savoir, entre autres: la formation de leurs propres comités indépendants qui les répresentent dans les négociations avec la direction des charbonnages, le départ de toutes les troupes soviétiques et la désignation de Nagy comme premier ministre. Un porte-parole ajoute: « Si le gouvernement n'accepte pas ces conditions, aucun travail ne sera effectué dans les mines, même si nous, les mineurs, nous devons aller mendier ou émigrer de notre patrie. » (130)

Un tiers de la main d'œuvre des mines d'uranium de Pécs a quitté son emploi. Un autre tiers a été mis en chômage technique par suite des coupures de courant.

20 décembre.

La police est autorisée à emprisonner pour six mois, sans procès, les personnes suspectées de « menacer la sécurité publique et la production ».

25 décembre.

On signale de nombreuses exécutions. Les grévistes sont isolés et réprimés pour intimider les autres travailleurs. Les grèves ne durent guère dans de telles conditions de terreur...

26 décembre.

György Marosán (131), social-démocrate et ministre dans le gouvernement Kádár, déclare que, si c'est nécessaire, le gouvernement mettra à mort 10.000 personnes pour prouver que c'est lui qui est le vrai gouvernement, et non les Conseils Ouvriers.

29 décembre.

Déclaration de l'Union des Ecrivains Hongrois: « Nous devons constater à contre-cœur que le gouvernement soviétique a commis une erreur historique en souillant de sang la révolution. Nous voyons venir le jour où la grande puissance qui s'est trompée se repentira. Nous mettons tous les hommes en garde contre le jugement erroné qui affirme que la révolution hongroise aurait détruit les conquêtes du socialisme

(130) Le *Times* du 17 décembre 1956.

(131) Marosán, avec Kádár, Apró et Münnich, disparut la veille de la seconde attaque russe, probablement pour constituer un « gouvernement ».

sans l'intervention de l'armée soviétique. Nous savons que ce n'est pas vrai. » (132)

●

Les événements décrits ci-dessus, qui couvrent le mois de décembre 1956, ne représentent qu'une partie de ce dont nous avons disposé. Il y eut tout le long du mois des informations relatant les faits de la résistance armée de la guérilla, surtout dans le comitat de Borsod (la région industrielle la plus vaste de Hongrie), à Veszprém, Miskolc, Szombathely, Vác, Kunszenmarton, et même dans les collines de Buda. Il faut avant tout noter que l'on signalait presque quotidiennement des arrestations à grande échelle, des procès, des condamnations et des exécutions d'ouvriers, d'étudiants et d'intellectuels. Ces faits étaient souvent annoncés par Radio-Budapest pour intimider les gens.

La chronologie des événements de 1957 (voir Appendice III) révèle que la résistance ouverte diminua graduellement. Néanmoins, des grèves et des manifestations continuèrent à se produire tout au long des années 1958 et 1959.

Entre décembre 56 et décembre 57, le contrôle bureaucratique fut progressivement resserré. Un fait particulièrement significatif de cette période fut la destruction systématique des Conseils Ouvriers par les dirigeants du parti. D'abord, il y eut les arrestations parmi les membres des comités des Conseils Ouvriers, puis directement à la base. Ensuite, le gouvernement proclama, le 9 décembre 1956, que tous les Conseils régionaux et centraux étaient dissous; cependant, les Conseils particuliers des usines et des mines furent tolérés pendant un certain temps.

L'intimidation faisait son effet. Au début de janvier 1957, les membres des Conseils qui n'avaient pas encore été arrêtés commencèrent à démissionner. Au milieu de l'année, le projet des Conseils était réduit à néant. Les délégués élus par les travailleurs furent destitués et remplacés par des fantoches du gouvernement. En septembre 1957, Antal Apró, vice-premier ministre, annonça que les derniers Conseils Ouvriers seraient remplacés par des Conseils d'Entreprise « sous la direction des syndicats » — tous les ouvriers du monde savent ce que cela signifie!

(132) *L'Observer* du 30 décembre 1956. Au début de 1957, l'Union des Ecrivains fut dissoute, de même que l'Union des Journalistes (voir Appendice III, 17 et 19 janvier 1957).

Au début du mois de novembre, les Conseils Ouvriers furent attaqués par Ferenc Münnich, ministre de l'Intérieur, qui déclara qu'ils étaient « dirigés par les éléments étrangers à la classe »; il était « nécessaire de remplacer le plus vite possible cette structure toute entière par de nouvelles organisations ».

Le 17 novembre 1957, on annonça officiellement que tous les Conseils qui subsistaient étaient abolis sans délai. A présent, le seul mot de « Conseil Ouvrier » embarrassait et mettait en colère le régime. La bureaucratie tenta l'impossible: effacer de la mémoire du peuple hongrois et de l'Histoire cette grande expérience positive d'autogestion par la classe ouvrière.

14) UNE CONTRE-REVOLUTION FASCISTE ?

> *« Dans tous ses sanglants triomphes sur les champions pleins d'abnégation d'une société nouvelle et meilleure, cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail, a étouffé les gémissements de ses victimes sous un haro de calomnies, que l'écho répercute dans le monde entier. »*
>
> *K. Marx* - La Guerre Civile en France - *1871.*

Malgré tout ce que l'on vient de dire, il y a, aujourd'hui même, des membres du Parti Communiste pour croire encore à la propagande de leurs leaders: d'après eux, les troupes russes auraient mis le holà à une contre-révolution en Hongrie. Il serait bon de réfuter ce mensonge une fois nour toutes.

Dans le *Daily Worker* du 10 novembre 1956, Palme Dutt, le théoricien du Parti Communiste britannique, écrivait: « L'alternative en Hongrie réside dans les conquêtes socialistes de douze années ou dans le retour au capitalisme, à la propriété foncière et au fascisme de Horthy, ainsi que l'a laissé entendre clairement l'allocution radiodiffusée du cardinal Mindszenty. » Quelle terrible accusation que celle-ci de la part du communisme à la moscovite! Palme Dutt voulait-il vraiment dire que de larges secteurs de la classe ouvrière hongroise préféraient effectivement le capitalisme? Nous savons que ce n'est de toute évidence pas vrai.

Dans notre compte-rendu de la révolution hongroise, nous n'avons pas parlé de la libération du cardinal Mindszenty, le 30 octobre, ni de son allocution radiodiffusée du 3 novembre à laquelle Palme Dutt faisait allusion. Ce n'était pas une lacune; nous ne l'avons pas « ignorée ». Le discours de Mindszenty n'est pas un trait déterminant de la révolution. Il ne paraît important que pour celui qui examine les prétextes invoqués par les apologistes du Kremlin pour justifier le massacre du 4 novembre.

Il n'est pas nécessaire de citer le discours de Mindszenty en entier. Palme Dutt et les autres propagandistes staliniens ont prétendu qu'il s'agissait d'un « retour au fascisme » en se basant sur un mythe: Mindszenty aurait appelé à la restitution des propriétés confisquées à l'Eglise catholique. Or, en dépit d'un grand nombre d'ambiguités dans les paroles du cardinal, aucune ne peut être interprétée dans ce sens - pas même quand il a dit désirer « une société sans classes fondée sur les règles de la légalité et de la démocratie, ainsi que sur la propriété privée adéquatement limitée par les intérêts de la société et de la justice ». A la lecture de cette phrase, on peut sans doute considérer que Mindszenty est un marchand de confusion social-démocrate et élu de Dieu, mais jamais on ne peut le qualifier de « fasciste ».

Indubitablement, des réactionnaires conservateurs ou même fascistes ont pris part à la révolution. Ils auraient sans aucun doute tiré le plus possible avantage d'une société nouvelle et libre pour diffuser leurs idées. Mais de telles idées n'auraient rencontré qu'un appui insignifiant. En tous cas, ce ne sont sûrement pas ces gens-là qui déclenchèrent la révolution, ni qui exercèrent la moindre influence sur son développement. Les propagandistes communistes du monde entier ont fureté dans le moindre recoin et épluché les dépêches des correspondants de presse, particulièrement ceux de droite, à la recherche de bribes d'information susceptibles de confirmer leur version des faits. Le message de Mindszenty, la veille de la seconde intervention, c'est ce qu'ils ont réussi à dénicher de mieux.

Et même ici, ils se virent obligés de dénaturer le sens de ce qu'avait dit Mindszenty. Ils furent aussi forcés de garder un silence éloquent lorsque, le 5 novembre, Mindszenty dut se réfugier à l'ambassade des Etats-Unis. Comment! N'y avait-il pas de « contre-révolutionnaires » hongrois pour abriter le digne prélat? Quelle influence sur les masses en révolte! Dans les grandes lignes, Mindszenty soutenait Nagy. Mais Nagy n'avait pas le pouvoir, tandis que le peuple, lui, l'avait. Si les ouvriers n'écoutaient pas Nagy, pourquoi auraient-ils écouté Mindszenty?

Si la révolution d'octobre-décembre 1956 fut l'œuvre de « forces réactionnaires, fascistes et contre-révolutionnaires », où était l'efficacité tant vantée de la bureaucratie? Que faisaient les forces de sécurité de l'Etat (l'A.V.O.) pendant les préparatifs de l'insurrection? Comment est-il possible que les oreilles de la police secrète, tendues à tous les azimuths, n'aient jamais eu vent des projets d'insurrection?

Dans un Etat où toute personne âgée de plus de six ans avait un dossier, il était tout simplement impossible de mettre sur pied le genre d'organisation nécessaire à une révolte fasciste, ou même capitaliste. Cela peut sembler paradoxal, mais on peut dire que la force de la révolution hongroise a résidé justement dans l'absence d'une organisation « révolutionnaire » centralisée et bureaucratique, c'est-à-dire semblable à l'organisation de ceux qui détenaient le pouvoir.

Quels sont les révolutionnaires professionnels qui auraient perdu un temps précieux à démolir l'énorme statue de Staline, à mettre le feu aux livres et aux documents dans les librairies russes Horizon, à discuter interminablement comme on le fit dans les Conseils, dans les comités et même dans la rue?

Et, par ailleurs, quels sont les révolutionnaires qui auraient été capables d'extraire de la classe ouvrière les montagnes d'initiatives, de résistance et d'abnégation dont elle devait faire preuve dans ce combat qu'elle estimait lui appartenir en propre?

Les staliniens persistent encore à dire que les révolutionnaires n'ont pas obtenu leurs armes des usines ou des soldats de l'armée hongroise. Toute leur propagande de cette époque répète avec insistance que les armes furent introduites en contrebande par la frontière autrichienne. Comment les gardes frontaliers (qui faisaient partie de l'un des appareils les plus fidèles à la bureaucratie, l'A.V.O.) auraient-ils été assez impuissants dans l'accomplissement de leur « devoir » pour permettre à des milliers de fusils, de mitrailleuses, de grenades — sans parler de centaines de tonnes de munitions — de passer sans être remarqués les barbelés électrifiés (133) pour être ensuite acheminés sans encombre vers les lieux convenus à l'avance pour la distribution?

Il n'y a pas grand-chose à ajouter sur cette accusation de « contre-révolution fasciste ». Mais il y avait, prétendent les staliniens, d'autres facteurs qui, pour être moins importants, n'en étaient pas moins « réac-

(133) Ce n'est pas tout à fait correct car les barbelés électrifiés avaient été enlevés quelques mois avant la révolution, pendant les « voyages de charme » de Krouchtchev et de Boulganine.

tionnaires »: et de citer la demande d'élections parlementaires ou les illusions sur l'O.N.U.; de plus, les Hongrois ont aboli l'usage de s'adresser à quelqu'un en l'appelant « camarade » et adopté le terme « ami », et ils ont ôté du drapeau hongrois le symbole du Parti Communiste.

Nous avons déjà commenté certains de ces points. Les deux premières exigences étaient le produit de dix ans de pouvoir stalinien. Il n'y avait pas que les partis de droite qui avaient été supprimés, mais également toutes les tendances et toutes les idées politiques de la classe ouvrière elle-même. Dans les conditions qui régnaient en Hongrie sous la domination russe, nombre d'institutions politiques de l'Ouest faisaient l'effet de parangons de vertu démocratique. Même dans les rangs du parti, la moindre opposition était étouffée, et ceux qui déviaient de la ligne du Parti avaient affaire à la police secrète.

Ce n'est ni le moment ni le lieu de faire une analyse détaillée du fascisme. Il suffira de mettre en évidence que le fascisme n'avait aucune chance de succès en octobre-novembre 1956, parmi des travailleurs aussi conscients politiquement que les ouvriers hongrois. Qui plus est, les conditions sociales et économiques nécessaires au développement de tendances fascistes ne peuvent tout simplement pas voir le jour dans des conditions de capitalisme bureaucratique absolu. Malgré cela, les propagandistes du parti formulèrent un nouveau dogme quand Kádár revint de Moscou en mars 1957: ils déclarèrent que « la dictature du prolétariat, si elle est renversée, ne peut être remplacée par aucune forme de gouvernement autre qu'une contre-révolution fasciste ». Comme dans l'Eglise catholique, les choses sont érigées en dogmes que les dirigeants prétendent faire accepter aux masses sans pouvoir les en convaincre. En tous cas, même avant la révolution, le dictateur n'était pas le prolétariat; au contraire: c'était lui qui subissait la dictature. Et c'est contre cet état de choses que le prolétariat se souleva. Kádár lui-même dut l'admettre plus ou moins implicitement quand il déclara: « Le régime se rend compte que les gens ne savent pas toujours ce qui est bon pour eux; il appartient dès lors aux dirigeants d'agir, non pas conformément à la *volonté* du peuple, mais conformément à ce qu'ils savent être préférable dans l'*intérêt* du peuple. » (134)

Au cours du Xème Congrès du Parti Communiste russe, en 1921, alors que les ouvriers et les marins de Cronstadt se faisaient sauvagement réprimer, Trotsky avait le premier formulé clairement ce point de vue.

(134) On trouvera d'autres extraits du discours de Kádár à l'Assemblée Nationale à l'Appendice III, 10 et 11 mai 1957.

Dénonçant l'opposition ouvrière au sein de son propre parti, il expliquait: « Ils se sont manifestés avec des slogans dangereux! Ils sont fétichisé les principes démocratiques! Ils ont placé au-dessus du Parti le droit des travailleurs à élire des représentants; comme si le Parti n'était pas en droit de faire valoir sa dictature même si cette dictature s'oppose momentanément aux modes éphémères de la démocratie ouvrière. » Trotsky parlait aussi du « droit d'aînesse révolutionnaire et historique du Parti; ... le Parti est obligé de maintenir sa dictature... sans se soucier des hésitations passagères, même dans la classe ouvrière... La dictature ne se base pas à tout moment sur le principe formel de la démocratie ouvrière... »

Plus de 70 ans auparavant, Marx avait écrit que l'émancipation de la classe ouvrière serait l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Le bolchévisme, en 1921, et le stalinisme, en 1956, ont surgi pour montrer qu'il avait tort. Désormais, c'étaient les dirigeants du Parti, et non plus les masses, qui incarnaient le progrès social. Au besoin, les balles du Parti rectifieraient les « hésitations passagères de la classe ouvrière ».

15) POURQUOI ?

« ... toutes les luttes politique sont des luttes de classes... toutes les luttes d'émancipation d'une classe roulent en définitive sur une émancipation économique. »

F. Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la Philosophie Classique Allemande.

« La terreur implique une bonne part de cruauté gratuite perpétrée par des gens effrayés qui cherchent par là à se rassurer. »

Engels - Lettre à Marx *du 4-9-1870.*

On ne sait pas encore exactement combien de personnes ont trouvé la mort pendant la révolution hongroise. Les estimations varient entre 20 et 50.000 Hongrois, d'une part, entre 3.500 et 5.000 Russes de l'autre. Le nombre des blessés est beaucoup plus élevé. Depuis novembre 1956, plusieurs milliers de personnes ont été exécutées. Le nombre d'emprissonnés se chiffre par dizaines de milliers; la plupart des prisonniers politiques libérés pendant la révolution ont été réincarcérés par la suite.

Certains étaient conscients, depuis longtemps, du caractère véritable du régime russe et du rôle contre-révolutionnaire joué par ses agents, les partis staliniens, dans les luttes de la classe ouvrière qui se sont déroulées pendant les quarante dernières années. Certains se souviennent comment le parti a réprimé impitoyablement toute opposition de la classe ouvrière en U.R.S.S.; ils se souviennent des souffrances occasionnées à des populations entières, déportées à l'époque de la collectivisation (135).

Néanmoins, il semblait impossible, avant que travailleurs et communites se heurtent de front dans tous les pays, que la bureaucratie russe assume la responsabilité d'écraser avec des milliers de chars une insurrection qui avait mobilisé tous les secteurs de la population hongroise, et, particulièrement, la jeunesse et la classe ouvrière.

Les Krouchtchev, les Mikoyan, les Boulganine, avaient accusé Staline de tous les maux du passé. Ils avaient prétendu n'être que les spectateurs impuissants d'une terreur qu'ils avaient en horreur. Durant les mois qui avaient précédé la révolution, ils avaient exhibé leurs grandes gueules dans toutes les capitales du monde en essayant de se faire passer pour des « mecs bien ». Mais ils se sont rendus coupables d'un crime qui éclipse toutes les atrocités commises par Staline.

Pourquoi le Kremlin décida-t-il d'écraser la Hongrie?

Nous avons examiné l'excuse « officielle »: Nagy n'était pas à même d'arrêter la contre-révolution fasciste. Bien sûr que Nagy était incapable! Mais c'est d'arrêter les travailleurs qu'il était incapable! Admettre cela, pour les Russes, aurait signifié admettre la faillite de leur communisme. C'est pour cette raison que Mao-Tsé-Toung, Tito, Gomulka, en somme la hiérarchie communiste du monde entier, au-delà de leurs divergences (136), accordèrent tout leur soutien à la ligne du Kremlin. La bureaucratie russe pouvait trouver des compromis avec les Tildy, les Kovács, même avec les Mindszenty. Elle pouvait encore rester au pouvoir en faisant des concessions. MAIS IL N'Y AVAIT AUCUNE BASE, QUELLE QU'ELLE SOIT, POUR UN COMPROMIS AVEC LES ORGANISATIONS AUTONOMES DE LA CLASSE OUVRIERE EN ARMES (LES CONSEILS). LEUR VICTOIRE AURAIT SIGNIFIE LA DEFAITE TOTALE DE LA BUREAUCRATIE!

---

(135) Ceci fut confirmé par Krouchtchev au XXème Congrès.

(136) Les communistes chinois reprochent maintenant aux Russes de ne pas avoir agi avec assez de vigueur dans la répression de la révolution hongroise!

Certains ont dit que la Russie n'avait pas d'autre choix que celui de maintenir solidement la Hongrie sous son emprise: un retrait l'aurait laissée vulnérable aux attaques de l'Ouest. Militairement, l'argument est faux. Si la Pologne et l'Allemagne de l'Est représentaient des points stratégiques vitaux, il n'en allait pas de même pour la Hongrie ou pour la Roumanie. On raconte que Krouchtchev lui-même avait envisagé de se débarrasser de la Hongrie. Il croyait que cela aurait représenté un immense gain de prestige. Mais ça, c'était avant la révolution!

D'autres encore ont affirmé que l'attaque barbare d'Eden contre l'Egypte, le 1er novembre 1956, influença énormément le Kremlin dans sa décision de déclencher une deuxième attaque contre les Hongrois (le 4 novembre). A cause de l'entreprise de Suez, les propagandistes américains ne purent exploiter pleinement la tragédie hongroise. Mais bien que, pour le Kremlin, Suez fût une heureuse coïncidence, il est tout simplement faux d'affirmer que ces événements aient influencé fondamentalement sa décision: l'accumulation de l'armement lourd soviétique dans le nord-est de la Hongrie avait déjà commencé plusieurs jours avant qu'Eden ne lance son ultimatum à l'Egypte.

Entre le 23 octobre et le 4 novembre, les ouvriers hongrois avaient spontanément organisé leur propre pouvoir au moyen des Conseils. Ils avaient immédiatement donné à ces Conseils la plus grande extension possible. Ces groupes autonomes avaient constitué, avec une rapidité extraordinaire, une force militaire capable de neutraliser momentanément l'armée russe et l'A.V.O., sinon de les forcer pratiquement à battre en retraite. Leurs revendications avaaient eu pour résultat de changer radicalement la situation des travailleurs dans les structures de l'industrie. Elles avaient attaqué directement les racines de l'exploitation. L'ordre public, *leur* ordre, avait été maintenu. La distribution des vivres, du charbon et des médicaments avait été magnifiquement menée à bien. Même un reporter de l'*Observer* devait le reconnaître: « Un aspect extraordinaire de cette situation, c'est que malgré la grève générale, malgré qu'il n'y ait aucune industrie centralisée, les travailleurs ont quand même pris en charge eux-mêmes le fonctionnement des services essentiels, pour des buts qu'ils ont déterminés et mis au point eux-mêmes. Dans les régions industrielles, les Conseils Ouvriers ont pris en charge la distribution des produits de première nécessité et de la nourriture à la population, pour lui permettre de survivre. Les mineurs fournissent journellement la quantité de charbon nécessaire pour faire marcher les centrales électriques et pour chauffer les hôpitaux de Budapest et des autres grandes villes. Les cheminots organisent des convois qui se rendent

aux destinations qui ont reçu l'approbation de tous et pour des besoins également approuvés par tous... » (137).

Le réseau de Conseils Ouvriers et Paysans qui surgit spontanément fut la plus grande victoire de la révolution hongroise. C'est la grande leçon historique que laisse la Hongrie de 1956. Elle a immortalisé le peuple hongrois. A la fin d'octobre, le gouvernement des Conseils était une réalité: c'est cette grande vérité toute simple, quoique d'une force et d'une évidence incontestables, qui, à l'époque et même depuis lors, a échappé à tant de gens.

Dans sa décision d'écraser ce petit pays, la logique du Kremlin était lucide, inébranlable et implacable. Les dirigeants russes ne pouvaient tolérer, sur le pas de leur porte, un pays où, pour la première fois dans l'histoire, les gens géraient leurs propres affaires et où, chose plus grave encore, ils approchaient à pas de géants d'une authentique égalité entre les individus. Ils ne pouvaient le tolérer, car l'exemple aurait été accueilli à bras ouverts par les peuples « satellites » opprimés qui, déjà, bouillaient de mécontentement. S'ils avaient permis à la révolution de triompher, ils auraient permis que son influence se répercute et exerce une action sur la classe ouvrière de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Yougoslavie. Les travailleurs de ces pays subissaient la même exploitation que celle dont les Hongrois s'étaient libérés. En permettant à la révolution de se développer, le Kremlin aurait donné un essor immense au mouvement polonais qui, pendant un mois, avait déjà arraché concession sur concession aussi bien à la bureaucratie polonaise qu'au Kremlin lui-même.

Enfin, la révolution de Hongrie ne pouvait être tolérée, à cause de l'exemple qu'elle donnait au grand peuple assujetti qui vit au-delà de sa frontière nord-est. Les soldats russes passaient des armes aux révolutionnaires hongrois (et parfois se joignaient à leur rangs): ce seul fait a sans doute fait frémir Krouchtchev et ses acolytes. Si on ne pouvait faire confiance à certaines parties de l'Armée Rouge pour réprimer une insurrection « étrangère », comment cette armée aurait-elle réagi devant une semblable insurrection en Russie même? Voilà bien le cauchemar qui privait Krouchtchev de sommeil!

(137) L'*Observer* du 25 novembre 1956.

CONCLUSION

LE SENS DE LA REVOLUTION HONGROISE

« L'émancipation des ouvriers... implique l'émancipation universelle de l'homme; or celle-ci y est incluse parce que tout l'asservissement de l'homme est impliqué dans le rapport de l'ouvrier à la production et que tous les rapports de servitude ne sont que des variantes et des conséquences de ce rapport. »

K. Marx - Manuscrits de 1844.

Quand les Hongrois furent définitivement écrasés, le crocodile occidental se mit à pleurer. Mais il avait l'air assez satisfait sous ses larmes.

Nous avons déjà vu qu'à l'Ouest, les commentaires « politiques » furent centrés sur les aspects nationalistes de la révolution, sans égard pour leur importance minime. Pourquoi les politiciens occidentaux mettaient-ils tant de nuances dans leur soutien et pourquoi se montaient-ils si parcimonieux dans leurs louanges de l'Octobre hongrois? Fondamentalement, parce qu'ils étaient opposés à ses méthodes comme à ses buts.

«L'opinion la plus répandue parmi les officiels américains était que le mot « évolution » vers la liberté en Europe de l'Est conviendrait mieux pour tous les intéressés que le mot « révolution », bien que personne ne l'ait dit publiquement. » (138) Et, en ce qui concerne les buts, s'imagine-t-on le président des Etats-Unis, la Chambre des Représentants, le premier ministre britannique, le gouvernement de Sa Majesté,

(138) *New York Times* du 27 octobre 1955.

la Loyale Opposition de Sa Majesté, le secrétaire général du T.U.C. (139) ou les dirigeants syndicaux de Sa Majesté en train de soutenir les visées sociales, économiques et politiques qui étaient à la base de la révolution hongroise? Quel est le gouvernement capitaliste qui aurait appuyé sans arrière-pensées un peuple qui demandait « la gestion ouvrière de l'industrie » et qui commençait déjà à la mettre en œuvre sur une échelle de plus en plus large? Il est possible que les gouvernements capitalistes fassent la guerre pour protéger leur propres intérêts de classe, mais on les imagine mal en train de faire la guerre pour protéger les intérêts d'une révolution qui, dans tous les domaines, les avait, tout autant que leurs homologues bureaucratiques de l'Est, rendus aussi manifestement inutiles. Car, comme l'a écrit Peter Fryer, la révolution hongroise montra « que de simples ouvriers et ouvrières étaient capables de prendre leurs affaires dans leurs propres mains et de les gérer sans une caste spéciale de fonctionnaires » (140) .

Les observateurs naïfs ne pouvaient comprendre pourquoi l'Ouest, ayant « fait défaut » en n'assumant pas une initiative militaire en Hongrie, n'eut pas tout au moins un geste politique à l'égard de ce pays. Ils poussèrent des cris d'indignation, à l'O.N.U. et ailleurs. Mais une initiative politique effective aurait impliqué le soutien, la clarification et la dissusion des principales revendications des travailleurs hongrois, celles qui étaient la cheville ouvrière de la révolution et, en particulier, la revendication sans laquelle cette révolution n'aurait en rien été celle du peuple: *le pouvoir ouvrier,* c'est-à-dire un changement complet dans les rapports de production.

« Les rapports de production (patron-ouvrier, dirigeant-dirigé, celui qui donne les ordres-celui qui les reçoit) demeurent le fondement de la structure de classe de toute société. Dans tous les pays du monde, ces rapports sont des rapports capitalistes, parce qu'ils sont fondés sur le travail salarié. » (141) La classe ouvrière hongroise tenta de dépasser la société de classes en s'attaquant à la racine même du système social.

Certains observateurs occidentaux estimèrent que ses méthodes étaient « chaotiques ». Ils déplorèrent « l'absence d'organisation ». Mais les travailleurs hongrois avaient saisi d'instinct, même s'ils ne l'ont probablement pas déclaré explicitement, qu'ils devaient rompre complète-

(139) Trades Union Congress. Organisme unitaire des principaux syndicats britanniques, au rôle plutôt formel.

(140) Peter Fryer, op. cit.

(141) *Socialism or Barbarism,* brochure de Solidarity, n° 11, p. 3.

ment avec les formes d'organisation traditionnelles qui, pendant des années, les avaient pris au piège au même titre que la classe ouvrière occidentale. Ce fut là leur force. Ils se rendirent compte que cela signifiait aussi rompre avec les institutions qu'ils avaient eux-mêmes créées, à l'origine en vue de leur émancipation, et qui, par la suite, étaient devenues des entraves pour eux. De nouveaux organes de lutte furent créés: les Conseils Ouvriers, qui incarnaient d'une manière embryonnaire la nouvelle société qu'ils cherchaient à construire. On pouvait difficilement s'attendre à ce que les « observateurs » occidentaux reconnaissent tout cela ou à ce qu'ils s'étendent sur le sujet!

La classe ouvrière d'Europe occidentale, bien qu'ébranlée par la lutte de ses camarades hongrois, demeura passive. Et pourtant, elle seule avait le pouvoir de sauver la révolution. Mais les ouvriers restèrent dans l'expectative, car ils étaient (et sont toujours) sous l'influence idéologique des « directions » de « leurs organisations ». La dégénérescence de ces organisations n'est pas due à la « trahison » de « mauvais dirigeants ». « Le problème a des racines beaucoup plus profondes... Les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ont de plus en plus adopté les objectifs, les méthodes, la philosophie et les modèles d'organisation de la société qu'elles essayent précisément de renverser. Une division croissante entre les dirigeants et les dirigés, entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui les reçoivent, s'est développée dans leurs rangs. Le point culminant en est le développement d'une bureaucratie de la classe ouvrière qui ne peut être ni éliminée, ni contrôlée. Cette bureaucratie poursuit ses propres objectifs. » (142) Une fois que l'on s'en rendra compte et que l'on agira en conséquence, les jours de la bureaucratie seront comptés.

Dans l'organisation de leurs Conseils Ouvriers et dans la réorganisation de leur syndicats, les Hongrois ont montré qu'ils étaient pleinement conscients du fait que « l'organisation révolutionnaire ne pourra combattre la tendance à la bureaucratisation que si elle fonctionne elle-même suivant les principes de la démocratie prolétarienne et d'une manière consciemment anti-bureaucratique ». (143). Les différents Conseils qui surgirent dans tout le pays avaient la plus large autonomie possible. Pour autant que nous avons pu en juger, jamais personne ne remit en question le principe de révocabilité à tout des déléguées élus aux Conseils Centraux. Ce principe devint immédiatement une

(142) Id., pp. 13-14.
(143) Id., p. 20.

réalité, automatiquement acceptée et tenue pour compte.

Le massacre des Hongrois, la destruction des organisations qu'ils avaient construites pendant leur brève période de liberté et la totale reprise en mains de tous les aspects de leur vie par la bureaucratie marqua la fin d'une époque: l'ère pendant laquelle les bureaucrates russes avaient partiellement réussi — malgré Staline — à se faire passer pour les défenseurs du socialisme et les champions de la classe ouvrière. Les choses ont changé une fois pour toutes.

La révolution hongroise d'octobre 1956 a laissé un message écrit avec le sang de milliers de simples ouvriers, des jeunes surtout: aujourd'hui, dans le monde entier, la lutte de classes n'est pas une lutte entre l'Est et l'Ouest, entre les partis de gauche et les partis de droite, ou entre les patrons et les dirigeants syndicaux; c'est la lutte de la classe ouvrière pour sa *propre* émancipation. C'est la lutte de la classe ouvrière contre tous les régimes, toutes les institutions et toutes les idéologies bureaucratiques, qui, à l'Est comme à l'Ouest se mettent en travers de sa marche vers la liberté.

Quel que soit le nom que l'on donne à la société nouvelle à laquelle nous aspirons — la société sans classes où les hommes seront vraiment libres de développer pleinement leur personnalité et de diriger tous les aspects de leur vie — quel que soit le nom qu'on lui donne, sa mise en place dépendra de plusieurs choses essentielles. Elle dépendra d'une attitude à l'égard du « sommet » radicalement différente et nouvelle par rapport à celle qui prédomine aujourd'hui dans les organisations traditionnelles de la « gauche ». Elle dépendra du degré de compréhension du fait que l'objectif de la révolution n'est pas seulement un changement dans la détension formelle de la propriété, mais qu'elle réside aussi dans l'abolition de toutes les couches sociales qui n'existent que pour diriger de l'extérieur l'activité du reste de la société. Enfin, une troisième condition, c'est que les travailleurs réalisent qu'ils sont capables de diriger la société et se rendent compte du besoin urgent qu'ils ont de le faire. Sans cela, on ne peut progresser vers la solution des gigantesques problèmes auxquels l'humanité est confrontée (et le moindre des ces problèmes n'est pas de savoir si l'aube se lèvera encore demain ou si nous serons tous exterminés dans un holocauste nucléaire).

De célèbres intellectuels ont écrit des ouvrages très doctes sur les problèmes d'un monde où la vie pourrait être balayée de la surface de la terre par les décisions et les actes d'une infime minorité d'individus. A cause de leur position particulière au sein de la société, un petit

nombre seulement de ces intellectuels a osé parler ouvertement et proclamer que la solution de ces problèmes implique une profonde révolution sociale où les travailleurs — l'immense majorité du genre humain — prendront le pouvoir en mains propre et procèderant à la construction d'une société où ils seront les maîtres de leurs destinées. Ils devront le faire d'eux-mêmes et ne pourront déléguer cette tâche à personne. La véritable liberté dépendra du degré de compréhension de cette tâche révolutionnaire et de sa mise en pratique.

DOCUMENTS

1 - RESOLUTION DE L'UNION DES ECRIVAINS

lue à la foule rassemblée devant la statue de Bem le 23 octobre 1956.

« Nous sommes arrivés à un tournant historique. Nous ne serons capables de faire ce qu'il faut dans cette situation révolutionnaire que si le peuple travailleur de Hongrie tout entier se rallie à nous dans la discipline. Les dirigeants du Parti et de l'Etat ne nous ont à ce jour pas présenté le programme révolutionnaire que nous attendions. Les responsables de cet état de fait sont ceux qui, au lieu de faire s'épanouir la démocratie socialiste, s'organisent avec obstination dans le dessein de rétablir en Hongrie le régime de terreur que nous avons connu sous Staline et Rákosi. Nous, écrivains hongrois, avons formulé ces revendications de la nation hongroise dans les sept points que voici:

1. Nous voulons une politique nationale indépendante et qui soit basée sur les principes socialistes. Nos rapports avec tous les pays et, en premier lieu, avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, devraient être réglés sur le principe de l'égalité. Nous réclamons la revision des traités et accords économiques entre Etats dans l'esprit de l'égalité des droits nationaux. (1)

2. Il faut mettre fin aux politiques menées par les minorités dirigeants nationales, politiques qui perturbent les relations amicales entre peuples. Nous voulons une amitié loyale et sincère avec nos alliés, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Cela ne peut être que sur la base des principes léninistes.

3. La situation économique du pays doit être clairement décrite. Nous ne pouvons sortir de la crise actuelle que si tous les ouvriers, paysans et intellectuels sont à même de jouer le rôle qui leur revient dans l'administration politique, sociale et économique du pays.

4. Les usines doivent être gérées par les ouvriers et les spécialistes. Le système humiliant de salaires, de normes et de sécurité sociale

(1) Ceci était une allusion à peine voilée au mines d'uranium de Pécs, découvertes 18 mois plus tôt. Les Russes les appelaient « mines de bauxite ».

pratiqué actuellement doit être réformé. Il faut que les syndicats soient les réprésentants véritables des intérêts de la classe ouvrière hongroise.

5. Notre politique à l'égard des paysans doit être réétudiée sur de nouvelle bases. Les paysans doivent avoir le droit de décider en toute liberté de leur propre sort. Il faut créer des conditions politiques et économiques qui permettent aux paysans d'adhérer sans contraintes aux coopératives. Le système actuel de livraisons à l'Etat et de paiement des taxes doit être graduellement remplacé par un système qui assure une production et un échange des marchandises sur une base libre et socialiste.

6. Pour que ces points se concrétisent, il faut que la structure de la direction du parti change, ainsi que les individus qui la composent. La clique de Rákosi, qui cherche à revenir au pouvoir, doit disparaître de notre vie politique. Il faut attribuer les fonctions qu'il mérite à Imre Nagy, qui est un communiste courageux et sincère et qui jouit de la confiance du peuple hongrois, ainsi qu'à tous ceux qui ont systématiquement combattu pour la démocratie socialiste au cours des dernières années. En même temps, il faut s'opposer résolument à toute tentative ou aspiration contre-révolutionnaire.

7. L'évolution favorable de la situation demande que le Front Populaire Patriotique assume la représentation politique de la couche travailleuse de la société hongroise. Notre système électoral doit correspondre à nos revendications d'une démocratie socialiste. Les représentants au Parlement, au Conseil et à *tous* les organes d'administration autonomes doivent être élus par le peuple librement et à bulletin secret.

2 - COMPLEMENTS DE BIOGRAPHIE DES PRINCIPALES PERSONNALITES

Ernö Gerö: emprisonné en 1919, à la chute du régime de Kun. Il combat en Espagne de 1936 à la défaite des Républicains (1), puis s'installe à Moscou et devient citoyen russe. Après la seconde guerre mondiale, il retourne en Hongrie et dirige le Parti jusqu'à l'arrivée de son ami Rákosi.

(1) En fait, il fut de ceux qu'envoya le Komintern pour aider le parti communiste espagnol à imposer sa ligne politique dans la guerre civile et plus particulièrement à réprimer les ouvriers, les anarchistes, et le P.O.U.M. en Catalogne.

János Kádár: né en 1910. Ses parents étaient valets de ferme. Il reçoit quelque instruction et devient serrurier. A l'âge de 19 ans, il rejoint le mouvement de jeunes du Parti Communiste clandestin. Emprisonné à plusieurs reprises pour de courtes périodes. Après la guerre, il devient officier de police, puis s'élève rapidement dans la hiérarchie. Après la fusion des partis socialiste et communiste, il devient membre du Politburo. Deux mois plus tard, il est ministre de l'Intérieur, mais est destitué vers le milieu de l'année 1950. Neuf mois plus tard, il est réelu au comité Central et au Politburo; peu après, il « disparaît ».

Béla Kun: prisonnier de guerre en Russie durant la première guerre mondiale; libéré par les Bolchéviks, il participe à la révolution d'Octobre. Auteur de plusieurs ouvrages, dont *La République Hongrois des Conseils* (Budapest, Editions Corvina, 1962).

Pál Maléter: officier de l'armée régulière durant l'entre-deux guerres. Pendant la deuxième guerre mondiale, il est l'un des gardes personnels de Horthy en qui ce dernier place toute sa confiance. En 1943, il est envoyé sur le front russe. Fait prisonnier, il rejoint une brigade de partisans organisée par les Russes; au bout de 6 mois, il est fait commandant d'un groupe de partisans. En 1944, il est parachuté dans le nord de la Hongrie et se bat contre les Nazis jusqu'à l'arrivée des troupes russes. En 1945, il rentre dans l'armée hongroise avec le grade de major, puis se rallie au Parti Communiste. Quand la République est proclamée en 1946, Maléter devient le garde du corps de son président, Zoltán Tildy, puis, lorsque Tildy est arrêté en 1948, il retourne à l'armée regulière. En 1951, il est promu au grade de colonel et reçoit le commandement d'une division blindée; on le charge également d'entraîner toutes les divisions blindées, y compris les cadets de l'école de Tata. En 1952, il est muté au ministère de la Défense et, à la fin de l'année, il est chargé du commandement des Brigades d'Entreprises.

Imre Nagy: né en 1896 de parents paysans calvinistes, fait seulement ses primaires, mais devient professeur à Rostov (Ukraine) et à Budapest et membre de l'Académie hongroise. En 1915, il est mobilisé et est plus tard fait prisonnier par les Russes. Témoin de la révolution d'Octobre et rallié au Parti Communiste russe en 1918, il retourne en Hongrie en 1921 et mène une activité clandestine contre le régime de Horthy. En 1927, il est arrêté, mais parvient à s'échapper un an plus tard et à se réfugier en Autriche. En 1930, il retourne en Russie et acquiert la citoyenneté russe. A son retour en Hongrie en 1944, il est l'un des « membres-fondateurs » du nouveau régime.

László Rajk: né en 1909, en Transylvanie, de père savetier. Etudiant à l'Université de Budapest, il s'affilie au Parti Communiste. A l'âge de 23 ans, il est emprisonné pour avoir participé à une « conspiration communiste » à l'université. Après sa libération, il travaille à plusieurs reprises comme manœuvre. Il combat dans les Brigades Internationales en Espagne et est blessé grièvement en 1937. A la fin de la guerre civile espagnole, il tente de retourner en Hongrie, mais se fait interner en France. Il s'en échappe en 1941, pour se faire arrêter et emprisonner en Hongrie. Relâché, il devient sécrétaire de la section clandestine du Parti Communiste à Budapest. En 1944, il est capturé par les Allemands et condamné à mort. La sentence n'est pas exécutée, mais il est envoyé à la tristement célèbre prison de Sopronköhida, puis dans un camp de concentration en Allemagne.

A son retour en Hongrie après la fin de la guerre, il devient ministre de l'Intérieur et se fait très vite craindre et haïr pous sa violence implacable. Il est arrêté sur les ordres de ses « camarades » en 1949, et son procès débute le 16 septembre de la même année. On l'accuse principalement d'avoir fait de l'espionnage pour la police secrète de Tito; mais on l'accuse également d'avoir espionné pour le F.B.I. et pour la Gestapo, d'« avoir tenté de renverser l'ordre démocratique en Hongrie », de crimes de guerre, de conspiration et d'une foule d'autres crimes. Il plaide coupable et est pendu.

Mátyás Rákosi: né en 1892 d'un père marchand de volailles. Dans sa jeunesse, il décide de faire carrière dans les services consulaires austro-hongrois et se rend à Londres, où il travaille comme employé de banque, pour perfectionner son anglais. Retourné en Hongrie juste avant le début de la première guerre mondiale, il s'engage dans l'armée, est nommé officier et, envoyé sur le front russe, il est fait prisonnier. Pendant sa captivité, il devient un chaud partisan des Bolchéviks. On dit qu'il rencontra Lénine en 1918 et qu'ils se lièrent d'amitié. La même année, il retourne en Hongrie et travaille en collaboration avec Béla Kun. A la chute du gouvernement de ce dernier, il s'enfuit en Autriche où il se met à travailler pour le Komintern.

En 1924, il retourne en Hongrie pour réorganiser le Parti Communiste, à la suite de quoi il est arrêté par la police de Horthy et condamné à mort. Cette sentence cause une vive émotion dans certains milieux occidentaux et est par la suite commuée en 8 ans d'emprisonnement. Il est libéré en 1935, mais est arrêté à nouveau et jugé pour sa participation à la révolution de 1919. Durant son procès, il se fait une

réputation mondiale d'homme sans peur et qui ne mâche pas ses mots. Son avocat, Rustem Vámbéry, et lui profitèrent habilement de la barre pour accuser le régime de Horthy, ce qui ne manquait pas de courage et ce qui s'était rarement vu dans un pays fasciste. C'était d'autant plus remarquable de la part de Rákosi, qu'il avait déjà passé plus de 10 ans dans les pires prisons de Hongrie. Il fut condamné à la réclusion perpétuelle.

A la suite du pacte Staline-Hitler, le régime de Horthy accepte d'échanger Rákosi et Zoltán Vas contre des drapeaux pris par les Russes en 1849. Rákosi devient l'« ami » intime de Staline, lequel ne contribue pas peu à l'élever dans la hiérarchie communiste.

Durant la seconde guerre mondiale, Rákosi est chargé d'organiser l'endoctrinement des prisonniers de guerre hongrois, ainsi que de la propagande de la radio russe à destination de la Hongrie. Il est naturalisé russe et se marie avec une Mongole, avec laquelle il retourne en Hongrie après la guerre. Il y devient l'un des plus grands tyrans de l'histoire: copiant les méthodes que Staline avait utilisées pour construire le mythe de sa personnalité, il se fait appeler en toutes circonstances « notre père et grand maître, le plus grand discipline hongrois de Staline ». Le 11 août 1963, le siège du Parti Communiste de Budapest communique que Rákosi est mort peu auparavant en Russie.

3 - CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DE L'ANNEE 1957

1er janvier

Dans un message prononcé à l'occasion de la nouvelle année, Miklós Samogyi, président du Conseil National des Syndicats Libres (qui viennent d'être « réorganisés ») s'adresse aux mineurs: « Mineurs, nous vous prions de nous donner plus de charbon! ». Les mineurs « leur » donnent plus de charbon — plus de charbon laissé au fond des puits!

3 janvier

Les mineurs de Tatabánya (où le production est réduite à 3% de la normale depuis la seconde intervention russe) sont à nouveau en grève, cette fois pour protester contre l'arrestation de 12 de leurs camarades de travail. *Népszabadság* relate que l'on a découvert « de grandes quantités d'armes et de munitions cachées à l'entrée d'un puits de mine dans la ville minière de Várpalota ».

4 janvier

Une cour militaire condamne à mort un ouvrier des transports âgé de 25 ans pour détention illégale d'armes le 30 octobre 1956 (c'est-à-dire avant même que le gouvernement Kádár ne soit en place).

5 janvier

A la suite d'une visite à Budapest, Nikita Krouchtchev déclare: « En Hongrie tout est rentré dans l'ordre ».

6 janvier

Kádár fait une déclaration concernant les « tâches principales » du gouvernement: « Les troupes russes resteront en Hongrie pour l'instant, de manière à combattre l'ensemble de l'attaque impérialiste... Le problème de leur retraite fera l'objet de négociations entre l'U.R.S.S. et la Hongrie ». La déclaration salue l'avènement des Conseils ouvriers comme « une des plus grandes réalisations du régime », mais à l'avenir, leur fonction devra être légèrement modifiée. Leur rôle sera d'assurer « que les ouvriers se plient strictement aux décisions du gouvernement ». Par suite de sévères mesures d'intimidation (nombre de leurs camarades sont arrêtés et on pense que certains ont déjà été exécutés), les membres des Conseils Ouvriers commencent à démissionner.

8 janvier

Le Conseil Ouvrier Central de Csepel démissionne en bloc et publie le communiqué suivant:

« Ce sont les événements immémoriaux de la révolution du 23 octobre qui nous ont donné le jour pour que nous puissions bâtir une Hongrie libre, indépendante et démocratique et poser les fondements d'un mode de vie libéré de toute crainte.

« Cependant les événements qui se sont déroulés entretemps nous ont empêché de remplir notre mandat. Il faudrait que nous n'ayons d'autre rôle que celui de mettre à exécution les ordres du gouvernement. Nous ne pouvons exécuter des ordres qui contredisent notre mandat. Nous ne pouvons rester là, passifs, alors que des membres des Conseils Ouvriers se font arrêter et harceler, et alors que l'on stigmatise l'œuvre tout entière des Conseils Ouvriers en la qualifiant de « contre-révolutionnaire ». Pour ces motifs, et quel que soit le sort qui nous attend personnellement, nous avons décidé unaniment de remettre notre mandat.

« Notre décision ne signifie pas que nous tentions d'échapper à nos responsabilités. Nous sommes convaincus que si nous continuions à

exister, cela contribuerait à tromper nos camarades. Nous rendons par conséquent notre mandat aux travailleurs ».

9 janvier

Agitation dans les usines: les grèves et les manifestations éclatent dans tout le pays.

10 janvier

Des ouvriers manifestent à Csepel contre la nomination d'un commissaire du gouvernement et d'un directeur aux ateliers de construction mécanique. La milice, renforcée par les troupes russes intervient. Les ouvriers sont dispersés après trois heures de bagarres. La situation à Csepel est si tendue que le gouvernement interdit aux journalistes de se rendre sur l'île.

11 janvier

Un communiqué officiel parle d'un tué et de six blessés dans les « désordres » aux ateliers de construction mécanique de Csepel.

13 janvier

Communiqué officiel à la radio: par suite d'activités «contre-révolutionnaires » ininterrompues dans l'industrie, les tribunaux de justice sommaire voient leur pouvoir étendu par la possibilité d'appliquer la peine de mort à quasiment tout ce qui s'oppose au gouvernement de Kádár. Ainsi. en plus de la peine de mort pour quiconque appelle à la grève, le nouveau décret déclare même qu'il est illégal pour les travailleurs de *discuter* de l'eventualité d'une grève.

15 janvier

« Le Conseil Central des Travailleurs Hongrois a publié un manifeste adressé aux ouvriers. On y peut lire qu'il n'y a qu'une chose à faire: se battre jusqu'au bout contre la terreur des oppresseurs russes assistés de leurs valets hongrois. La déclaration ajoute que c'est une question « d'être ou ne pas être ». Cependant, à cause de la terreur et de la peine de mort encourue ne serait-ce que pour distribution de tracts, le Conseil exhorte les travailleurs à répandre de bouche à oreille toutes les nouvelles qui concernent les actions clandestines. Le sabotage et la résistance passive sont à l'ordre du jour. La grève et le travail ralenti sont recommandés. » (Le *Times*).

17 janvier

Dissolution par décret de l'Union des Ecrivains.

19 janvier

Dissolution par décret de l'Union des Journalistes. János Szabó, un ouvrier déjà âgé qui a joué un rôle déterminant dans les batailles de la place Széna, est exécuté.

21 janvier

« Les vagues d'arrestations arbitraires se poursuivent. Des centaines des membres des Conseils révolutionnaires sont en prison. Au cours de la semaine dernière, un certain nombre de juges ont démissionné pour protester contre ce qu'ils appelaient la farce de cette juridiction. » (Le *Times*).

25 janvier

Le ministère de l'Intérieur annonce à Radio-Budapest que les écrivains Gyula Háy, Domokos Varga, Tibor Tardos, Zoltán Tóth et Balázs Lengyel, ainsi que les journalistes Sándor Novobaczky et Pál Letay, ont été arrêtés et accusés d'avoir participé à des « activités contre-révolutionnaires ».

27 janvier

La police annonce qu'un autre groupe de 35 personnes a été arrêté aujourd'hui à Budapest. G. Marosán, ministre d'Etat déclare que « l'insurrection a été organisée par l'impérialisme international ».

29 janvier

Dans un discours aux « syndicats », Kádár déclare qu'il n'a « jamais escompté que son gouvernement soit populaire chez le peuple hongrois ». Radio-Budapest annonce que le gouvernement a suspendu les activités du Conseil Ouvrier des Cheminots.

3 février

Marosán réitère ses menaces de la fin décembre: le gouvernement « créera un climat de terreur pour les ennemis du peuple ».

5 février

Discussion entre les procureurs, le ministre d'Etat Marosán et le ministre de l'Intérieur Münnich. Décision d'introduire de nouvelles mesures visant au « rétablissement de la discipline et de l'ordre public ». Suppression de l'amnistie proclamée par Kádár le 4 novembre pour tous les « contre-révolutionnaires » qui auraient déposé les armes (seules quelques personnes s'y étaient laissé prendre et elles avaient payé de leur vie leur crédulité).

13 février

Les jornaux célèbrent le 12ème anniversaire de l'entrée des troupes russes à Budapest.

18 février

Exécution de la promesse faite par Kádár lors de la réunion avec les délégués ouvriers du 17 novembre: une « milice ouvrière » est créée... aux fins de « maintenir la discipline parmi les travailleurs ».

21 février

Béla Barta, accusé d'avoir « organisé des manifestations le 10 décembre, manifestations qui ont eu pour conséquence que plusieurs personnes ont été tuées ou blessées » (par la police de Kádár), est condamné à 14 ans de prison par un tribunal de Miskolc.

21-23 février

On érige à nouveau des étoiles rouges sur les usines de Budapest: heurts violents entre ouvriers et forces de police.

26 février

Début de la conférence, qui durera deux jours, du « Comité Central Provisoire » du Parti Socialiste Ouvrier. Dans une longue déclaration, une partie de la section qui s'occupe de la manière dont les syndicats doivent être « au service des travailleurs », précise que: « Nous rejetons comme réactionnaire la revendication qui demande que les syndicats soient indépendants du Parti et du Gouvernement des Ouvriers et des Paysans, ainsi que la revendication du droit de faire grève par méfiance envers l'Etat Ouvrier. »

5 mars

Gyula Kállai, ministre de la Culture, déclare qu'une « propagande idéologique systématique est nécessaire pour libérer les intellectuels des influences contre-révolutionnaires ».

6 mars

Un nouvel hebdomadaire, *Mafyarország,* est fondé à Budapest, destiné à remplace *Irodalmi Ujság,* la gazette littéraire de la défunte Union des Ecrivains. Cette publication annonce la fondation d'un nouveau club littéraire, Táncsics, en remplacement du Cercle Petofi.

17 mars

Annonce de la création d'une organisation de la Jeunesse Communiste.

19 mars

Le ministre de l'Intérieur publie un arrêté: les personnes « dangereuses pour la sécurité publique ou celle de l'Etat » peuvent être assignées à la résidence en un lieu déterminé par les autorités.

23 mars

Marosán déclare lors d'un meeting à Csepel que les troupes russes demeureront en Hongrie « aussi longtemps que les intérêts des travailleurs requièreront leur présence ».

27 mars

Lors d'une conférence de presse, Marosán déclare que « quoique les contre-révolutionnaires aient connu la défaite..., il reste encore à éliminer certains éléments fauteurs de troubles ».

8 avril

Dans un procès à Budapest, trois des accusés sont condamnés; l'auteur dramatique József Gáli et le journaliste Gyula Obersovskzi, accusés d'« agitation » et d'avoir publié un journal illégal sont condamnés respectivement à 1 et 3 ans de prison (Voir cependant ci-dessous 20 et 25 juin et 4 juillet).

17 avril

Radio-Budapest annonce que le «contre-révolutionnaire» Miklós Oláh, âge de 21 ans, a été exécuté dans le Borsod pour « avoir tué un officier de l'armée hongroise ». (Sa condamnation remonte au 13 février - N.D.T.).

20 avril

Le ministère de l'Intérieur publie un communiqué selon lequel l'écrivain Tibor Déry a été arrêté et accusé de « conduite préjudiciable à la sécurité de l'Etat ».

29 avril

Le ministre d'Etat Marosân est nommé premier secrétaire de la section de Budapest du Parti Socialiste Ouvrier.

1er mai

Dans un discours à l'occasion du Premier Mai, Marosán rend hommage à Kádár « pour avoir créé les conditions qui ont rendu possible l'existence du Parti et de la Hongrie socialiste ».

3 mai

Le journal des syndicats *Népakarat* rapporte l'arrestation d'une « bande contre-révolutionnaire » de 9 ouvriers dans le comitat de Nógrád. Ils sont accusés d'avoir fait obstacle à l'entrée de tanks russes dans la ville industrielle de Salgótarján.

10-11 mai

Convocation de l'Assemblée Nationale. Kádár déclare: « La tâche des dirigeants n'est pas de mettre en œuvre les désirs des masses... la tâche des dirigeants est de réaliser les intérêts des masses... Dans le passé récent, nous avons rencontré le phénomène de certaines catégories de travailleurs qui agissaient contre leurs propres intérêts... Si les désirs des masses ne coïncident pas avec le progrès, il faut alors les conduire dans une autre direction. »

20 juin

Radio-Budapest annonce que József Gáli et Kyula Obersoxszki ont été cette fois condamnés à mort, tandis que les peines de prison de certains autres accusés du même procès sont alourdies.

25 juin

Communiqué officiel annonçant que Gáli et Obersovszki doivent repasser en jugement. Les condamnations à mort sont momentanément suspendues.

27 juin

Ouverture à Budapest de la conférence nationale du Parti Socialiste Ouvrier. Kádár lit un rapport sur la situation générale, où il accouple Nagy et Rákosi, « coupables de trahison ».

29 juin

Fin de la conférence nationale. Une résolution condamnant « la tentative de contre-révolution d'octobre-novembre 1956» reconnaît qu'elle n'est pas encore vaincue: « ceux qui ont commis des crimes et continuent de miner le régime populaire seront sévèrement châtiés ». Hommage est rendu à l'« aide fraternelle de l'Union Soviétique ».

4 juillet

Les condamnations à mort de Gáli et Obersovszki sont cassées par la Cour Suprême de Budapest et commuées respectivement en réclusion perpétuelle et 15 ans de prison.

9 juillet

Népszabadság rapporte qu'on a fait intervenir la police pour mettre fin à une grève des ouvriers du bâtiment qui avait débuté le 5 juin à Sajószentpéter pour une augmentation de salaires.

25 juillet

Dans un discours, Marosán déclare que des centaines d'arrestations ont été effectuées au cours des dernières semaines; à la requête du gouvernement hongrois, l'Union Soviétique a accepté que Rákosi demeure exilé en U.R.S.S., a-t-il également déclaré.

7 août

On annonce la tenue prochaine du procès de sept ouvriers accusés d'activités « contre-révolutionnaires » dans le bassin houiller de Tatabánya, où se poursuivent les grèves et l'« agitation ouvrière ».

20 août

Purge parmi les instituteurs de Miskolc. *Népakarat* reproduit un discours de Sándor Gáspár, secrétaire du « Conseil des Syndicats Libres », au cours duquel il a déclaré: « L'absentéisme, le manque de ponctualité et le fait de quitter le travail avant l'heure se sont accrus dans les usines pendant les derniers mois ».

1er septembre

Parution à Budapest du 3ème volume du *Livre Blanc* officiel.. On y trouve le chiffre total des « camarades » tués pendant la révolution: 201 personnes, dont 166 membres de l'A.V.O., 26 fonctionnaires du Parti (parmi lesquels plusieurs personnes qui travaillaient pour l'A.V.O.) et 9 civils.

Célébrant le Jour des Mineurs à Tatabánya, Kádár reconnait que l'« athmosphère d'octobre » règne encore chez les mineurs.

17 septembre

Népszabadság réprimande les directeurs d'usines qui rejettent sur le gouvernement la responsablité de « l'accroissement des normes et de la réduction des salaires » au lieu d'« expliquer que les décisions impopulaires de ce genre sont prises dans l'intérêt des travailleurs ».

21-23 septembre

Marosán prononce plusieurs discours en divers endroits de Budapest, dont l'Université Polytechnique. « S'il y a moindre manifestation le 23

octobre, ceux qui y participeront seront sévèrement châtiés ». Comme s'il voulait souligner cete menace, il ajoute que 1200 personnes ont été arrêtées en juillet.

29 septembre

A Kecskemét, le vice-premier ministre Antal Apró annonce que les derniers Conseils Ouvriers seront resplacés par « des Conseils d'entreprises sous la direction des syndicats ».

15 octobre

Népszabadság renouvelle les menaces de lourdes peines pour toute personne qui « troublera la paix » le 23 octobre, et met l'accent sur le besoin d'une « vigilance accrue ».

16 octobre

Marosán met à nouveau les étudiants en garde contre toute manifestation le 23 octobre.

23 octobre

Budapest et les autres villes connaissent une journée calme. Les A.V.O. stationnent en grand nombre dans les rues; les troupes russes sont présentes.

2 novembre

Le Conseil Municipal de Budapest décide d'ériger une statue de Lénine à la place de la statue de Staline abattue le 23 octobre.

L'Association des Ecrivains Hongrois à l'Etranger apprend la nouvelle du procès secret de Gyula Háy, Tibor Déry, Zoltán Zelk et Tibor Tardos

3 novembre

Ferenc Münnich, ministre de l'Intérieur, prend la parole dans *Népszabadság* pour y faire un rapport sur les réalisations de la première année du gouvernement Kádár. Il y dénonce les Conseils Ouvriers qui, dit-il, « étaient dirigés par des éléments étrangers à la classe... Il est nécessaire de remplacer dès que possible cette structure tout entière par des nouvelles organisations ».

13 novembre

Radio-Budapest annonce la fin du procès des écrivains (qui se déroule à huis-clos depuis le début du mois). Verdict de la cour suprême: Tibor Déry (63 ans): 9 ans de prison; Gyula Háy (57 ans): 6 ans;

Zoltán Zelk (51 ans): 3 ans; et Tibor Tardos: 18 mois. On rapporte qu'au cours du procès, Déry et Háy ont déclaré que si une situation similaire se produisait aujourd'hui, ils agiraient exactement de la même manière qu'en octobre 1956.

17 novembre

Annonce officielle que les derniers Conseils Ouvriers sont dorénavant abolis.

4 - BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES UTILISES PAR L'AUTEUR

I. *Livres et brochures*

— L.B. Bain, *The Reluctant Satellites,* McMillan, New-York, 1960.
— Noel Barber, *A Handful of Ashes,* Wingate, 1957.
— Hugo Dewar and Daniel Norman, *Revolution and Counter-Revolution in Eaestern Europe,* Socialist Union of Central Eastern Europe, 1957.
— Peter Fryer, *Hungarian Tragedy,* Dobson Books Ltd., 1956.
— Ygael Gluckstein, *Stalin's Satellites in Europe,* Allen and Unwin,
— Admiral Nicholos Horthy, *Memoirs,* Hutchinson, 1956.
— *The Hungarian Workers, Revolution,* Syndicalist Workers Federation, 1956.
— Alexandra Kollontai, *The Workers' Opposition,* brochure Solidarity nº 7 (*L'opposition ouvrière,* in « Socialisme ou Barbarie » nº 35, 1964).
— George Mikes, *The Hungarian Revolution,* Andre Deutsch, 1957.
— Anand Mishra, *East European Crisis of Stalinism,* Calcutta, 1957.
— Hubert Ripka, *Eastern Europe in the Post-war Wold,* Methuen, 1961.
— *The Road of Our People's Democracy,* Hungarian News and Information Services, Juin 1952.
— Hugh Seton Watson, *Eaestern Europe 1918-1941,* Cambridge, 1945. *East European Revolution,* Methuen, 1950.
— G.N. Shuster, *In Silence I Speak,* Gollancz, 1956.
— *Socialism or Barbarism,* brochure Solidarity nº 11.

II. *Journaux et Périodiques*

— *Continental News Services*
— *Daily Worker* (Quotidien du Parti Communiste anglais)
— *The Economist*
— *The Guardian*
— *The Nation*
— *Irodalmi Újság* (« La Gazette Littéraire »)
— *Nemzetör* (« Le Garde de la Nation » - Mensuel des Partisans Hongrois)
— *Népakarat* (« La Volonté du Peuple » - Journal « officiel » des syndicats hongrois)
— *Neue Zürcher Zeitung*
— *New York Times*
— *The Observer*
— *Polish Facts and Figures*
— *Pravda*
— *Scîntea* (Quotidien du Parti Communiste roumain)
— *Socialisme ou Barbarie*
— *Solidarity*
— *Szabad Nép* et *Népszabadság* (Quotidiens) du Parti Communiste hongrois)
— *The Times*
— *Tribune*
— *World News and Views*

Les ouvrages qui suivent ont été sélectionnés uniquement parce qu'ils sont d'accès relativement aisé pour le lecteur francophone, ainsi que pour les compléments d'information qu'ils peuvent apporter. Toutefois, tout comme certains de ceux auxquels s'est référé Andy Anderson, il faut émettre des réserves sur la plupart d'entre eux, soit qu'ils versent dans la mystification consciente, principalement sur le thème du nationalisme, soit qu'ils soient noyés dans le confusionnisme et la naïveté (dus en grande part à la situation de classe des auteurs — des intellectuels) que les pages qui précèdent se sont précisément attachées à dévoiler. Ainsi, le rôle des Conseils Ouvriers est le plus souvent minimisé, sinon purement et simplement ignoré.

— Tibor Méray, *Budapest - 23 octobre 1956,* Laffont, coll. « Ce jour-là », 1966.
— François Fejtö, *Budapest 1956,* Julliard, coll « Archives », 1966.
— *Les Temps Modernes,* numéro spécial de novembre-décembre 1956 et janvier 1957 - « *La révolte de la Hongrie* ».
— *La situation en Hongrie et la règle de droit,* Rapport de la Commission internationale de Juristes, Le Haye, avril 1957. (Suppéments en juin 1957 et février 1958).
— *Rapport du Comité Spécial pour la question de Hongrie* - Nations-Unies - Documents Officiels - 11ème session - Supplément nº 18 (A/3592), édition française, New-York, 1957.
— G. Aranyossy, *Ils ont tué ma foi,* Laffort, coll. « L'aventure vécue », 1972.
— Gábor Kocsis, *Sur les Conseils Ouvriers,* in « Socialisme ou Barbarie » nº 23 - Janvier-février 1958.
— *Rapport sur la Hongrie* par la délegation de la Fédération Syndicale Mondiale, London, W.F.T.U. Publications Ltd., s.d.
— *La révolution hongroise vue par les partis communistes de l'Europe de l'Est.* Présentation quotidienne par les organes officiels (23 octobre - 15 novembre 1956), Paris, Centre d'études avancées du Collège de l'Europe libre, 1957.
— André Stil, *Je reviens de Budapest,* Paris, Maison des Métallurgistes, 1957.
— Miklos Molnar et Laszlo Nagy, *Imre Nagy, réformateur ou révolutionnaire?* Genève, Publications de Hautes Etudes Internationales, nº 33, 1959.
— Parti Communiste Français, *Vérités sur la Hongrie,* Paris, 1956.
— *Les Partis communistes occidentaux et les événements de Hongrie,* Paris, Articles et Documents nº 431, 13/11/1956.
— *La vérité sur l'affaire Nagy:* les faits, les documents, les témoignages internationaux. Préface de A. Camus, Paris, Plon, 1958.
— *La Yougoslavie et les événements de Hongrie,* Paris, Articles et Documents nº 443, 11/12/1956.
— *Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière.* Des faits, des documents, des chiffres, Paris, Union des Syndicalistes, 1957.
— Tibor Barath, *Le cris de la Hongrie,* Montréal, Le Monde Hongrois, 1957.
— *Contribution de la révolution hongroise à la pensée socialiste,* Bruxelles, Institut Imre Nagy de Sciences Politiques, 1960.
— D. Floyd, *L'était d'esprit en Europe Orientale depuis la révolte*

Hongroise, Paris, Articles et Documents, nº 434, 2/11/1956.
— F. Manuel, *La révolution hongroise des Conseils Ouvriers,* Paris, Pour la Vérité, 1956.
— George Mikes, *La révolution hongroise,* Gallimard, Paris, 1957.
— François Fejtö, *La tragédie hongroise* ou une révolution socialiste anti-soviétique. Lettre-préface de J.-P. Sartre. Paris, Pierre Horay, 1956.
— Melvin J. Lasky et François Bondy, *La révolution hongroise.* Précédée de *Une révolution anti-totalitaire,* par R. Aron.

LES NOTES DES TRADUCTEURS

Suite à nos lectures diverses sur l'histoire de la Hongrie et sur les événements de la révolution eux-mêmes, nous avons pensé qu'il serait utile d'ajouter certaines notes (signalées par les lettres a, b, c, etc... et le numéro de la note de l'auteur qui précède) qui corrigent certaines erreurs de détail, clarifient certains sujets et donnent d'autres informations confirmant les constatations de l'auteur. Ces remarques émanent pour la plupart d'un copain hongrois impliqué dans les événements. Il était d'accord avec l'ensemble de ce que Anderson a écrit, mais il a ajouté certaines réflexions sur des points de détail qui ne s'accordent pas toujours avec le texte. En ajoutant ces réfléxions ou notes des traducteurs, nous avons seulement pensé clarifier le travail d'Anderson; cela ne change nullement le sens du texte.

Il faut signaler aussi qu'au moment de la Révolution, le sigle A.V.O. (la police secrète hongroise) avait déjà été remplacé par celui de A.V.H. (ce changement désignait le passage d'un organisme dépendant du ministère de l'Intérieur à un statut d'organisme indépendant). Cependant, il semble bien que les Hongrois utilisaient encore l'ancienne appellation, ou bien, s'ils parlaient de l'A.V.H., ils proponçaient « avosh ». Nous avons donc décidé de garder l'ancienne appellation partout dans le texte, même si elle ne correspond pas exactement à l'appellation officielle.

TABLE DES MATIERES

page

Préface 5
Introduction 14

Ière PARTIE: LA HONGRIE DE 1945 A 1956

1. Un accord entre l'Est et l'Ouest 17
2. La Libération? 21
3. Salami et réparations 33
4. Les méthodes d'exploitation et d'assujettissement . . . 38
5. La résistance s'accroît 43
6. Un nouveau cours 48
7. La Pologne entre en éruption 52

IIeme PARTIE: 1956

1. On approche du point de fusion 57
2. Les premières revendications 64
3. Le 23 octobre 67
4. Nagy appelle les chars russes 74
5. La bataille s'engage 79
6. Les massacres 85
7. Les Conseils Ouvriers 87
8. Le programme révolutionnaire 96
9. La dualité du pouvoir 102
10. La deuxième intervention russe 107
11. Le prolétariat continue le combat 113
12. L'enlèvement de Nagy 119
13. L'écrasement du prolétariat 120
14. Une contre-révolution fasciste? 127
15. Pourquoi? 131

CONCLUSION:

Le sens de la révolution hongroise 135

DOCUMENTS:

1. Résolution de l'Union des Ecrivains 140
2. Compléments de biographie des principales personnalités . . 141
3. Chronologie des événements de l'année 1957 144
4. Bibliographie des ouvrages utilisés par l'auteur 153

L'original anglais de ce livre a été publié pour la première fois en 1964, par le groupe anglais *Solidarity,* sous le titre de *« HUNGARY 56 »*. Le texte anglais a connu deux réimpressions, en 1968 et en 1972. Une traduction japonaise est parue en 1966, et une édition en langue néerlandaise a vu le jour en 1974, parallèlement à la première édition française.

CORRESPONDANCE

Edition en anglais: Solidarity, 123, Lathom Road, LONDON E.6.

Première edition en français: Henri Simon, 34, rue Saint-Sébastien, 75011 PARIS.

Liaisons, c/o Ph. Doguet, B.P. 208, 4000 LIEGE 1.

Ed. resp.: Ph. Doguet, 13, rue des Renards, Bruxelles
(pas de correspondance, s.v.p.)

Ce livre peut être librement reproduit, traduit ou adapté, même sans indication d'origine.

NOV.DIC. 76

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

Série B N°73

Directeur
René LEFEUVRE
Tél. 272.37.50

Restent disponibles: SERIE A - B - C

5, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie
Paris IVe

A	1.	Jean JAURES — L'Eglise et la Laïcité	F 3,00
	3.	Charles ALLIGIER — Socialisme et Bolchevisme	F 4,00
	4.	Rosa LUXEMBOURG — La Révolution russe	F 4,00
	5.	René LEFEUVRE — La politique communiste (Ligne et Tournants)	F 3,00
	8.	JAURES et LAFARGUE — Idéalisme et Matérialisme	F 3,00
	18.	TOMORI-BALASZ — Qui succédera au capitalisme?	F 4,00
	24.	Jean JAURES - Le Manifeste communiste de Marx et Engels	F 3,00
	36.	RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG — La confession de Karl Marx	F 3,00
	44.	J. ZERZAN — Un conflit décisif aux U.S.A.	F 4,00
	45.	P.I.C. — Moyen-Orient, un abcès de fixation	F 6,00
B	6.	Robert LOUZON — L'Ere de l'Impérialisme	F 6,00
	8.	Lucien LAURAT — Déchéance de l'Europe	F 6,00
	9.	Sylvain WISNER — L'Algérie dans l'impasse	F 6,00
	13.	Jules GUESDE — Collectivisme et Révolution	F 6,00
	14.	VINATREL — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé	F 6,00
	16.	JAURES — Commentaire, controverse et discours	F 8,00
	18.	JAURES et GUESDE — Les deux méthodes - Le Socialisme	F 6,00
	21.	DOMMANGET — Blanqui calomnié (Docum. Taschereau)	F 32,00
	24.	Ida METT — Le Paysan russe dans la Révolution	F 6,00
	25.	Denis HEALEY — Les socialistes derrière le rideau de fer	F 6,00
	29.	DOMMANGET — Babeuf et la Conjuration des Egaux	F 6,00
	31.	TROTSKY — Rapport de la Délégation Sibérienne	F 10,00
	33.	Karl MARX — Textes philosophiques (1842-1847)	F 10,00
	34.	PANNEKOEK, KORSCH — Lénine philosophe (en réédition)	F 12,50
	36.	MARX-ENGELS — Textes sur l'organisation	F 10,00
	37.	J. JACQUES — Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime	F 8,00
	38.	TALES — La Commune de 1871	F 18,00
	40.	SOUVARINE — Un pot-pourri de Khrouchtchev (ses Souvenirs)	F 3,00
	41.	Arthur LEHNING — Anarchisme et Marxisme en Russie	F 10,00
	42.	MARX-ENGELS — Programmes socialistes: Erfurt,Gotha, Le Havre	F 6,00
	43.	BARRUE — Bakounine et Netchaiev,Le catéchisme révolutionnaire	F 6,00
	44.	ROUSSEL — Les enfants du Prophète (Histoire du trotskisme)	F 10,00
	45.	RUBAK — La classe ouvrière est en expansion permanente	F 13,00
	46.	D. MACDONALD — Le Marxisme est-il en question?	F 11,00
	47.	SOUVARINE — Le stalinisme. Ignominie de Staline	F 3,00
	48.	Ch. REEVE — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat	F 15,00
	49.	R. LUXEMBOURG — Réforme ou Révolution Marxisme et Dictature	F 12,00
	50.	SERGE — Le nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie	F 11,50
	51.	Victor SERGE — 16 fusillés: Zinoviev, Kamenev, Smirnov	F 16,00
	52.	SKIRDA — Les Anarchistes russes et les Soviets	F 7,50
	53.	ROCKER — Les Soviets trahis par les Bolchéviks	F 12,00
	54.	Max STIRNER — De l'Education — En lisant l'Unique	F 11,00
	55.	DOMMANGET-LUXEMBOURG — 1848-1905 étapes de la Révolution	F 13,00
	56.	Rosa LUXEMBOURG — Marxisme contre Dictature	F 5,00
	57.	CORALE — Capitalisme, syndicalisme, même combat	F 13,00
	58.	CAMATTE — Bordiga et la passion du Communisme	F 18,00
	59.	J. PERDU — La révolte des Canuts. Les insurrections lyonnaises 1831-1834	F 11,50
	60.	I.C.O. — Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971)	F 25,00
	61.	COLLECTIF SPARTACUS — Portugal, l'autre combat. (1974-75)	F 22,00
	62.	G. MUNIS — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution	F 13,50
	63.	O. RUHLE - P. MATTICK — Fascisme brun, Fascisme rouge	F 10,00
	64.	REVUE — Portugal - Russie - Luxembourg: Question nationale	F 5,00
	65.	OLLIVIER-LANDAU — Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale	F 12,00
	66.	REVUE — Espagne - Portugal - Marxisme - Mao - Evol. du Capitalisme	F 5,00
	67.	LEVAL — La pensée constructive de Bakounine	F 25,00
	68.	REEVE — Portugal, la conception putschiste de la Révolution	F 5,00
	69.	J. BARRUE — L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine	F 11,00
	70.	DOMMANGET — 1793, les Enragés contre la vie chère: Les Curés Rouges, Jacques Roux et Pierre Dolivier	F 15,00
	71.	Revue n° 3. Paul MATTICK: Capital monopoliste d'Etat,etc.	F 5,00
	72.	CROIX — Jaurès et ses contradicteurs: Envie et calomnie	F 30,00
C	4.	L. KAUTSKY - R. LUXEMBOURG - GUILLERM: Le Luxembourgisme	F 11,00
	5.	LUXEMBOURG - SCHWARZ — L'expér. belge. Lénine et syndicats	F 12,00
	6.	MARX-ENGELS-LUXEMBOURG — Critique des programmes, critique révolutionnaire, Erfurt, Gotha. La Révol. russe. Lettres de prison	F 11,00
	7.	Rosa LUXEMBOURG — Les lettres et tracts de Spartacus	F 17,00
	8.	DOMMANGET — Sylvain Maréchal, l'Egalitaire	F 40,00
	10.	AUTHIER — La gauche allemande (1920-1922). Textes historiques	F 12,00
	12.	Marcel CERF — Edouard Moreau, Communard	F 15,00
	13.	NICOLAEVSKI — A Moscou. Luttes sanglantes pour le Pouvoir	F 15,00
	14.	John BERGER — Réussite et échec de Picasso	F 22,00
	15.	ZAVATTINI — Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie	F 21,00
	16.	Fred J. COOK — F.B.I., la chasse aux sorcières	F 30,00
	18.	J. BERGER — Art et Révolution, l'Artiste en URSS	F 16,00
	19.	Sophie BIBROWSKA — Une mise à mort, d'Aragon	F 18,00

17 Fr.

Distribué par les NMPP, Messageries Coopératives
Depôt LIBRAIRIE DES 2 MONDES, 10, rue Gay Lussac, Paris V
Diffusé par: Librairie PARALLELES 47 rue Saint Honoré, Paris 1
IMPRIMERIE : Polisud - Casoria (Na) Tel. 7733280 - 7733282

Andy Anderson

HONGRIE 1956



Série B
N° 73